



**HAL**  
open science

## Approches de développement micro-régional

Paul Houée

► **To cite this version:**

Paul Houée. Approches de développement micro-régional. [Rapport de recherche] Assemblée permanente des chambres d'agriculture. 1976, 81 p. hal-02306180

**HAL Id: hal-02306180**

**<https://hal.science/hal-02306180v1>**

Submitted on 4 Oct 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

*R. Ancelet*

— Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture —

# APPROCHES DE DÉVELOPPEMENT MICRO-RÉGIONAL

Etude réalisée avec le concours  
du Ministère de l'Agriculture et de la DATAR

document de synthèse rédigé par :

PAUL HOUEE

Chargé de mission à  
A.P.C.A. Direction des Actions Techniques  
9, Avenue Georges V 75008 Paris

MAI 1976

## A P P R O C H E S

### d e D E V E L O P P E M E N T M I C R O - R E G I O N A L

Un monde rural se disloque, un autre monde se cherche. A côté de structures et de modes de vie collective qui ne répondent plus aux besoins de ce temps, on voit poindre, dans les campagnes françaises, tout un foisonnement d'initiative qui tentent d'instaurer de nouvelles modalités d'organisation, de régulation et d'existence collectives.

Beaucoup de ces initiatives se situent à un niveau micro-régional, intermédiaire entre l'échelon communal et les instances départementales, à la jonction des collectivités locales des organisations professionnelles, des diverses formes de la vie associative. Qu'il s'agisse d'actions professionnelles s'élargissant aux autres secteurs d'activités, ou d'opérations d'aménagement, d'animation à visée plus globale, toutes suggèrent qu'à côté d'un développement dont les centres de décision sont extérieurs à la petite région, un autre mode de développement, plus endogène et ascendant, a aussi sa place et sa chance.

Pourquoi, comment naissent, se déroulent ces initiatives de développement micro-régional; quelle est leur nature et leur logique, sur quoi ont-elles effectivement prise, tel est le thème de cette première recherche.

## UNE APPROCHE ORIGINALE

Le développement micro-régional est un phénomène trop récent pour relever de la procédure habituelle de la recherche universitaire. On a donc tenté une démarche originale, associant étroitement praticiens et chercheurs, dans une étude qui voudrait concilier la rigueur scientifique et une efficacité rapidement opérationnelle.

### I - Les promoteurs de l'étude

L'initiative de l'étude revient à l'Association de Formation et de Perfectionnement Agricoles (AFPA) devenue depuis peu Service d'Utilité Agricole de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (APCA). Organisme de formation des techniciens des organisations professionnelles agricoles, l'AFPA avait dans le cadre de son département Développement, organisé depuis 1969 un cycle de perfectionnement "Conduite des Actions de Développement", depuis 1972 un cycle de longue durée "Animateurs de Développement et d'Aménagement Rural". Les contacts noués durant ces sessions, les études de cas sur le terrain, les réseaux de stagiaires venant des diverses régions de France lui ont permis peu à peu d'accumuler des matériaux, d'esquisser des hypothèses de travail, de repérer des expériences, des méthodes particulièrement intéressantes.

La consolidation de ses activités de formation a incité l'AFPA à valoriser son acquis en passant de l'observation empirique à une connaissance plus méthodique des processus de développement agricole et rural à fonder scientifiquement, par des études comparatives, des pédagogies du développement susceptibles d'être diffusées, à apprécier plus objectivement la portée et les limites de ces projets de développement micro-régional.

Cette initiative, née de la formation à l'action, a d'emblé reçu l'appui efficace du Ministère de l'Agriculture, notamment de la Direction de l'Aménagement Rural et des Structures, de la DATAR, la caution scientifique de spécialistes du CNRS, de l'EPHE, de l'INRA et la collaboration d'experts de l'APCA, des ARER, etc... Un premier séminaire de recherche, du 23 au 25 avril 1974, a permis aux animateurs, chargés d'étude et experts de préciser les attentes, les objectifs et les modalités de la recherche, ainsi que les difficultés d'ajustement entre la démarche des chercheurs et les motivations des praticiens. Enrichie de ces suggestions et critiques, l'AFPA a pu reformuler son projet et mettre en place un dispositif approprié, qui est devenu opératoire au printemps 1975.

### 2- Les expériences retenues

Grâce à son réseau et à la collaboration des organisations professionnelles, l'AFPA a effectué une prospection d'initiatives intéressantes et d'organismes intéressés. Deux grandes régions ont émergé par le nombre et la qualité des expériences entreprises: l'Ouest (Bretagne - Pays de Loire) et Sud-Est (Bourgogne-Rhône-Alpes); à la demande de la DATAR, l'inventaire s'est également orienté vers le Sud-Ouest. Des contraintes financières ont obligé à ramener de II à 7 les cas retenus.

Ces expériences ont été choisies en fonction de critères géographiques, économiques, sociologiques définissant des systèmes socio-économiques différents, des contextes politiques variés. On a retenu des initiatives ayant déjà plusieurs années, les unes à dominante économique, les autres à préoccupation culturelle, les unes relevant plutôt du développement agricole, les autres davantage de l'aménagement rural. -Le degré d'intéressement des organismes concernés, la compétence et la motivation des animateurs ont été également des facteurs importants dans ce choix.

#### La Haute Maurienne

- Vallée de montagne de Savoie, 8 communes, 2253 habitants en 1975.
- Depuis 1960, essai d'animation pour entraîner un développement micro-régional à partir d'initiatives agricoles et municipales faiblement coordonnées.
- Principaux acteurs: groupements agricoles (GVA, GVF, SICA), municipalités, syndicats intercommunaux, association d'animation; PAR, Parc de la Vanoise.
- Intérêt pour l'étude: passage d'une économie pastorale à un développement agrwo-touristique sous le contrôle de la population; place de l'agriculture et du tourisme dans le développement d'un pays de montagne.

#### Fenouillèdes

- Région viticole pauvre du Nord-Ouest des Pyrénées-Orientales; 3 cantons, 32 communes, II 293 habitants en 1975.
- Depuis 1970, à partir d'initiatives culturelles individuelles, essai de relance économique et de revitalisation d'une région en fort déclin.
- Principal acteur: Le Comité d'Animation pour l'Expansion Economique du Fenouillèdes (CAPEXE).
- Intérêt pour l'étude: rôle de l'animation culturelle pour la relance économique et sociale d'une zone méditerranéenne.

#### Monts du Forez

- Zone agricole de moyenne montagne de la Loire; 7 cantons, 80 communes 40 000 habitants en 1975.
- Depuis 1961, prolifération d'initiatives agricoles et rurales pour assurer le développement rapide de la région, à partir d'un centre de rencontre.
- Principal acteur: le Groupement d'Innovation Rurale pour l'Avenir du Forez (GIRAF)
- Intérêt pour l'étude: intérêt pédagogique d'un creuset d'innovation créant des structures décentralisées à mesure que des problèmes apparaissent.

#### Haut Nivernais

- Arrondissement à dominante agricole de la Nièvre; 6 cantons, 87 communes, 31 300 habitants en 1975.
- En 1971, étude-animation d'un PAR dans une perspective de développement global.
- Principaux acteurs : Chambre d'Agriculture, animateurs du PAR, Syndicat mixte.
- Intérêt pour l'étude: intérêt et limite d'un PAR "parachuté".

Ancenis

- Région agricole du Val de Loire, en Loire Atlantique; 3 cantons, 20 communes, 28 927 habitants en 1975.
- Depuis 1960, transformation de l'économie agricole par des organisations coopératives et techniques dans la mouvance du syndicalisme.
- Principaux acteurs: Coopérative CANA d'Ancenis, CRDA d'Ancenis (Chambre d'Agriculture de Loire Atlantique).
- Intérêt pour l'étude: rôle d'une coopérative dans l'animation et le développement régional; relations entre organisation économique et organisation de développement.

Le Mené

- Région pauvre et isolée de la Bretagne centrale, dans les Côtes du Nord; 23 communes, 24 154 habitants en 1975.
- Depuis 1965, essai d'animation globale entraînant un développement endogène de tous les secteurs, sous le contrôle des collectivités locales.
- Principal acteur: le Comité d'Expansion du Mené (CEM)
- Intérêt pour l'étude: valeur et limites d'une animation de développement partant d'initiatives locales, aboutissant à un PAR après 10 ans; techniques d'animation variant selon les secteurs de la vie collective.

Ploudalmézeau

- Canton agricole et maritime du Nord Finistère; 10 communes, 15 508 habitants.
- Depuis 1959, initiatives agricoles et socio-culturelles entraînant un développement global sous la conduite d'un SIVOM efficace.
- Principaux acteurs: SIVOM, groupements agricoles, associations.
- Intérêt pour l'étude: émergence d'un pouvoir local et rôle d'un SIVOM dans l'aménagement et l'animation d'une petite région.

cf carte.

3- Le dispositif de recherche

La recherche associée :

- des animateurs de terrain qui peuvent s'entourer de collaborateurs locaux de leur choix. Ce sont des salariés d'organisations professionnelles (Chambres d'Agriculture, SUAD, CRDA, Coopérative), d'organismes de développement micro-régional ou départemental, de structures d'animation qui ont participé effectivement à l'expérience en cours.
- des chargés d'étude non directement impliqués dans l'action étudiée. Ce sont des salariés d'organismes publics (INRA, ACEAR), professionnels (ARER, CNAR) ou privés (FORS) de recherche en matière d'aménagement et de développement rural.
- Un conseil méthodologique réunit à la fois des responsables et des experts des organisations professionnelles, ainsi que des spécialistes de l'INRA du CNRS, de l'EPHE, de l'ACEAR, de la DATAR.
- Une direction d'ensemble est assurée par des salariés du Service Développement de l'AFPA jusqu'en décembre 1975, sous le contrôle de la Direction des Actions Techniques de l'APCA depuis 1976.  
(cf liste des réalisateurs de la recherche).

Une convention d'étude est conclue, pour un an, entre l'organisme promoteur (AFPA - APCA) et les organismes employeurs des intervenants.

.../...



Rue de l'Ancienne Carrière - PARIS (6e)

C. N. 528 P. 1963

LES REALISATEURS de L'ETUDE

Animateurs et chargés d'étude

EXPERIENCE	ANIMATEUR	CHARGE D'ETUDE
Haute Maurienne	Melle CROZET Chambre d'Agriculture Savoie	J.P. DAUBARD Directeur ARER Bourgogne
Fenouillèdes	P. de BOISSIEU (CAPEXE) Education et Vie Sociale	F. CLEMENT Directeur INDAR
Monts du Forez	M. FOURNIER, animateur GIRAF Techniciens de la Ch. d'Agri. de la Loire.	F. de RAVIGNAN
Haut Nivernais	J.P. MATHELY Chambre d'Agriculture N'èvre	M. THOMAS, animateur INDAR J.M. CORREZE, ARER Bourgo- gne.
Ancenis	M. LEBOT animateur CANA J. GILET animateur Ch. d'Agri. de Loire Atlantique.	Y. LAMBERT, INRA Rennes
Mené	M. MARTIN animateur CEM et Comité expansion C. du N.	Melle BAVIERE MM. SQUARCIONI, FEREC) ACEAR
Ploudalmézeau	M. OLLIVIER, Ch. Agri. Finist. J. COUEDELO animateur ULAMIR A. CARIOU secrétaire SIVOM	Mme J. MENGIN chargée d'étude FORS Paris

Conseil Méthodologique

M. ARZEL	Président de la Chambre d'Agriculture du Finistère.
BALADIER	Directeur de la Chambre d'Agriculture de Saône et Loire.
CONFIDA	Chargé de mission- Direction des Actions Techniques (DAT) APCA.
DUCLOS	Président de la Chambre d'Agriculture de la Loire.
FORGET	Directeur Adjoint DAT - APCA.
GOSSET	Chargé de mission, DAT - APCA.
GOUDILLEAU	Directeur de la DAT - APCA.
HOUÉE	Chargé de mission SUA Trie Chateau - APCA.
LABOURIE	Directeur de recherche Institut National d'Education Populaire.
MACQUART	Chargé de mission DATAR.
MENDRAS	Directeur de recherches CNRS.
QUIBLIER	Responsable département développement SUA Trie-Chateau.
REBISCMUNG	Inspecteur Général INRA.
SQUARCIONI	Chargé d'étude ACEAR, Ministère de l'Agriculture.
VIENNEY	Economiste, Maître assistant Université de Paris.

Direction - coordination : MM. FORGET et HOUÉE.

#### 4- La méthodologie de l'étude.

Cette recherche est née d'une constatation: alors que de nombreuses zones rurales subissent les mutations qui les transforment, en certaines petites régions apparaissent des tentatives d'intervention à un niveau intermédiaire entre l'échelon local et les échelons départementaux ou régionaux, entre les structures territoriales et les secteurs d'activités. D'où l'hypothèse centrale de l'étude :

Ces formes d'intervention à ce niveau intermédiaire constituent pour ces régions des modes relativement originaux et efficaces pour résoudre les problèmes de transformation des conditions d'activité et d'existence qui s'imposent à elles.

Il a été proposé d'apporter une réponse à cette hypothèse en croisant deux démarches :

Celle des animateurs qui part des actions entreprises, de leurs promoteurs et de leurs projets, des initiatives, des structures mises en oeuvre et des résultats constatables, pour en apprécier l'impact sur l'évolution de la petite région.

Celle des chargés d'étude qui part de l'analyse du milieu et de son environnement dans l'espace et dans le temps, des activités et des forces existantes pour y trouver les facteurs explicatifs et les effets réels des actions entreprises dans les processus de développement.

Les deux études ont fait l'objet d'analyses et de rapports séparés.

#### 5- La réalisation de l'étude

##### a) les études de terrain

Entre mai et novembre 1975, animateurs et chargés d'étude ont réalisé séparément leur recherche: analyse documentaire, élaboration d'une grille d'enquête, interviews sur le terrain, compléments d'information et exploitation pour les chargés d'étude; mise à jour des informations, des souvenirs, traduction des expériences vécues et essai d'interprétation pour les animateurs. Les uns ont souffert de séjours trop courts sur le terrain imposés par des contraintes financières, les autres de leurs obligations professionnelles et de leur difficulté à prendre quelque recul envers leur expérience. Plus fondamentalement, on est en présence d'un phénomène naissant très riche et très complexe, qu'il est malaisé d'analyser avec rigueur et plus encore de synthétiser. Il faut l'audace des praticiens et l'urgence de l'action pour bousculer une démarche scientifique, tenter ce premier débroussaillage et déjà dégager quelques pistes d'étude pour l'action.

##### b) l'exploitation des rapports

Entre septembre et décembre 1975, 15 rapports sont parvenus au responsable de la recherche, le Haut Nivernais ayant fait l'objet d'un travail complémentaire. Devant l'abondance des informations recueillies, la diversité des approches et des présentations, on a tenté de normaliser ces rapports afin de les diffuser à l'ensemble des participants. Chacun de ces résumés a été soumis à son auteur pour vérification et à tous les partenaires pour examen. Après lecture de ces "résumés", le Conseil Méthodologique a retenu quelques thèmes principaux qui ont servi de base à une analyse comparative des expériences rapportées.

c) l'élaboration de la synthèse

Une première tentative de synthèse de ces divers travaux a été réalisée par le responsable de la recherche et adressée, comme document de travail, à tous les participants de cette étude. Au cours d'un séminaire tenu à Trie-Chateau les 9- 10- 11 février 1976, 27 responsables, animateurs, chargés d'étude et membres du conseil méthodologique ont dressé un bilan critique des démarches pratiquées par les uns et les autres, des résultats obtenus; le document préparatoire a été repris chapitre par chapitre en divers groupes de travail. Aussi le présent rapport est-il le fruit d'une oeuvre collective, nourri d'un essai d'interprétation, de critiques et d'amendements nombreux, de certaines réinterprétations de résultats qui ouvrent sur de nouvelles interrogations.

Ce bilan d'une première année de recherche est lui-même une étape qui introduit à des dossiers plus précis et plus opérationnels pour une seconde phase: parmi ceux-ci le phénomène d'identité micro-régionale, l'influence des structures micro-régionales sur les facteurs économiques, notamment sur l'emploi, le repérage et la collaboration des pouvoirs locaux, les modalités des institutions micro-régionales, les fonctions et pratiques de l'animation dans le développement, semblent devoir retenir l'attention.

---

## / INTRODUCTION /

### 01- La problématique de l'étude

Une évolution générale, accélérée depuis quelques années, tend à l'insertion progressive du monde rural au système industriel et urbain largement majoritaire dans nos sociétés occidentales. Celui-ci tend à imposer ses modes de production, d'échanges, d'aménagement de l'espace, d'organisation de la vie collective à des sociétés rurales qui y perdent souvent leur autonomie, leur originalité et leur créativité.

Les thèses couramment admises expliquent que cette intégration s'effectue de manière sélective, selon des critères d'efficacité économique, de recherche du profit et de la puissance. Sont favorisés les activités économiques, les espaces, les forces sociales et culturelles qui vont dans le sens des intérêts et des attentes du système dominant; sont marginalisés et laissés sans espoir les activités, les lieux, les groupes et les modèles qui s'en écartent ou s'y opposent. Cette logique du profit et de la compétitivité aboutit à :

- la différenciation des activités rurales en un secteur modernisé, intégré aux circuits économiques et financiers de l'économie de marché et un secteur traditionnel de subsistance condamné à terme;

- la concentration des populations et des équipements en certains espaces et à l'abandon des vastes zones rurales;

- l'éclatement des collectivités rurales en des groupes d'intérêts et d'opinions divers sans projet commun.

Mais, depuis quelques années, l'évolution générale, la résistance des faits, l'émergence de nouveaux courants obligent les spécialistes à revoir leurs analyses, à relativiser leurs projections trop systématiques. Les processus d'intégration et de désintégration du milieu rural n'auraient pas le caractère inéluctable et uniforme qu'on leur prévoyait. Les économistes, qui avaient annoncé l'absorption de l'agriculture artisanale par les forces industrielles, découvrent maintenant les capacités insoupçonnées de résistance, d'adaptation et de créativité des exploitations familiales; les sociologues, qui avaient prédit "la fin des paysans" recherchent les conditions de développement des collectivités rurales. La recherche de la qualité de la vie, la quête de la nature et du village, l'ébranlement du productivisme, de la croissance industrielle et de l'engorgement urbain offrent aux campagnes des chances de se structurer, de se développer autrement.

La présente étude pose l'hypothèse sous forme interrogative : une telle alternative est-elle possible ? Elle constate en effet une étonnante créativité de certaines collectivités rurales, qui mettent à profit les failles et les retards de l'intégration socio-économique, captent les aspirations nouvelles d'un monde en mutation pour esquisser une démarche originale, relativement efficace, afin de résoudre à leur manière les problèmes de transformation des conditions d'activité et d'existence qui s'imposent à elles.

Un certain nombre de ces initiatives, très variées dans leurs modalités et leurs résultats, se situent à un niveau micro-régional, intermédiaire entre l'échelon local et les instances départementales ou régionales, entre les structures territoriales et les secteurs d'activités. De là, les questions auxquelles la présente étude voudrait apporter des éléments de réponse :

.../...

1- Pourquoi ces régions s'organisent-elles de manière originale ?  
Quels facteurs, quels acteurs, quelles conditions expliquent cette émergence d'initiatives ?

2- Comment se déroulent ces initiatives et quel est leur devenir ?

3- A quelle dynamique, à quelle logique obéissent-elles ?

4- Comment ces forces nouvelles s'intègrent-elles dans l'organisation et la pratique institutionnelle ? Quel pouvoir en résulte effectivement ?

## 02- Développement micro-régional ?

Toutes ces initiatives se présentent comme des essais de développement micro-régional : terme doublement ambigu, qu'il ne faudrait réduire ni à des dispositions administratives d'organismes du développement, ni diluer dans des doctrines de développement chargées de références théoriques, d'implications idéologiques ou de querelles d'Écoles. A titre de définition de travail, on pourra convenir que le développement est l'ensemble des transformations que l'application du progrès scientifique et technique introduit dans la vie économique, l'occupation de l'espace, l'organisation sociale et culturelle. Sa résultante et sa chance de continuité se manifestent par la création permanente de forces et de stratégies sociales, qui s'organisent en pouvoirs et institutions pour maîtriser ces mutations et élaborer de nouvelles valeurs et idéologies pour justifier leur action. Le développement, fait et projet indissociables, est l'enchaînement historique des transformations d'un milieu donné, la conscience que les forces sociales ont de ces transformations et les moyens qu'elles se forgent pour les maîtriser.

Le qualificatif micro-régional est encore plus imprécis et son contenu plus pragmatique. Les critères géographiques, économiques, sociaux, culturels, institutionnels de délimitation d'une petite région, d'existence d'un "pays" fourniraient ample matière pour un prochain dossier de recherche. On conviendra que la petite région est la zone couverte par l'action étudiée, une unité opératoire qui se situe entre la commune et l'échelon départemental. Sa réalité effective va du canton à l'arrondissement: les habitants du canton de Ploudalmézeau reconnaîtraient aisément qu'ils appartiennent à une petite région plus vaste, alors que l'arrondissement de Clamecy recouvre sans doute plus qu'une petite région. A défaut de critères plus précis, on acceptera de considérer la zone d'étude et d'action couverte par les différents rapports comme une unité micro-régionale, dont la consistance, l'originalité et l'efficacité font l'objet de cette recherche.

## I- QUELLES CONDITIONS D'EMERGENCE ?

Une analyse rigoureuse des conditions d'émergence d'initiatives micro-régionales consisterait à repérer les facteurs déterminants et leur combinaison ?

- facteurs permanents et lointains, qui relèvent de la géographie, de l'ethnologie, de l'histoire économique, sociale et politique.
- facteurs récents exogènes qui proviennent de l'évolution économique et sociale depuis 1945, de décisions d'acteurs administratifs, économiques extérieurs à la région.
- facteurs récents endogènes qui expliquent le mode de réaction actuel de cette région.

L'état actuel de la recherche entreprise ne permet pas d'isoler avec rigueur ces variables. On se limitera à quelques traits remarquables à quelques questions que l'analyse ultérieure pourrait approfondir.

### 11- Une Situation initiale problématique

Plusieurs traits caractérisent ces petites régions et contribuent sans doute à l'émergence d'initiatives de développement :

- des régions marginales en difficulté.
- l'ébauche d'un sentiment d'appartenance.
- la conscience d'un retard à combler.

#### 111 - Des régions marginales en difficulté

##### 1111 - Ces régions sont marginales :

- aux frontières nationales: Maurienne, Fenouillèdes, Ploudalmézeau.
- elles sont éloignées de pôles urbains et industriels (Fenouillèdes, Mené, Forez, Nivernais, Ancenis) ou au contraire proches de zones urbaines qui les menacent (Maurienne, Forez, Ploudalmézeau).
- elles se situent entre plusieurs zones d'attraction, à la jonction de 2 bassins d'emploi (ZEDE), de 2 sphères d'influence économique : ainsi le Forez entre Roanne et St Etienne, le Mené entre Loudéac et St Briec, Ancenis entre Nantes et Angers, etc...
- elles sont éloignées des centres administratifs ou partagées par des découpages qu'elles ignorent: ainsi le Mené fait l'objet de 14 découpages différents selon les services départementaux publics ou professionnels.

##### 1112 - Ces régions ont une évolution démographique préoccupante :

- certaines ont une densité très faible: Fenouillèdes, Maurienne, Nivernais
- la plupart connaissent un vieillissement de la population dû à l'exode des jeunes; un solde naturel négatif empêche le renouvellement démographique et condamne la région à un épuisement plus ou moins rapide et brutal.
- à l'opposé, d'autres régions ont une densité qui oblige les jeunes à s'expatrier, compte tenu du marché de l'emploi et malgré leur attachement au pays, ou au contraire à créer sur place les moyens de leur existence en des conditions difficiles: ainsi Ploudalmézeau, Mené, Ancenis, Forez.

### 1113 - Ces régions conservent une économie précaire

Dans la plupart des cas, l'économie est peu différenciée: l'agriculture y est fortement majoritaire et faiblement modernisée; Elle est plus un mode de vie que de production; pourra-t-elle longtemps résister à la concurrence d'autres régions agricoles plus avantagées ou modernisées? Quand une spéculation s'y établit, elle est souvent récente, précaire, aux limites du seuil de rentabilité: ainsi la viticulture en Fenouillèdes, les légumes à Ploudalmézeau, l'élevage en Maurienne. Le secteur secondaire est peu développé, fragile car resté au stade artisanal ou contrôlé par des centres de décisions lointains. Seul, le secteur tertiaire connaît parfois une extension pléthorique menaçante: ainsi en Fenouillèdes.

Cette situation difficile est celle de nombreuses petites régions rurales françaises qui subissent passivement ce dépérissement et cette menace. Pourquoi celles-ci se remarquent-elles par leur comportement actif? Deux facteurs semblent expliquer en partie cette vitalité originale: un certain sentiment d'appartenance, la conscience d'un retard à combler.

### 112- Vers un sentiment d'appartenance collective

Un peu partout, on retrouve l'affirmation d'une solidarité de destin, d'une identité sociale et culturelle, l'appel à un terroir, à une histoire, à une culture commune, autant de termes indécis qui laissent deviner l'existence, effective ou supposée, d'un sentiment d'appartenance collective, qui n'a pas encore assez de cohésion et d'enracinement pour constituer déjà une identité micro-régionale dans une pluralité d'identités. En attendant qu'une étude ultérieure ne précise les mécanismes d'élaboration et les composantes de ce processus d'identification, on relèvera quelques uns des éléments qui peuvent favoriser l'émergence d'un sentiment d'appartenance collective.

### 1121 - Les contraintes géographiques

L'isolement d'une vallée de haute montagne explique la consistance des petites communautés villageoises et la solidarité de la Haute Maurienne face à toute menace de la nature ou des puissances extérieures; Dans les 7 régions, étudiées, des obstacles de circulation, des conditions géographiques, pédologiques, climatiques constituent pour elles des handicaps à leur insertion dans la société globale, mais aussi des éléments de cohésion interne et de différenciation face aux zones voisines.

### 1122- Une longue histoire commune

La référence historique apparaît comme un facteur explicatif important, de même que l'appel à la mémoire collective locale constitue pour les promoteurs un moyen de réveiller et de rassembler les énergies. S'agit-il d'un passé collectif encore présent dans la conscience populaire ou d'une création de nouvelles couches sociales qui ont besoin de ce lien dans le temps pour se légitimer?

Cette dimension historique est variable: en Fenouillèdes, Haute Maurienne ou Forez, elle remonte au Moyen Age et parfois à l'Antiquité; seuls, Anagnin et Ploudalmézeau ne sortent pas du XIXe siècle. Un peu partout, la révolution industrielle des années 1850 a introduit une cassure dans un équilibre séculaire. Le percement de tunnels et de routes, la maîtrise de la houille blanche ont désenclavé la Haute Maurienne, industrialisé la vallée, entr'ouvert les villages, secoué l'économie et la culture traditionnelles. La croissance des agglomérations

de Lyon et de St Etienne a vidé le Forez d'un tiers de sa population, accentué son retard et renforcé l'entité de la région. Dans le Mené, la concurrence des grandes zones industrielles a rompu l'alliance d'une agriculture archaïque et d'un artisanat textile, obligeant une partie de la population à l'exode urbain, le reste au défrichement des terres et à l'amélioration de l'élevage. De même, le Morvan a vu son économie bouleversée par l'avènement de nouvelles activités et l'attraction de la région parisienne. En Fenouillèdes, la bourgeoisie citadine et les paysans étendent à l'extrême des possibilités la zone viticole au détriment de l'activité pastorale séculaire. Ces petites régions sont ainsi entraînées à s'adapter à de nouvelles situations, y trouver des parades efficaces, capter les avantages du progrès sans pourtant se disloquer.

### 1123 - Un système social et culturel propre

Affrontées à des conditions géographiques particulières, éloignées des centres urbains, de petites collectivités se sont ainsi peu à peu organisées pour survivre, à l'écart ou contre les invasions extérieures. Il en est résulté un système social et culturel assez solide, souvent très élaboré et capable de s'adapter habilement aux apports extérieurs. Dans le Mené, à Ploudalmézeau, à Ancenis, ces sociétés sont fortement hiérarchisées ; elles sont farouchement égalitaires en Maurienne et en Fenouillèdes. Les relations familiales, l'appartenance villageoise fondent un sentiment communautaire profond et un mode de fonctionnement qui assure la maîtrise des structures de base. La religion fournit souvent le ciment qui donne sens et cohésion à ces paroisses juxtaposées : ainsi Ploudalmézeau, Ancenis, la Maurienne et, dans une moindre mesure, le Mené et le Forez. En Fenouillèdes, la référence religieuse est remplacée par de solides traditions politiques. Enfin un patrimoine culturel souvent très ancien, comme en Maurienne et en Fenouillèdes, achève de donner une physionomie originale à ces ensembles micro-régionaux. Cet héritage commun peut être assez prégnant et enraciné pour susciter des énergies créatrices, orienter des conduites, ouvrir des horizons, s'ouvrir aux innovations qui peuvent l'amender.

Des contraintes géographiques que le progrès technique n'a pas encore relativisées, une histoire collective prolongée, une base économique assez peu différenciée, un système social assez élaboré pour relever les défis et y trouver des solutions, un univers culturel cohérent et signifiant, tout cela peut favoriser une identification, dicter un comportement commun, résister aux tentatives de nivellement et d'absorption. L'animation la plus intense et la mieux conduite peut rassembler momentanément des forces sociales, faire surgir un consensus micro-régional ; l'échec relatif de l'expérience du PAR du Haut Nivernais démontre que l'animation ne saurait suppléer ni créer artificiellement ce soubassement social et culturel, quand il a disparu.

### 113 - La conscience d'un retard à combler

A ces collectivités que l'histoire a parfois consolidées, l'évolution récente apparaît souvent comme un danger particulièrement grave : elle menace le pays en son unité et en sa survie, l'obligeant à surmonter un défi capital. La publication des résultats du recensement, la diffusion de certaines études, surtout la comparaison avec d'autres régions voisines amènent la collectivité à prendre conscience de son retard et à vouloir le combler.

Ainsi dans le Mené se présente comme "une communauté d'infortune", une unité volontariste qui rassemble des communes de deux versants jusque là peu solidaires

mais également oubliées par leurs centres d'attraction respectifs. Le canton de Ploudalmézeau se perçoit comme l'un des scoteurs pauvres du Nord-Finistère, voué à devenir dortoir de Brest. Le Forez a été oublié par les instances départementales et souvent sacrifié à la croissance des pôles urbains voisins: il ne veut plus être l'éternel victime et compte sur ses propres forces pour se fixer un avenir. Le Haut Nivernais se dépeuple rapidement, l'agriculture ne peut assurer les lendemains: face à ce "point d'interrogation", il faut réagir. En Fenouillèdes, la crise viticole et la dégradation de la vie collective deviennent alarmantes: il faut se faire connaître et reconnaître, trouver les aides nécessaires à la renaissance micro-régionale. La Haute Maurienne subit le déclin de l'agriculture montagnarde, craint l'invasion du tourisme de masse, redoute les empiètements de l'Etat; elle constate la modernisation, mais aussi la colonisation de la vallée voisine de la Tarentaise. Elle aussi veut profiter des avantages de la mise en valeur de la nature, de la neige; elle veut se moderniser, mais à son rythme et à sa manière, en conservant la maîtrise de son développement.

Cette conscience d'un retard s'accompagne parfois d'un refus d'une évolution jugée fatale, voire injuste si on ne l'enraye pas. Le Forez, le Mené, Ploudalmézeau, le Fenouillèdes ont été sacrifiés à l'essor d'autres zones. Il convient que cette injustice soit réparée, que la société, que l'Etat compense ce retard par des aides exceptionnelles dues; dans le Mené, on parle de contrat de rattrapage.

Ainsi éveillé, un sentiment d'appartenance peut devenir volonté collective. L'ampleur des problèmes à résoudre, des retards à combler fait taire un moment les clivages habituels; la base socio-économique est encore assez homogène pour qu'un sursaut collectif apparaisse possible et qu'un appel unanimiste puisse être entendu. Le développement micro-régional munit dans une collectivité qui a encore assez de cohésion pour relever le défi d'une évolution qui l'ébranle en son existence, mais qui connaît assez d'inquiétude pour percevoir qu'elle devra changer; trop sécurisée, elle n'éprouverait pas la nécessité de l'action commune; trop faible ou traumatisée elle se résignerait ou attendrait tout de l'extérieur. Alors qu'ailleurs on s'abandonne à la désespérance ou à la fascination urbaine, ici on s'accroche, on veut rester et s'organiser. "Le pays ne veut pas mourir", refuse son déclin, affirme son identité, mais ignore encore les voies d'un avenir possible: "que faire?".

## 12- LES PIONNIERS et LEURS PROJETS

L'inquiétude de la société locale face à son avenir aurait pu subsister à l'état latent ou provoquer des réactions éphémères, si elle n'avait trouvé des novateurs, des animateurs pour capter ces aspirations confuses et ces malaises accumulés, en leur offrant des modes d'expression et de solution acceptables. Qui sont ces pionniers et quels sont leurs projets?

### 121- L'émergence de réseaux novateurs

Affrontés à cet avenir menaçant, des groupes nouveaux apparaissent dans le champ social, dénoncent la carence des pouvoirs établis et des procédures habituelles à résoudre ces problèmes, proposent d'autres solutions, d'autres pratiques. Ces novateurs peuvent être des institutions, des individus, des groupes informels.

### 1211- Certaines institutions

En Haut Nivernais, l'initiative provient de cadres de la Chambre d'Agriculture et de la DDA de la Nièvre, qui veulent mettre à profit la nouvelle procédure du PAR pour réveiller une région en situation critique; ce projet reçoit l'appui de membres de la Jeune Chambre Economique de Corbigny, à l'insu et à l'écart de la plupart des élus de l'arrondissement. En haute Maurienne, l'initiative provient également de techniciens de la Chambre d'Agriculture, de la DDA et de la DDE de Savoie, mais plusieurs d'entre eux sont déjà bien connus dans le secteur. Au lieu de s'appuyer sur des procédures administratives, ils élargissent les réseaux d'animation informelle nés de la vulgarisation agricole et la volonté novatrice des leaders que les différentes communautés villageoises ont élus pour affronter la modernisation.

Il s'agit donc avant tout d'institutions départementales et régionales, plus ou moins relayées au niveau micro-régional. On retiendra qu'aucune des sept expériences n'a été déclenchée par les institutions locales elles-mêmes: un pouvoir local peut-il se renouveler par lui-même ?

### 1212- Des individus

Pour gagner la confiance des ruraux, en sa phase initiale le mouvement s'incarne souvent dans un nom, une personnalité. A l'origine de l'expérience du Mené, la restitution de l'étude d'un sociologue "enfant du pays", à la fois bien enraciné dans le jeu des forces locales par ses attaches familiales, son statut personnel, ses relations parmi les militants ruraux, mais aussi bien placé par sa compétence et ses activités pour capter les informations et les faveurs des centres de décision nationaux; on le considère assez désintéressé, "au-dessus de la mêlée", pour se situer hors des intrigues traditionnelles, sans pourtant menacer le système et les pouvoirs établis. En Fenouillèdes, c'est le retour au pays d'une personnalité locale, ancien fonctionnaire départemental: lui aussi est bien situé dans la région par sa parenté et ses opinions, à l'extérieur par ses relations professionnelles; on ne lui prête d'autre ambition que de "vouloir faire quelque chose pour le pays". Ailleurs, les courants de développement micro-régional se cristallisent souvent autour de quelques pionniers singuliers, selon différents degrés de personnalisation.

Il conviendrait d'approfondir le profil personnel, la situation et le rôle exact de ces catalyseurs, assez compétents pour être crédibles sans être technocrates, assez engagés dans l'aventure commune pour entraîner l'adhésion populaire, assez désintéressés pour incarner le pays en sa volonté de développement. Autant que leurs caractéristiques psychologiques, comptent leurs composantes sociologiques, leur insertion réelle ou supposée dans le milieu local, les institutions, la société globale. Sont-ils des "meneurs", des leaders "charismatiques" ou fonctionnels? Quel est leur rôle effectif aux divers stades de l'action ?

### 1213- Des réseaux de groupes informels

Plus fréquemment, l'initiative provient de réseaux plus ou moins informels qui ont suivi la même progression. Ces réseaux naissent souvent d'un même "terreau culturel" : la JAC - MRJC, le MFR - CMR, les Maisons Familiales d'Apprentissage, les Foyers Ruraux ont fourni à une nouvelle génération des relations d'amitié des méthodes pédagogiques appropriées, un modèle de société partagé.

Ces groupes doivent avoir la sanction d'une réussite professionnelle durable pour acquérir la confiance du milieu. Ils transposent leurs méthodes et leur esprit communautaire dans les groupements techniques (CETA, GVA), économiques (coopératives, groupements de producteurs), dans les syndicats professionnels et les institutions locales qu'ils contrôlent. Les "équipes de militants et de copains" se transforment peu à peu en relations institutionnelles, leurs visées humanistes en stratégies élaborées: une nouvelle génération démontre qu'elle peut apporter à la région des éléments de solution que les pouvoirs établis ne savent plus lui procurer.

Ainsi à Ploudalmézeau et à Ancenis, un puissant réseau de militants de la JAC et du MFR accède aux responsabilités agricoles locales et micro-régionales.

-Ancenis	JAC-MFR	CETA-GVA-Syndicalisme	CRDA - CANA
		Associations familiales	municipalités.
-Ploudalmézeau	JAC-MFR	Associations familiales	municipalités.
		GVA - Syndicalisme.	

L'un et l'autre entrent à la fois dans les organisations professionnelles agricoles et les collectivités locales, mais les accentuations et les itinéraires diffèrent: à Ancenis, on privilégie le syndicalisme et la coopération agricoles, à Ploudalmézeau la vie associative rurale et les collectivités locales. Ces variations semblent provenir davantage des caractéristiques et de l'accueil du milieu que des motivations de ces groupes. A Ploudalmézeau, les réseaux d'animation ont pu pénétrer dans les conseils municipaux à la faveur du renouvellement du pouvoir local, alors que les organisations économiques étaient déjà solidement pourvues; à Ancenis, l'action syndicale et coopérative a été plus accessible que l'accès aux municipalités: l'action économique a paru prioritaire.

En Haute Maurienne, on retrouve l'amorce d'une semblable promotion: de jeunes militants agricoles, formés par la JAC et le CDJA, fondent la GVA, jouent un rôle important dans l'animation micro-régionale, créent diverses organisations agricoles et touristiques; mais quelle est leur influence dans les conseils municipaux? Dans le Forez, le mouvement naît de la rencontre des citadins lyonnais et de jeunes ruraux en opposition avec les structures départementales. Dans le Mené, les groupes d'anciens militants de la JAC, les membres des groupements de vulgarisation et du CDJA ont joué un rôle important dans l'animation micro-régionale, créent diverses organisations agricoles et touristiques; mais quelle est leur influence dans les conseils municipaux? Dans le Forez, le mouvement naît de la rencontre des citadins lyonnais et de jeunes ruraux en opposition avec les structures départementales. Dans le Mené, les groupes d'anciens militants de la JAC, les membres des groupements de vulgarisation et du CDJA ont joué un rôle important dans l'animation des différentes commissions. En Haut Nivernais, ces groupes ruraux sont les meilleurs appuis de l'expérience de sensibilisation. En Fenouillèdes, les promoteurs du mouvement bénéficient de l'aide de jeunes étudiants, mais aussi de la collaboration des organismes économiques issus de la vulgarisation agricole.

Partout l'émergence de ces actions micro-régionales coïncide avec l'accession aux responsabilités d'une nouvelle génération, qui opère une analyse, élabore une stratégie, propose des modes de fonctionnement et d'intervention différents des pratiques des institutions existantes. Le plus souvent, ces novateurs appartiennent à de nouvelles couches sociales que l'évolution socio-économique procure à des échelons variables et disponibles.

Ces réseaux constituent des minorités agissantes, "l'aile marchante" de la population, dans un système où des forces sociales s'estompent et d'autres apparaissent. L'action d'un individu, d'un groupe, d'une institution peut avoir joué un rôle déterminant à l'origine; si l'analyse dépasse cet apport évident, elle découvrira des liens moins visibles mais essentiels entre ces initiatives individuelles, le soutien des réseaux de groupes informels; l'attitude au moins permissive des institutions principales.

## 122- Projets et thèmes mobilisateurs

Pour entraîner l'adhésion de ces collectivités inquiètes, les groupes animateurs doivent affirmer qu'un avenir est possible, qu'"il y a quelque chose à faire". Plutôt qu'une programmation explicite, mieux vaut parler de quelques objectifs majeurs qui se définissent et évoluent au gré des créneaux disponibles et des résultats atteints. Ils se situent à la jonction des aspirations latentes des possibilités de la société locale, des courants nouveaux et des contraintes de la société globale; ils sont tributaires de la situation micro-régionale, mais plus encore des thèmes qui irriguent l'opinion nationale à un moment donné.

Ces objectifs se dessinent sur une toile de fond, sur un "projet global": dans les années 1960, il pouvait s'identifier à la modernisation des activités; depuis, il doit intégrer d'autres éléments et inspirations. Un peu partout dans les 7 expériences, se retrouve le grand courant réformiste véhiculé par la JAC, le CNJA, certains mouvements ruraux des années 1960-1964: humaniser une évolution irréversible, en modernisant les structures de production et en les encadrant par des services professionnels appropriés, en confiant aux collectivités rurales l'aménagement de leur espace pour le rendre accessible à tous, en revitalisant le tissu social par une animation de la vie communautaire et un renforcement du pouvoir local. Cette "voie propre du développement", ce "oui au progrès; non à la prolétarianisation" implique la formation d'hommes responsables et solidaires, pour promouvoir des entreprises rentables selon le mode coopératif, pour prendre en charge des collectivités à rendre vivantes, ouvertes sans complexe aux apports de la civilisation montante. Ce projet d'un développement rural maîtrisé par les ruraux rejette aussi bien les thèses d'une intégration totale des campagnes au système industriel et urbain, que le maintien de sociétés rurales autonomes, protégées, à l'écart de la vie moderne.

### 1221- Une modernisation maîtrisée

Chaque région accentue tel ou tel aspect de ce projet national. Souvent, on privilégie la dimension économique, en reliant des propositions précises dans une inspiration globale. Dans le secteur d'Ancenis, le groupe syndical entend maîtriser les techniques de production et conquérir solidairement le pouvoir économique grâce à une coopérative puissante; cela deviendra plus tard "accéder ensemble à un mieux-être". A Ploudalmézeau, il s'agit de "se moderniser, s'organiser et s'unir pour être heureux ensemble". L'objectif principal consiste à fixer la population en lui procurant des emplois et des services; la modernisation de l'agriculture et des autres secteurs d'activité s'inscrit dans une visée plus globale de développement communautaire harmonisé "de tous, par tous et pour tous", assuré par les institutions locales et professionnelles. Le Forez accueille les mêmes thèmes modernistes et humanistes: progrès technique, coopération, agriculture de groupe, action sur les structures. Mais une dimension supplémentaire leur apporte une autre coloration: suivre le progrès ne suffit pas, il faut l'inventer de manière originale avec les forces qu'on aura levées; un foisonnement d'initiative, une libération de toutes les énergies locales assurera le développement intensif rapide de la région, avec la participation de sa population.

### 1222- Animation et développement

Les 4 autres expériences souscrivent au même projet global, mais lui apportent des accentuations différentes: développement original en référence à une culture propre (Haute Maurienne, Fenouillèdes), développement endogène (Haute Maurienne, Mené) animation devant susciter un développement (Mené, Haut Nivernais, Fenouillèdes).

La naissance du mouvement a autant son origine dans les caractéristiques propres du milieu local que dans les thèmes des organisations à audience nationale. En Haute Maurienne, l'appel à la modernisation doit se couler dans la forte tradition communautaire et égalitaire du système local à ses deux niveaux villageois et micro-régional. Chaque commune et l'ensemble de la vallée veulent capter les avantages du progrès, des apports extérieurs, mais à condition de rester "maître chez soi". Le projet s'exprimera donc à travers diverses initiatives, sans cohérence affirmée ni autorité centrale reconnue: diviser le pouvoir est encore le meilleur moyen de ne pas le subir. Un contrôle social efficace filtrera les apports de l'extérieur, dispersera les investissements, freinera les réalisations trop rapides pouvant menacer l'équilibre de la vallée, réservera aux habitants les emplois et les revenus tirés de la mise en valeur des ressources locales, soumettra toute initiative à l'échelle de valeurs du pays. La Haute Maurienne se développera avant tout par les hauts maurins, pour les hauts maurins, à la mesure et au rythme des hauts maurins.

En Fenouillèdes comme en Haute Maurienne, on a une culture, une histoire assez riches pour ne pas copier servilement les autres; mais ici, le système social n'a plus la même cohérence ni le même dynamisme. Dans cette région fortement déprimée, les animateurs veulent réveiller le pays en fidélité à son histoire et à sa culture, par un projet de renaissance culturelle appelé à entraîner une relance économique. Par des initiatives artistiques, par la mise en valeur de son patrimoine naturel et historique, ils veulent faire connaître le Fenouillèdes et ses produits, solliciter les touristes pour mieux vendre le vin, attirer des créateurs d'emplois, assurer la croissance économique. "Nous sommes un vieux pays chargé d'histoire: qu'on ne nous oublie pas !".

L'expérience du Mené naît également du refus d'une évolution fatale: "Le Mené, un pays qui ne veut pas mourir". Le projet initial est donc négatif, sans objectif précis ni programme explicite; il n'a d'autre but que de faire prendre conscience à la population de sa situation, pour l'amener à s'exprimer, à se prendre en main pour trouver en elle-même les objectifs et les moyens de son développement. Priorité est donc donnée à l'animation pour qu'elle déclenche un développement global, endogène, envisageant le devenir micro-régional dans toutes ses dimensions économiques, sociales et culturelles. La modernisation des activités n'est pas rejetée, mais rendue désirable, acceptable par tous; elle exprime un projet de promotion collective s'appuyant sur une volonté populaire. Cet appel à la créativité s'exprime par des discours volontaristes ("on est d'abord du Mené...; ni à gauche ni à droite, mais tout droit... Nous sommes tous des boiteux, des laissés pour compte, mais, bras dessus bras dessous, on fera un bout de chemin ensemble"). L'urgence du développement estompe les oppositions traditionnelles: Le Mené a besoin de tous pour définir et réussir son projet. Dans le Haut Nivernais enfin, la préparation offre l'occasion d'une animation qui devrait inciter la population à exprimer ses aspirations, à dégager de nouveaux groupes capables de conduire un développement que les pouvoirs locaux ne peuvent plus assurer.

Ainsi tantôt le projet privilégie la modernisation des activités et s'exprime en des propositions rapidement réalisables; tantôt il met l'accent sur une marche d'animation destinée à susciter des forces et des projets. Tantôt il transpose au plan micro-régional des thèmes de la société globale en les adaptant à ses caractéristiques propres; tantôt il favorise l'expression de l'identité et de la volonté locales, enrichies d'apports extérieurs. Par delà ces variantes, le thème fondamental demeure le même: grâce à la modernisation des activités et du cadre de vie, combler le retard de la région, promouvoir un "développement global de tous, par tous et pour tous".

### 13- UN EVENEMENT DECLENCHANT

Ce malaise né d'une situation aggravée, cette volonté de changement, cette émergence de nouvelles forces sociales et de nouveaux projets exigent souvent un événement pour se révéler et se nouer ensemble. Pour déclencher un développement global et participatif, un certain seuil doit être franchi dans la prise de conscience collective, dans la maturation des forces et de leurs propositions, qui suscite un regard nouveau sur la réalité familière, transforme l'inquiétude en espoir, la passivité en volonté de vivre et de faire quelque chose, la dépendance en affirmation d'une autonomie agissante.

Dans plusieurs expériences, cet événement, ce franchissement de seuil peut être situé avec précision, au risque d'estomper le cheminement collectif antérieur qu'il accélère; ailleurs, il s'agit plutôt d'une accumulation d'événements moins significatifs qui opèrent le passage de la passivité à l'action.

L'évènement peut être provoqué délibérément pour entraîner le processus de développement. Dans le Haut Nivernais, de jeunes cadres de Corbigny et des techniciens d'organisations départementales saisissent la procédure nouvelle du PAR pour entreprendre, de mars à septembre 1971, une campagne de sensibilisation et d'études remarquables et scientifiquement organisée. Dans le Mené, l'évènement initial est aussi précis et localisé, mais plus improvisé: la restitution en 1965 d'une étude socio-historique par un "enfant du pays" provoque un vaste mouvement populaire de façon inopinée, à la surprise des pouvoirs en place et de son propre instigateur; ici, aucune méthode précise, aucun programme explicite ou inavoué. En Fenouillèdes, c'est la réussite populaire du Son et Lumière de Caudiès en 1971, à l'initiative d'un fonctionnaire revenu au pays natal, qui marque le début de l'opération micro-régionale. Dans le Forez, jeunes citadins de la région lyonnaise et jeunes ruraux du Forez prennent l'habitude de travailler ensemble et d'échanger leurs idées durant les chantiers de restauration du château de Goutelas amorcés en 1961; en 1967, le courant est assez solide pour organiser des journées d'études qui rassemblent 160 agriculteurs: il affirme alors sa force et l'originalité de son projet.

Des événements politiques, des réussites électorales exprimant une confiance populaire font ainsi émerger des forces et des orientations jusque là timides et limitées. La victoire surprenante des militants ruraux aux élections municipales de 1959 marque le tournant décisif de l'action micro-régionale dans le canton de Ploudalmézeau: une jeune équipe accède aux responsabilités locales et y apporte un souffle jusque là inconnu. Dans le secteur d'Ancenis, plusieurs victoires retentissantes marquent le remplacement des élus traditionnels par des militants issus de la JAC et formés par le CNJA: victoire de B. Lambert aux élections législatives de 1958, de M. Thureau aux élections cantonales de 1961, entrée de plusieurs syndicalistes au bureau de la CANA en 1962; tout paraît alors possible à ce réseau de militants solidement structuré.

Rien de comparable en Haute Maurienne, où les communautés locales sont sans cesse maintenues en éveil par des menaces naturelles, économiques ou administratives qui mettent en péril la collectivité même: inondations de 1957, création du Parc National de la Vanoise en 1963, projets touristiques de certains promoteurs extérieurs, élections municipales, etc... On retiendra surtout le voyage d'étude organisé dans l'Isère en 1968 par les groupements de vulgarisation agricole: ce voyage et les journées d'étude qui suivront vont décloisonner quelque peu les professions et les communes, ouvrir les horizons, faire naître une certaine conscience d'appartenance à la vallée, constituer les équipes d'animation d'où naîtront les projets et les actions les plus solides.

Dans le processus de maturation qui fait émerger les initiatives micro-régionales, existe donc un évènement, plus ou moins interne, souvent précis et localisé, parfois diffus. Il révèle une situation, un réseau jusque là fragile ou peu connu, des forces sociales nouvelles, un projet crédible. Cet évènement frappe l'opinion locale et vaut à ses promoteurs la confiance d'une partie de la population; mais il frappe aussi l'opinion extérieure, suscite l'audience sinon l'intérêt des centres de décision, amorce l'obtention de crédits spéciaux, renforçant d'autant la crédibilité près de la population. Confiance intérieure et audience extérieure se conjuguent, chargeant l'évènement et ceux qui l'ont maîtrisé de toute l'attente de groupes insatisfaits. Un évènement marquant, une succession d'évènements de même sens démontrent que quelque chose commence à changer dans une région jusque là passive ou inconnue.

## II - LES PHASES DE L'ACTION

L'action collective ainsi déclenchée au niveau micro-régional progresse selon deux grands types d'évolution :

- un mouvement continu, progressif, fait d'initiatives qui s'additionnent, d'actions motrices portées par des initiatives qui s'appellent, s'imbriquent, élargissent leurs perspectives et mettent le pays en état de créativité permanente : ainsi Ploudalmézeau, Ancenis, Haute Maurienne, Forez.
- Un mouvement plus discontinu dans le temps et l'intensité, où une animation volontaire déclenche un temps fort de prise de conscience, de mobilisation et d'organisation des énergies, pour une durée limitée, susceptible de se renouveler, de se prolonger : telles sont les expériences du Mené, du Fenouillèdes, du Haut Nivernais.

Au-delà de ces différences de rythmes et de modalités, on peut déceler quatre phases principales, qui sont aussi quatre éléments permanents, constitutifs de toute action de développement :

- une phase de gestation de forces et de projets,
- une phase de rassemblement des forces et des objectifs,
- une phase de différenciation,
- une phase de maturité.

### 21 - Une gestation de forces et de projets

On se bornera à reprendre ici sous une autre forme l'articulation des éléments constitutifs, déjà analysés comme conditions d'émergence.

### 211 - Une tradition de libération collective

Plusieurs expériences se réfèrent à une tradition d'organisation et de libération collectives, encore très vivace dans la conscience populaire. Pour comprendre l'action micro-régionale dans le secteur d'Ancenis, il faut remonter aux années 1950 : une paysannerie jusque là inorganisée constitue des syndicats et des coopératives pour échapper à la tutelle de l'aristocratie terrienne et du négoce privé. Une force sociale autonome grandit, s'affirme peu à peu jusqu'en 1960 ; cette force trouve alors dans la génération issue de la JAC et du CDJA une nouvelle vigueur, une dimension de promotion collective. La paysannerie de Ploudalmézeau a longtemps subi la tutelle de "grosses familles" alliées à l'Eglise et des grandes organisations professionnelles qu'elles contrôlaient. Là aussi, la JAC et le CDJA apparaissent comme un mouvement d'éducation de masse, où se forgent des méthodes d'analyse, des projets, des équipes, des leaders. Le mouvement d'émancipation a sans doute moins d'ampleur et de cohésion, mais il est aussi profondément enraciné dans le Forez et le Mené, longtemps oubliés ou sacrifiés à l'essor des régions voisines. En Fenouillèdes, il se greffe sur une longue tradition d'organisation coopérative à base communale et à option socialisante, née des crises agricoles entre 1920 et 1925. Quant à la Haute Maurienne, elle a toujours lutté contre les atteintes à la démocratie villageoise et à l'autonomie de la vallée.

A partir de ce soubassement identique, parfois enfoui et souvent ravivé, la gestation micro-régionale diffère selon les modes de progression des expériences.

### 212 - L'élargissement des perspectives

Quand l'action se déroule de manière continue, elle emprunte l'itinéraire maintenant connu de l'élargissement des initiatives agricoles au développement micro-régional. En accédant à la direction des exploitations, les jeunes agriculteurs transposent au plan professionnel les solidarités et les méthodes expérimentées dans les groupes de la JAC, des Maisons Familiales, des Foyers Ruraux et du CDJA : ils créent des CETA, des GVA. Une première phase d'analyse méthodique les fixe sur leurs champs d'essai ou tel atelier de production animale ; une seconde phase les incite à étendre cette logique technicienne à l'ensemble de l'exploitation. L'inspiration humaniste réapparaissant pour contester l'individualisme du profit ou du prestige, ils coordonnent les groupes : spécialisés et polyvalents pour en faire les "cellules prospectives" et les "centres moteurs" du développement de la petite région naturelle. Puis l'action de ces groupements de base s'élargit rapidement de la performance technique à la rentabilité économique, de l'économie de l'exploitation à l'économie agricole, du développement agricole à l'aménagement rural et au développement micro-régional. Une fraction montante de la population s'identifie ainsi à un espace donné, en passant de l'espace villageois, lieu de l'appartenance habituelle, à l'espace micro-régional, lieu de ses nouvelles solidarités. Le syndicalisme et les Chambres d'Agriculture sont parmi les instigateurs de cet élargissement. L'effort agricole doit alors coopérer avec les autres professions, les municipalités, les pouvoirs publics pour promouvoir l'aménagement et le développement de cet espace : l'action sectorielle initiale devient l'un des chapitres de la politique micro-régionale.

Cette évolution générale s'observe dans plusieurs des expériences retenues, avec des variantes qui tiennent plus aux tolérances du milieu qu'aux idéologies de leurs promoteurs. A Ancenis, les groupes de militants agricoles, fortement marqués par le syndicalisme CNJA de 1960, pénètrent à la direction de la CANA, outil coopératif capable de leur garantir la maîtrise économique ; ils fondent aussi le CRDA pour élargir l'influence de leur courant moderniste, pour entraîner l'ensemble des agriculteurs. Mais ils débordent rarement le domaine agricole : la masse traditionnelle ne suit pas ; les réussites électorales demeurent fragiles et limitées. A Ploudalmézeau par contre, le groupe des militants agricoles, tout en s'intégrant dans les organisations paysannes, se ramifie rapidement dans les associations familiales, les mouvements ruraux ouverts aux autres professions : ils y trouvent un tremplin pour la conquête des mairies, dès qu'un pouvoir vacant s'offre à leurs forces et à leurs conceptions. A Goutelas, les échanges des jeunes agriculteurs du Forez avec les urbains élargissent d'emblée les objectifs : on poursuit simultanément la conquête des organisations professionnelles et la volonté de développer l'ensemble du Forez. En Haute Maurienne, les groupements de vulgarisation découvrent vite que l'action agricole doit se situer dans une perspective d'aménagement, d'animation et de développement de l'ensemble du pays.

### 213 - La provocation de la prise de conscience

Quand l'animation micro-régionale s'opère dans un mouvement continu, l'évènement déclenchant ne fait qu'accélérer et amplifier un processus en gestation ; par contre, l'animation doit se faire plus pressante et plus intense quand cette maturation n'existe que très faiblement. Le Mené a été à l'écart des grandes tentatives de renouveau syndical, de vulgarisation agricole ; certains groupes très limités ont bénéficié de l'entraînement des centres techniques des régions avoisinantes. Les enquêtes-participation effectuées en 1962

et 1963 avaient déjà éveillé les mentalités à la nécessité d'une action collective ; celle-ci chemine dans les esprits, les discussions pendant deux années, avant d'exploser au printemps 1965 dès que l'occasion lui est offerte. L'insertion des promoteurs dans le milieu, l'appel à l'histoire et à la culture locale vont apporter un caractère authentique et entraîner l'adhésion spontanée d'une fraction importante de la population et de ses élus.

Au contraire, les actions du Fenouillèdes et du Haut Nivernais auront un aspect plus artificiel, plus "construit", moins enraciné. Pour acquérir une légitimité au niveau micro-régional, le CAPEXE tente de recréer une culture locale, de redécouvrir une identité culturelle, en se référant à l'histoire des Cathares, au passé lointain du Fenouillèdes. S'agit-il de facteurs culturels encore présents et agissants dans la conscience collective ou de la reconstruction d'une culture morte par des intellectuels et des étrangers passésistes ? En Haut Nivernais, les études et les séances d'animation ont pour but de susciter cette même gestation de forces et de projets, de suppléer ainsi ce réseau d'acteurs que l'on trouve ailleurs ; l'affrontement entre des animateurs extérieurs et les leaders locaux, la succession de temps forts d'animation et de longs moments d'attente, de négociation administrative sont parmi les raisons qui auront limité l'expérience à cette phase préalable. On n'improvise pas une action d'animation et on ne la suscite pas arbitrairement : elle suppose un terrain favorable, un certain rythme, des délais de maturation et sans doute d'autres conditions pour que la greffe prenne.

## 22 - Un rassemblement de forces et d'objectifs

Au terme d'une maturation progressive ou d'une campagne d'animation, la "conscience collective" franchit un certain seuil, connaît un "temps chaud" de remise en cause au sens évoqué par Durkheim, de réorganisation des pratiques et des représentations. Un regard nouveau et critique est porté sur la réalité quotidienne et sur les habitudes institutionnelles : ce qui était accepté, subi comme allant de soi, devient moins évident, plus problématique ; le "on n'y peut rien" devient le "il faut que ça change". Par delà leurs clivages et leurs appareils, plusieurs catégories sociales se retrouvent, affrontées au même devenir, se reprennent à espérer et parfois à rêver.

La situation micro-régionale dont on prend conscience apparaît comme un défi à toute la collectivité : il faut passer de l'initiative sectorielle à l'action globale. De nouvelles solidarités apparaissent, des cohérences et des priorités émergent, une dimension micro-régionale s'ajoute aux actions en cours. La globalité des aspirations s'exprime dans un élan commun, amoncellement d'objectifs et d'actions accessibles par séries de problèmes dominants ou par grands secteurs d'activité, assez vaste et assez vague pour que chaque catégorie de population se sente concernée, y trouve plus d'avantages que d'inconvénients ; à défaut de projet commun, le courant déclenché demande une coordination des actions ponctuelles existantes, une concertation des initiatives, un décloisonnement des interventions et des programmes. Une nouvelle couche sociale candidate au pouvoir tente de faire partager sa conception du devenir local en dénonçant la gravité de la situation, la carence des appareils existants et en se présentant comme sauveur de la région.

221 - Se rassembler pour sauver la région

Plusieurs des expériences analysées connaissent une phase "unanimiste, populiste", où l'union des forces entraîne un effacement momentané des clivages habituels, au niveau du discours plus que du comportement effectif. C'est sans doute dans le Mené où l'appel unanimiste a été le mieux exprimé et sa réussite initiale la plus éclatante. Comme le CELIB à ses débuts était parvenu à rassembler la quasi-totalité des forces économiques et sociales par delà leurs divisions habituelles afin de sortir la Bretagne de son sous-développement, le Comité d'Expansion du Mené a rassemblé momentanément toutes les forces locales et remporté un vif succès populaire, dans son effort pour sortir la petite région de son enclavement et de son délaissement. Cette réussite populaire incontestable a sans doute plusieurs causes : une base socio-économique relativement homogène, un projet assez global pour atteindre l'ensemble de la population sans bousculer aucun intérêt particulier, le langage unanimiste inhabituel des animateurs, l'équilibre habile trouvé entre l'émergence de nouvelles équipes et la participation de l'ensemble des élus, l'absence d'un groupe social, d'un parti politique ou d'un organisme socio-économique assez influent pour paraître conduire l'opération et devoir en retirer les bénéfices, l'audience rapidement acquise à l'échelon national et les espoirs d'aides substantielles qu'elle a fait naître, etc...

En Haut Nivernais, le mouvement a les mêmes visées, mais n'aura pas les mêmes résultats. Les animateurs déploient un dispositif très élaboré de contacts, réunions, expositions pour atteindre directement l'ensemble de la population, lui donner la parole, la chance de pouvoir exprimer ce qu'elle veut. Aucune attention particulière n'est réservée aux élus, dont on craint les filtres et les querelles partisans. Bien orchestrée par la presse, la campagne de sensibilisation atteint plus de 1600 personnes ; 270 volontaires prolongent le travail de réflexion en plusieurs commissions. La population a largement exprimé ses désirs et même démontré sa capacité de dégager des orientations prioritaires : création d'emplois industriels mais pas à n'importe quel prix, diversification des petites et moyennes entreprises, des équipements collectifs, etc... un groupe de synthèse est parvenu à élaborer une stratégie, un plan de développement. Mais déjà l'attitude de nombreux élus laisse entrevoir des obstacles qui surgiront dès qu'il faudra passer de la proposition à la dérision et à la réalisation.

En Fenouillèdes, on ne peut situer une phase unanimiste, mais l'opération procède de la même inspiration : rassembler les forces vives pour sauver un pays qui se meurt. Grâce à l'appui de groupes de jeunes et à la réussite du Son et Lumière de Caudiès, le courant culturel s'infiltré dans le seul "créneau" d'action disponible qui n'indispose pas les pouvoirs et les rapports de forces. Sûr de cette assise et de son-audience, le courant d'où va naître le CAPEXE (1973) essaie de s'élargir dans deux directions qu'il veut rendre complémentaires :

- des réalisations culturelles de Caudiès au développement et à la coordination des activités culturelles et sportives de l'ensemble du Fenouillèdes, des activités estivales à l'animation permanente. Si Caudiès reste la base solide, la plupart des fêtes locales et professionnelles s'intègrent maintenant dans un programme concerté d'animation et dans une publicité commune.

- de l'action culturelle au développement économique. En attirant les touristes et en faisant connaître le pays, on voulait favoriser la vente des vins locaux, réorganiser le commerce viticole, favoriser la création d'emplois industriels et artisanaux. L'impact du CAPEXE en ce domaine est plus modeste et imprécis : réorganisation de groupements de producteurs, actions promotionnelles du SICA et coopératives, implantation d'une petite entreprise à Caudiès, obtention de l'étude d'un PAR et projet d'un contrat de pays. Si l'on ne peut apprécier une action encore trop récente, il est pourtant certain qu'en 1972-1973, le CAPEXE a apporté un souffle nouveau, un horizon plus large à ce système économique et social fortement cloisonné.

#### 222 - Se rassembler autour de l'agriculture

La volonté unanimiste varie dans les moyens et les résultats quand l'action provient de groupes agricoles qui entreprennent de transformer leur région. Ainsi dans le secteur d'Ancenis, l'équipe syndicale qui accède aux responsabilités professionnelles s'adresse essentiellement à l'agriculture pour en faire la force principale du développement régional. Cela se traduira par :

- le contrôle d'un organisme économique, la coopérative CANA, qui doit être au service de l'ensemble des agriculteurs de la région, en diversifiant et en modernisant leurs activités, en leur apportant l'encadrement technique, la sécurité financière, en facilitant les investissements et la participation : la CANA offre une chance de réussite à tout agriculteur qui veut réussir, quel que soit son poids économique, sa production. On veut atteindre tous les agriculteurs, mais les normes imposées éliminent le grand nombre. Les dirigeants de la CANA reconnaissent cette sélectivité, qu'ils veulent atténuer par une solidarité qui multiplie les chances et les garanties. La CANA devient peu à peu un instrument de planification agro-alimentaire, un pôle d'emplois, un moyen important de développement régional ; mais au bénéfice de qui ?

- la constitution d'un organisme technique, le CRDA, né de la volonté de parvenir à une meilleure concertation des actions agricoles et à un élargissement de leur public. De 1968 à 1972, dans la mouvance du syndicalisme, le CRDA a partiellement réalisé ses objectifs : atteindre plus d'agriculteurs, inclure les problèmes de production agricole dans les préoccupations d'aménagement rural et de développement régional.

- des engagements politiques qui démontrent l'intention de ces militants de s'adresser à l'ensemble des catégories sociales du secteur. Quelques succès électoraux et l'évolution politique de cette zone situent l'audience de ce courant.

Agissant sur un secteur plus limité, celui du canton de Ploudalmézeau, l'équipe agricole, qui porte l'un des siens à la mairie de la commune-centre en 1959, aura plus de réussite dans cette volonté d'élargissement ; elle associe les autres catégories socio-professionnelles à la gestion communale, par des commissions municipales et extra-municipales. Plutôt que de tout concentrer à Ploudalmézeau, elle développe la coopération intercommunale au niveau du canton : la réussite incontestable du SIVOM, à travers ses réalisations et les moyens importants qu'il se donne, démontre qu'une nouvelle intensité est née, qui n'efface pas l'entité communale. Dans le secteur de Ploudalmézeau, toutes les formes de solidarité sont favorisées : associations familiales, culturelles, sportives, groupement d'artisans, de commerçants. Une animation culturelle intense stimule et organise cette vie associative, le SIVOM étant

le chef d'orchestre de cet ensemble qui veut ignorer les conflits et maintient une cohésion durable.

En Haute Maurienne, la volonté de décloisonnement des groupements agricoles qui constituent l'ossature de l'animation rurale se heurte à l'individualisme communal et connaît des fortunes diverses. Les équipes d'animation désirent faire naître l'entité Haute Maurienne, situer l'activité agricole dans un contexte économique plus vaste indispensable à son maintien, envisager l'aménagement pour l'ensemble de la vallée. De 1966 à 1972, cette tentative d'élargissement remporte d'incontestables succès : des groupes d'étude analysent la situation et les perspectives d'avenir (agriculture, hôtellerie, tourisme familial et social, métiers de la neige, artisanat-commerce). De ces rencontres vont naître la SICA qui associe 4 communes, des agriculteurs et des non agriculteurs, l'Association d'Animation qui s'adresse aux municipalités, aux organisations professionnelles, aux structures d'accueil. En 1970, cette phase de rassemblement se concrétise par une demande collective d'aide à la Rénovation Rurale : élus locaux et responsables professionnels ont fait des choix, dégagé des priorités ; leur cohésion résistera aux tentatives de diversion d'origine départementale. Dans le même temps, les communes de Lanslebourg et Lanslevillard ont constitué l'important syndicat de Valcenis. Un syndicat intercommunal d'études et d'aménagement associe la plupart des communes dans l'élaboration d'un programme de réalisations, en liaison avec les groupes d'animation. En 1971, une entité haute-maurienne commence d'émerger : l'importance de cet effort se mesure moins à l'ampleur des réalisations intercommunales qu'à la transformation des mentalités que cela suppose dans ce petit monde de communautés farouchement autonomes.

Dans le Forez, la phase de rassemblement est beaucoup moins précise. Elle se situe aux origines du GIRAF, dans ces chantiers de restauration où citadins et ruraux travaillent ensemble, réfléchissent à l'avenir du Forez, dans les journées d'étude de 1967 et 1968, où le GIRAF définit sa finalité : promouvoir le développement rapide et intensif de la région, en associant la grande masse des agriculteurs, mais aussi tous les acteurs du développement économique (entrepreneurs, syndicats, pouvoirs publics, collectivités locales, organisations professionnelles) qu'il veut intéresser à l'initiative régionale. Cette mobilisation de toutes les énergies se traduit par la multiplication de petites réalisations pour atteindre les agriculteurs, les artisans, les collectivités locales, sans parvenir encore à coordonner tous ces efforts dans un programme élaboré, le GIRAF se refusant à sortir de son rôle d'échange et d'impulsion.

### 23 - La phase de différenciation

L'appel à l'unité des forces et à la globalité des objectifs va se poursuivre et même s'accroître ; le discours va se faire encore plus unanimiste à mesure que la réalité se différencie. Plusieurs facteurs expliquent le caractère passager et relatif de la phase de rassemblement :

- de nouveaux clivages apparaissent, nés de la modernisation que l'expérience voulait susciter. Malgré tous les efforts amorcés et les corrections apportées, l'évolution s'effectue selon le mode sélectif dominant ; elle impose au développement micro-régional des écarts croissants, dus à des facteurs que la collectivité locale ne peut maîtriser. Bien plus, en introduisant ces éléments de transformation, certains acteurs locaux se font, souvent contre leur gré et parfois à leur insu, les relais et les porteurs de germe de cette différenciation. Des groupes d'intérêt se forment qui orientent les actions, des groupes d'opinion se constituent qui justifient ou non les choix effectués ; le mouvement s'avère impuissant à promouvoir pratiquement le développement

communautaire qu'il proclame.

- les clivages traditionnels, un moment occultés par la phase unanime, réapparaissent, réinterprètent en leur faveur les divisions, que le mouvement n'a pu éviter, en s'attribuant ses résultats ou en les discréditant, selon l'emprise que ces forces ont sur l'opération en cours. Les pratiques administratives, les cloisonnements institutionnels reprennent leurs usages, imposent à nouveau leurs découpages au détriment de la globalité.

La plupart des rapports soulignent l'essoufflement rapide de la phase de rassemblement et sa récupération par les divisions et les pratiques plus classiques. Dans le Mené, la différenciation est avant tout d'origine économique. L'agriculture voulait combler son retard par rapport aux régions agricoles voisines : on y trouve maintenant des groupes modernisés qui tendent vers un modèle agro-industriel fait d'élevages de grande dimension ; mais d'autres agriculteurs n'ont pas suivi ; ils subsistent avec des activités traditionnelles améliorées de quelques productions annexes ; on est en présence de deux systèmes juxtaposés, où l'un n'entraîne pas l'autre mais tend plutôt à l'éliminer. De même, de petits commerces sont devenus supermarchés qui tuent les boutiques locales ; des artisans se sont modernisés, quelques-uns ont atteint le stade industriel. Les antagonismes économiques provoquent et renforcent les clivages géographiques : écarts entre les communes dynamiques qui savent capter les informations, les aides, attirer les commerces, les activités, les services et les communes moins avantagées qui se vident peu à peu, écarts entre le Nord-Ouest qui se développe et le Sud-Est qui hésite encore. Les rivalités entre bourgs et villages, surtout les oppositions traditionnelles réapparaissent lors des campagnes électorales ou lorsque s'avivent les conflits sociaux. Le Mené a perdu l'homogénéité socio-économique de ses débuts : quels thèmes pourraient à nouveau le rassembler ?

En Haut Nivernais, la phase d'animation n'a pas modifié les structures de la vie collective. Les instigateurs du PAR ont pu espérer un moment que le mouvement allait vaincre la résistance : certains élus, une partie importante de la population, plusieurs organisations et administrations départementales apportaient leur concours à une opération bien orchestrée. Mais dès que la phase d'animation continue se relâche, les divisions habituelles imposent leur poids ; la majorité des élus se venge d'avoir été relativement tenue à l'écart. Mais ressurgissent les rivalités de toujours : rivalités entre la Gauche et la Droite, rivalités au sein de la Gauche entre le PS et le PC, rivalité entre Clamecy et Corbigny, rivalités entre collectivités locales et organisations professionnelles. Les administrations reprennent elles aussi leurs pratiques concurrentielles ; un nouveau sous-préfet veut tout contrôler. Ces diverses raisons retardent l'approbation du PAR, la constitution du syndicat mixte, limitent la composition et la compétence de celui-ci. Les groupes volontaires, qui traduisaient l'adhésion d'une part importante de la population, las d'attendre la prise en compte de leurs propositions, se sont démobilisés et ne semblent plus disponibles pour de nouveaux efforts ; les animateurs se sont dispersés. L'animation du PAR n'aura-t-elle été qu'une parenthèse dans la vie du Haut Nivernais ?

En Fenouillèdes, le mouvement est encore dans sa phase d'élargissement, mais déjà des symptômes de rupture apparaissent. Le CAPEXE est trop récent pour être clairement perçu par les forces en présence, mais déjà assez organisé pour troubler quelque peu le jeu des groupes en place. Les activités paraissent surtout bénéficier à Caudiès, mais suscitent les réticences des élus de Saint Paul et des communes de la vallée, à partir de rivalités ancestrales, personnelles

ou artisanes. A mesure que le CAPEXE entend élargir sa base culturelle vers le secteur économique, il lui faut se situer par rapport aux deux grands courants, corporatiste et moderniste, qui veulent conduire l'évolution de la région. Renforcera-t-il les thèses traditionnelles par sa référence au passé, à l'identité micro-régionale ? Servira-t-il de caution culturelle et humaniste à la modernisation du pays selon le mode capitaliste ? Quelle sera son influence dans l'élaboration du PAR ?

La différenciation apparaît plus nettement quand l'action est à dominante économique. Le syndicalisme agricole voulait mettre la CANA et le CRDA au service du maximum d'agriculteurs de la région d'Ancenis : cette aspiration se poursuit dans les déclarations et certaines décisions de ces organismes. Mais le rapport ne distingue pas moins de quatre types d'exploitations ; un fossé se creuse entre les producteurs spécialisés et les "éleveurs mixtes", surtout entre les agriculteurs modernisés ou en voie de modernisation (soit environ 30 % du total) et les agriculteurs demeurés traditionnels. La CANA se veut outil économique au service d'un combat syndical, du développement de l'ensemble des agriculteurs ; elle est contrainte d'adopter les pratiques sélectives et financières du secteur capitaliste. Elle est devenue une puissante firme agro-alimentaire où un tiers des adhérents réalise 84 % des opérations, une "coopérative de modernisés" où les 2/3 des responsabilités sont détenues par la catégorie des "modernisés" qui forment 25 % de l'agriculture. Le CRDA voulait entraîner tout le monde : il est déserté par les plus dynamiques qui préfèrent progresser seuls ou traiter avec les firmes privées ou coopératives ; il est maintenant contesté par les jeunes qui ne veulent pas être récupérés ; il devient ainsi un simple rouage administratif, relais du SUAD et de la politique de l'ANDA. Un peu partout, l'écart grandit entre l'ensemble des agriculteurs et leurs délégués, entre les agriculteurs modernisés qui contrôlent les organisations professionnelles et les agriculteurs traditionnels que l'on retrouve dans les municipalités. Le syndicalisme agricole, qui avait été le grand vecteur de cette transformation, a perdu de sa cohésion : la FDSEA, partagée entre une tendance progressiste et une tendance pondérée, reste la force principale, aujourd'hui contestée sur sa droite par la FFA et les courants libéraux, sur sa gauche par les Paysans travailleurs.

Le GIRAF voulait libérer toutes les énergies, mobiliser toutes les forces vives pour promouvoir le développement du Forez. Son action a surtout atteint la population et l'économie agricoles. Les actions de désenclavement pour sortir de la technique et du "ghetto rural" ont eu une influence restreinte. Les actions agricoles du GIRAF atteignent 40 % des jeunes agriculteurs et 20 % des agriculteurs de 35 à 45 ans : comment rejoindre les 2200 exploitations qui constituent son public potentiel ? Plusieurs tendances ou options apparaissent désormais en son sein : recherche du succès économique d'entreprises individuelles, rémunération du travail et garantie du revenu, aides spéciales pour les agriculteurs de montagne. Comment résorber la coupure qui apparaît entre les leaders maintenant accaparés par des responsabilités départementales et les militants des actions de base ?

En Haute Maurienne et à Ploudalmézeau, la forte appartenance communautaire relativise ou retarde ces éléments de divergence. La Haute Maurienne a su garder son indépendance face aux groupes financiers, organiser de manière égalitaire la répartition des revenus et l'exploitation des ressources naturelles. Mais l'animation ascendante, qui commençait de faire émerger un plan et une dimension micro-régionale, est en partie retombée. Les groupes de travail se déroutent devant les contraintes, les lenteurs, les divisions de l'administration : ce n'est qu'un PAR avorté qui sera publié en 1974. Le syndicat intercommunal fait place à un district, simple découpage administratif imposé d'en haut, auquel les municipalités consentent un minimum de compétence et de moyens. L'Association d'Animation

se désagrège, perd ses racines populaires, ne parvient pas à s'adapter aux rythmes d'évolution et à l'originalité de la culture locale : elle devient un service commercial d'accueil touristique. Le syndicat de Valcenis, fruit d'une coopération intercommunale, effraie par sa réussite, menace pour l'équilibre de la vallée. Aussi l'entité communale s'affirme à nouveau : des élus locaux élaborent des projets ambitieux et chaque commune tente sa chance individuellement. La Haute Maurienne pourra-t-elle longtemps sauvegarder son unité et son autonomie ?

L'expérience de Ploudalmézeau est sans doute celle qui prolonge le plus et consolide la phase de rassemblement, sous l'impulsion de son SIVOM. Pourtant, les lézardes apparaissent déjà dans la belle construction communautaire. Le canton n'échappe pas aux conflits souvent violents qui divisent l'agriculture finis-térienne : jeunes exploitants qui veulent diriger des entreprises compétitives sans aucun frein à leur croissance, paysans-travailleurs qui contestent les organisations professionnelles et exigent un revenu garanti, majorité d'agriculteurs qui maintiennent la solidarité entre exploitants et leur contrôle du marché foncier. Face à ce "pouvoir paysan", les commerçants et artisans s'organisent pour défendre leurs intérêts, développer le tourisme, "vendre la région". Surtout une population jeune et nombreuse doit aller chercher du travail à Brest, échappe à l'emprise communautaire, n'appartient plus guère au canton tout en y conservant sa résidence. Le SIVOM s'impose par son efficacité et ses méthodes. Mais sa réussite inquiète, semble profiter au chef-lieu ; des divergences réapparaissent entre les communes du littoral orientées vers les équipements touristiques et les communes de l'intérieur où l'agriculture défend ses positions. Ces éléments de rupture et leurs traductions politiques n'ébranlent pourtant pas la nouvelle appartenance micro-régionale qui s'est consolidée depuis une dizaine d'années.

#### 24 - Phase de maturité

Ces initiatives de développement micro-régional sont-elles donc condamnées à un dépérissement inexorable ? Dans une petite région difficile, un appel à l'union pour le développement rassemble momentanément des forces jusque-là divisées ou inemployées, oblige les structures en place à élargir leurs perspectives et à renouveler leurs pratiques ; puis l'élan de solidarité micro-régionale retombe assez vite, partiellement récupéré par le système établi.

Tout semble redevenir comme avant, et pourtant quelque chose est changé. Jamais, même durant les brefs moments de collaboration enthousiaste, la réussite n'est totale, la solidarité profonde et durable ; jamais non plus, l'échec ne sera complet ni l'opération complètement achevée. Même là où tout semble compromis, des actions de relance tentent d'enrayer le déclin, de réaliser certains objectifs du projet commun.

#### 241 - Les écueils à surmonter

Le mouvement micro-régional constitue une démarche insolite, à contre-courant des tendances et des pratiques dominantes, sans cesse guettée par les sollicitations des rapports de forces qui meuvent notre société. On peut schématiquement relever trois types d'écueil :

- l'animation-agitation, quand l'action entreprise, ne parvenant pas à embrayer sur la réalité, aboutit à une fermentation sans issue, à l'essouffement d'une poignée de militants qui peuvent compenser par une exaltation idéologique leur faible influence auprès de la masse qu'ils voudraient entraîner.

- l'animation-intégration ou "animation-vaseline" qui consiste à faire accepter par l'opinion des décisions prises à un autre niveau, à faire partager par les groupes sociaux les objectifs d'une minorité ou de forces extérieures, ne faisant appel à une solidarité et à une autonomie micro-régionale en grande partie illusoire.

- l'animation-institution où l'organisme de développement se sclérose en devenant sa propre fin : le bouillonnement créateur des origines s'est transformé en appareil de gestion, simple rouage désormais bien ajusté au système en place.

#### 242 - La mouvance des objectifs et des actions

Ces expériences de développement micro-régional échappent à toute programmation rigoureuse. Elles profitent des créneaux disponibles, des opportunités offertes par l'évènement. Les actions entreprises font reculer certaines contraintes, mais imposent elles-mêmes leurs propres contraintes qu'une analyse lucide ne tarde pas à découvrir et à dénoncer. Ainsi qu'on le verra (cf 3ème partie), les projets se présentent par approximations successives à mesure que les actions se réalisent ; le projet s'infléchit de tout le poids des choix qu'impose l'action. L'écart se creuse entre le discours unanimiste, les pratiques sélectives, les résultats qui profitent à certains renforçant leur pouvoir et leur emprise sur le mouvement en cours. Mais en même temps, de nouveaux créneaux apparaissent, de nouveaux acteurs, de nouveaux objectifs émergent qui renouvellent sans cesse le développement micro-régional.

Cette démarche, faite d'écueils et de déséquilibres en partie maîtrisés, se retrouve dans la plupart des expériences. Ainsi, rien ne paraît achevé définitivement dans l'expérience du Haut Nivernais, où la disproportion est flagrante entre les espoirs entrevus, les moyens déployés et les résultats actuellement constatables. L'agriculture se donne les moyens de réaliser les objectifs du PAR qui la concernent directement : la DDA concentre sur la zone des investissements importants ; le SUAD de la Nièvre crée une structure d'animation-développement dont les premiers résultats sont grandement tributaires de l'animation du PAR : "des préalables sont résolus auxquels se heurterait toute action engagée sans cette préparation même indirecte". Un syndicat mixte est né de l'adhésion de 71 communes sur 87, mais il est beaucoup trop récent pour qu'on puisse apprécier son action : gageons qu'elle sera en deçà de l'attente des réseaux d'animation du PAR, mais bien au-delà de ce qu'aurait produit le système local, s'il n'avait été fouetté par cette campagne de sensibilisation pourtant mal engagée.

Depuis 10 ans, le Comité d'Expansion du Mené est promis par ses détracteurs à une mort rapide et certaine : il a pourtant survécu à plusieurs crises qui auraient dû lui être fatales, alors que d'autres organismes bretons similaires périssent, que des patronages puissants promettaient à un avenir assuré. Le CEM illustre la lenteur des cheminements profonds en milieu rural. Dès ses origines en 1965, il avait lancé des idées de coopération intercommunales, d'organisation artisanale, d'office social et culturel ; il lui faudra attendre 1969 et 1971 pour que se créent les deux SIVOM, pour que naissent l'Association Culturelle. Des délais de maturation apparaissent ainsi nécessaires ; les chemins qu'elle emprunte aboutissent parfois à des résultats imprévisibles, défiant toute projection rationnelle. L'importance que le CEM accorde à la formation permanente des responsables actuels et futurs entraînera aussi à terme un renouvellement des dirigeants, de leurs objectifs et de leurs pratiques. Le PAR que le Mené vient d'obtenir lui offre l'occasion de concrétiser son programme, d'élargir sa zone d'action, de renouveler son mode de fonctionnement.

Toutes les expériences qui ont déjà plusieurs années d'existence démontrent la nécessité d'un second souffle. Le GIRAF, qui a suscité de nombreuses structures, s'interroge aujourd'hui sur le sens et la poursuite de son action : comment favoriser la promotion de nouveaux militants émanant de ses structures de base au risque de contester quelque peu l'hégémonie des fondateurs maintenant happés par d'autres horizons ? Comment passer de micro-réalisation rapidement efficaces à un programme de développement assez global et dynamique pour atteindre d'autres couches sociales ? A Ploudalmézeau, l'initiative micro-régionale est assez créative et enracinée pour éviter la sclérose due à sa réussite, inventer des solutions concrètes aux besoins qui apparaissent, trouver des parades originales aux difficultés d'ordre économique que la conjoncture actuelle provoque. Les forces centrifuges sont trop éparses pour ébranler l'influence des responsables; mais que deviendra cette action micro-régionale quand la génération actuelle des militants aura vieilli, sans succession assurée ?

Aucune analyse ne permet de prédire sérieusement le devenir de ces expériences. L'évolution de la Haute Maurienne offre prise à trois scénarios différents, qui dépendent plus de la pénétration de la société dominante que de la créativité de la société locale. La CANA ne cesse de s'adapter, d'inventer de nouveaux dispositifs pour concilier les contraintes du système économique qu'elle doit subir et les aspirations égalitaires des courants syndicaux qui l'orientent.

Un peu partout, ces actions atteignent un certain seuil déterminé avant tout par des limites économiques et par le manque de moyens à la dimension de leurs objectifs ; elles atteignent aussi un certain seuil d'audience, un public composé de nouvelles couches sociales en quête d'assise. Comment aller plus avant ? Sont-elles des combats d'arrière-garde de sociétés villageoises condamnées ou au contraire des ébauches encore sommaires et fragiles d'un autre mode de développement ? L'échantillonnage de cas dont on dispose, surtout la durée de ces tentatives sont beaucoup trop restreints pour leur prédire un avenir et pour évaluer une action qui s'apprécie à échéance d'une génération.

### III - DYNAMIQUE DU DEVELOPPEMENT MICRO-REGIONAL

Après avoir décrit l'émergence et l'évolution des actions micro-régionales, on voudrait tenter d'analyser en profondeur la dynamique interne des processus qui les expliquent, afin de mieux cerner la nature même de ce développement et son influence effective.

En cette première phase de recherche, une méthode encore empirique a été élaborée pour organiser les observations recueillies articulées autour d'une conception du développement vue comme une imbrication de projets, d'actions, de représentations, de résultats en constante inter-action. Une autre méthode d'analyse plus théorique a été avancée à titre d'hypothèse, au cours du séminaire de recherche des 9 - 10 - 11 février : elle fera l'objet de vérifications et d'améliorations ultérieures. Plutôt que de tenter une synthèse entre deux niveaux d'étude, on appliquera à chacun des cas la grille d'analyse empirique, avant de présenter en conclusion la seconde méthode, comme ouverture d'une prochaine étape dans notre investigation.

#### 30 - OBSERVATION EMPIRIQUE DU PROCESSUS DE DEVELOPPEMENT

Cette observation empirique dégage trois niveaux d'étude et leurs inter-actions, afin d'expliquer les mécanismes du développement micro-régional :

- un niveau de projets explicites ou implicites, à l'origine de l'action en cours actuellement. Ces projets naissent de la prise de conscience d'une situation critique et du refus d'une évolution jugée dangereuse si elle est laissée au jeu de facteurs externes (évolution A). Face à cette prolongation de tendance, des projets sont l'expression de groupes sociaux déterminés, de leurs analyses de situation, de leurs intérêts et de leurs conceptions du devenir collectif (évolution B).

- un niveau des actions retenues pour réaliser ces projets : quelles actions sont retenues et selon quels critères ? Qui les décide ? A qui sont-elles destinées ? Qui en bénéficie ? Comment s'articulent-elles ? Quel type de développement induisent-elles ? (évolution C).

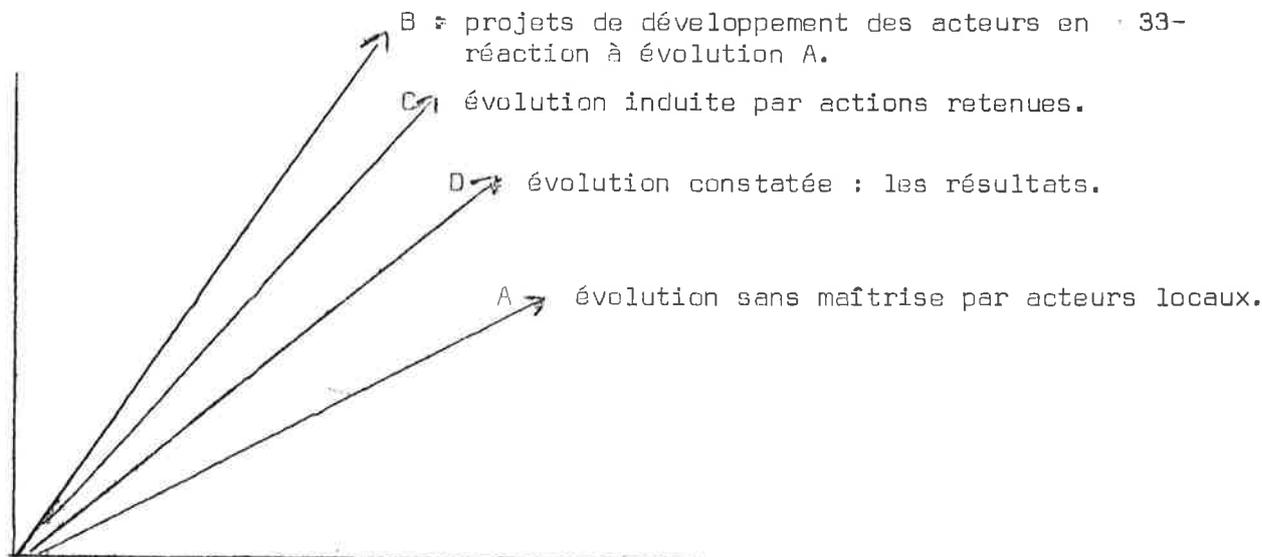
- un niveau de changement observés (évolution D). Entre les débuts de l'initiative micro-régionale et la situation présente, des changements sont repérables à tous les paliers de la vie collective, nés de la conjonction de facteurs externes et de facteurs internes. Certains changements paraissent attribuables aux actions micro-régionales ou vont dans le sens de leurs efforts ; d'autres leur sont plus ou moins référables ; d'autres enfin leur sont étrangers ou même contraires.

Quelles relations existent entre ces projets, ces actions, ces changements ? Des écarts apparaissent entre projets, actions, résultats : quelles interprétations en donnent les acteurs ? Un double infléchissement se manifeste :

- des projets (B) aux actions retenues (C) et aux résultats constatés (D).

- de l'évolution effective de la petite région (D) comparée à l'évolution (A) de régions similaires voisines ne connaissant pas ce type d'intervention.

Ce double infléchissement permet d'expliquer la dynamique du développement micro-régional et d'apprécier l'influence du pouvoir qui en résulte.



L'écart entre B, C et D mesure la dynamique interne de l'action.  
L'écart entre D et A mesure l'impact de l'action.

### 31 - LE SECTEUR D'ANCENIS

#### 311 - Situation et projets

Zone d'élevage traditionnel, le secteur d'Ancenis est soumis à un phénomène de modernisation des activités selon un processus sélectif : on passe de l'exploitation quasi-autarcique, soumise à la tutelle des propriétaires terriens et des marchands de bestiaux, à différents types d'exploitations spécialisées qui produisent pour le marché, dans le cadre d'une économie contractuelle. Cette transformation d'activités, laissée à des firmes privées et à des agents extérieurs, priverait l'agriculture de la région de la maîtrise technique, économique et sociale de son évolution.

Le développement agricole sera conduit par les agriculteurs eux-mêmes, grâce à leur solidarité et à leur capacité d'organisation collective décide le groupe de jeunes militants ruraux, formés par la J.A.C. et le D.D.J.A. qui accèdent aux responsabilités professionnelles vers 1960. 1960 : on veut "accéder ensemble à un mieux-être".

Pour y parvenir, les animateurs pénètrent dans les centres de décision de la C.A.N.A. coopérative polyvalente à qui est demandé d'assurer aux producteurs un encadrement technique, une maîtrise des marchés et par là, des revenus réguliers. Ils fondent également un C.R.D.A. pour entraîner l'ensemble des agriculteurs dans la voie de la modernisation, capable d'apporter à tous une amélioration générale de revenus et des conditions de vie. Ce projet de développement solidaire, généralisé était et demeure l'axe central des prises de position, des "discours" des dirigeants de la C.A.N.A. et du C.R.D.A.

#### 312 - Les actions retenues

Plutôt que d'affronter d'emblée le secteur traditionnel de l'élevage bovin, la C.A.N.A. commence par développer les productions nouvelles hors sol (aviculture, porcs, ovins, jeunes bovins) dont plusieurs avaient été implantées par des firmes locales ; mais par des contrats, elle peut garantir aux adhérents un acompte fixe qui les préserve des fluctuations du marché, moyennant l'engagement d'apports progressifs et le respect de disciplines techniques. Puis la coopérative tente d'introduire la même rationalité dans les productions habituelles (lait, viande bovine) par des contrats FORMA. Dans l'un et l'autre secteur, ces actions institutionnelles obéissent aux mêmes critères, visent aux mêmes résultats : accroître la dimension et la spécialisation des ateliers par le recours à des techniques toujours plus poussées devant assurer une meilleure rentabilité.

bilité et un approvisionnement régulier de la coopérative ; grâce à cette organisation de la relation production-marché, la CANA pourra garantir un revenu minimum en fonction du prix de revient. Les actions du C.R.D.A. mettent elles aussi l'accent sur la rentabilité, les aspects économiques tout en s'ouvrant à d'autres dimensions. On voulait une modernisation de l'agriculture en son ensemble ; les seuils d'objectifs de production, les normes de productivité, la taille des ateliers, les types d'équipement qui sont fixés ne sont accessibles qu'aux plus dynamiques et éliminent pratiquement ceux qui n'ont pas franchi le pas de la croissance accélérée.

### 313 - Les résultats constatables

Une partie de l'agriculture du secteur d'Anceis est désormais bien intégrée dans les rouages de l'économie agro-industrielle, soit par des contrats avec des firmes privées, soit plus souvent par l'engagement dans la CANA, devenue le pôle de coordination et de croissance de l'économie agricole de la région. Cette agriculture modernisée comprend des éleveurs spécialisés (27 % des agriculteurs) auxquels tentent de s'adjoindre des éleveurs "mixtes" à productions annexes (5 %). Ce sont des exploitants ayant moins de 50 ans ou une succession assurée, des superficies et des ateliers de taille moyenne, une bonne technicité ; l'homogénéité de leur situation favorise une stratégie commune vigoureuse dans les organisations professionnelles qu'ils contrôlent.

Une agriculture traditionnelle se maintient, profite peu de progrès, demeure majoritaire quant au nombre (68 %), reste sous la dépendance des marchands de bestiaux, des propriétaires terriens, des notables. Cet ensemble est hétérogène, sans projet cohérent possible : on y trouve des agriculteurs âgés à succession incertaine ou non assurée, des exploitants à faible intensité de production, mais aussi des paysans-ouvriers et des petits agriculteurs ayant d'autres activités de complément.

L'écart se creuse entre ces deux mondes : le revenu des producteurs mixtes de type traditionnel serait de 15.000 à 40.000 F, celui des producteurs spécialisés de 30.000 à 60.000 F. Une concentration s'opère : dans une production aussi généralisée que celle du lait, 12 % des producteurs livrant à la CANA assurent 41 % des apports. Plus globalement, 30 % des adhérents réalisent 84 % des opérations.

### 314 - Infléchissement et réactions

La CANA se voulait moteur économique d'un développement régional : elle a effectivement mis en mouvement sa zone d'implantation, propagé de nouvelles productions, amélioré considérablement les productions traditionnelles avec l'aide du CRDA, créé plus de 1000 emplois. Elle est devenue une entreprise agro-alimentaire, dont le chiffre d'affaire est passé de 197 à 750 millions de F de 1968 à 1974. Sa réussite économique est incontestable et son influence régionale évidente ; mais à qui profite-t-elle ? Elle est avant tout la coopérative des agriculteurs modernisés qui détiennent les 2/3 des sièges.

Les militants de la CANA reconnaissent qu'une certaine sélection s'opère, ne peut être évitée ; mais ils essaient de tempérer cette déviation par des cautions, des garanties financières, un encadrement technique, qui démultiplient les chances de réussites. Ils ont pu mettre en application certaines des mesures réclamées par le syndicalisme agricole de l'Ouest (FRSEAO) : revenu minimum garanti calculé d'après le prix de revient, caution et garantie accordées à un plafond de taille d'atelier, économie contractuelle, formation et animation coopérative.

.../...

La spécialisation des branches est compensée par une certaine globalité des orientations et une solidarité réelle entre ces branches. 400 correspondants locaux, 20 sections territoriales assurent une forte participation des adhérents et rééquilibrent en partie l'influence grandissante des groupements spécialisés.

La politique de la CANA est la résultante mouvante de rapports de forces entre plusieurs tendances : entre les cadres administratifs qui défendent la rentabilité de l'entreprise et les responsables d'origine syndicale qui plaident la solidarité coopérative, le service des adhérents ; entre les délégués des groupes spécialisés qui défendent les intérêts de leur branche et les correspondants locaux plus sensibles aux attentes des agriculteurs en voie de modernisation. Le fonctionnement de la CANA dépend des intérêts des groupements spécialisés qui la composent, de la volonté de solidarité entre ces groupements au sein de l'entreprise coopérative, des pressions des forces syndicales, des groupes d'opinion qui l'entourent, plus encore de la fluctuation des prix fixés par l'Etat, la C.E.E., les firmes dominantes. En résumé, la CANA est une entreprise agro-industrielle soumise aux mêmes pratiques et contraintes que les firmes capitalistes qui la concurrencent ; mais elle est en même temps une entreprise coopérative régionale qui a assez de poids économique et de volonté solidariste pour infléchir quelque peu et élargir la minorité des bénéficiaires de la modernisation qu'elle induit.

## 32 - LES MONTS DU FOREZ

### 321 - Situation et projets

Les Monts du Forez sont une réserve de main-d'oeuvre pour les zones industrielles voisines, une région agricole qui n'a pas trouvé auprès des organisations départementales les orientations et les moyens du type de développement qui lui convienne. Le courant de jeunes syndicalistes, qui prend consistance dans les rencontres de Goutelas, a les mêmes visées de modernisation de l'agriculture, de ses structures de production et de commercialisation que son homologue d'Ance-nis ; mais les objectifs économiques doivent s'élargir à des préoccupations d'aménagement, de création d'emplois non agricoles. Le développement que l'on veut promouvoir de manière originale et relativement autonome ne peut s'articuler autour d'une grande organisation coopérative ; il s'adresse à tous les partenaires économiques, sociaux, administratifs en faisant appel à l'identité Forez, à son histoire et à son terroir. La structure institutionnelle retenue n'est plus un appareil économique, mais un centre d'initiatives qui multiplie les structures spécialisées sans leur imposer une régulation centrale. Pourquoi la même inspiration syndicale emprunte-t-elle des stratégies différentes ? La réponse serait sans doute à chercher dans le mode d'organisation socio-économique de chaque région plus que dans l'idéologie des promoteurs.

### 322 - Les actions retenues

On voulait promouvoir un développement "tous azimuts" ; on déclenche surtout des initiatives agricoles à mesure que des réponses s'avèrent possibles aux besoins exprimés.

Certaines actions du GIRAF concernent les activités agricoles : on y trouve aussi bien des actions ponctuelles spécialisées choisies pour le complément de ressources qu'elles peuvent procurer (élevage de porcs, culture du tabac, des fraises), que des actions de base pouvant avoir d'importants effets d'entraînement, car elles sont en amont de la production laitière, fondement de l'économie agricole régionale. Parmi ces dernières, la CUMA d'ensilage doit amorcer une réorganisation profonde du mode de production, tandis que l'action fourme agira en aval au niveau de la commercialisation. Ces actions sont retenues pour leur efficacité technique et économique rapide, mais également pour leur rôle pédagogique : démontrer aux agriculteurs que la petite région peut se prendre en charge sans attendre

des directives et des aides extérieures, dépasser l'esprit de concurrence individuelle pour rechercher le développement optimum d'un secteur d'activité essentiel (le lait), créer des réseaux de solidarités et de responsabilités en démultipliant les structures, mettre la population en état de créativité permanente, accélérer le rythme de progrès pour combler le retard de la région.

D'autres actions concernent la vie agricole et rurale de manière plus générale : programme de modernisation des exploitations, CUMA d'aménagement, CUMA de maçonnerie, tourisme, centre équestre, société d'économie mixte d'aménagement, groupement artisanal, actions culturelles, etc... Certaines de ces initiatives sont des combinaisons liées à la production laitière ; d'autres tentent d'articuler activité agricole et activité touristique. Réussissent celles qui répondent à des besoins précis, apportent des avantages rapidement constatables : CUMA d'aménagement, actions touristiques, centre équestre ; échouent ou périssent celles qui imposent des normes administratives rigides et des délais de paiement.

### 323 - Infléchissement

Le GIRAF a réussi à entraîner de 800 à 1000 agriculteurs, soit environ la moitié du public agricole qu'il visait, avant tout de jeunes exploitants. Il y est parvenu principalement par la CUMA d'ensilage, qui apporte une amélioration de base à la production centrale de la région; les autres actions techniques (actions porcine, fourme, tabac, fraises...) complètent cette action fondamentale par des productions et des revenus d'appoint. Le tourisme constituait un second volet de cette politique de développement régional : plusieurs initiatives répondent à ce souci et ont connu un résultat satisfaisant.

L'écart entre les projets et les résultats grandit dès qu'on s'éloigne de l'activité agricole prioritaire du secteur. Les opérations dictées par l'obtention de subventions spéciales n'ont pas e l'effet d'entraînement attendu. L'impact économique du tourisme sur l'agriculture demeure faible (10 % sont concernés), mais il aura éveillé le sens esthétique des habitants. Le GUEPAR commence d'intervenir dans l'artisanat, mais le GIRAF a échoué près des industriels et du monde ouvrier. Le SEMAFOR atteint 70 communes, mais quelle est sa cohésion, sa vitalité . Diverses initiatives culturelles se sont développées, mais semblent encore se concentrer autour de Goutelas.

Le GIRAF n'a donc pas atteint ses objectifs de développement global, mais il a mis en mouvement une partie importante de l'agriculture en sa production principale, posé des jalons pour d'autres activités. Ses leaders ont fait connaître le Forez à l'extérieur et détiennent maintenant des responsabilités départementales. Les Monts du Forez étaient condamnés à l'oubli, au délaissement ; ils se sont faits connaître et reconnaître, ont imposé en partie leur propre conception du développement et affirment maintenant que l'avenir d'une petite région dépend moins des subventions et aides extérieures que de sa capacité de mettre ses propres forces en état de créativité et de solidarité permanentes, pour promouvoir un développement "avec des idées à nous". Mais comment ce discours deviendra-t-il réalité, en l'absence de centres de décision industriels et politiques ?

## 33 - LE CANTON DE PLOUDALMEZEAU

### 331 - Situation et projets

Le Canton de Ploudalmézeau est affronté aux mêmes problèmes de modernisation de l'agriculture traditionnelle que les Monts du Forez ou le secteur d'Ancenis ; mais la proximité de la ville de Brest, la zone littorale et son potentiel touristique ouvrent à d'autres dimensions, à la réorganisation de l'espace et à la restructuration de groupes sociaux différents.

Le projet du réseau de jeunes militants agricoles et ruraux qui accèdent aux responsabilités professionnelles et civiques dans le canton de Ploudalmézeau est sensiblement le même qu'à Ancenis ou dans le Forez : promouvoir la modernisation des activités pour assurer le développement harmonieux d'une petite région relativement menacée et délaissée ; on veut un développement de tous, par tous et pour tous.

Ce projet global va s'inscrire dans une double direction :

- . des actions agricoles de type technique et économique, sous l'impulsion de la Chambre d'Agriculture
- . des actions d'équipements et d'animation au plan intercommunal, sous l'égide du SIVOM et auparavant de la SEMENF.

### 332 - Les actions retenues

#### . au plan agricole

L'initiative provient donc de couches moyennes de l'agriculture qui aspirent à conduire la modernisation de leurs activités, par une maîtrise technique, des productions spécialisées et plus intensives ; ces anciens militants jacistes transposent au plan professionnel les méthodes et principes des mouvements de jeunesse. Rien ne singularise la vulgarisation agricole dans le canton par rapport aux réalisations de la Chambre d'Agriculture du Finistère. Sur 1000 exploitants environ (972 en 1970), le GVA atteint 198 membres répartis en 14 équipes de base, le GSV M 137 adhérents et 5 équipes de base. Ce courant technique rejoint l'agriculture locale en ses objectifs essentiels : intensification fourragère, remplacement du blé par l'orge puis le maïs, recherche de meilleures races bovines. Quand le besoin d'information technique s'atténue, on relance l'intérêt par de nouveaux apports concernant l'élevage, les bâtiments, les conditions de travail ; des opérations "portes ouvertes" vulgarisent les innovations de la production laitière, de l'élevage porcin. On a donc choisi de privilégier l'action technique et d'atteindre un public assez vaste pour des groupes de base aussi ramifiés que possible.

L'action économique est laissée aux coopératives puissantes, aux groupements de producteurs (Coopérative de Landerneau, UNICOPA, Ploudaniel, SICA de St-Pol de Léon, etc...) du Nord Finistère, qui interviennent déjà dans le canton de Ploudalmézeau, dispensant ou empêchant celui-ci de secréter une structure économique à sa dimension. Leurs objectifs sont, comme à Ancenis, de parvenir à des activités agro-industrielles de haut niveau, mais les impératifs des groupements spécialisés l'emportent le plus souvent sur la solidarité et la polyvalence entre les branches, aboutissant à une sélection plus forte que dans le secteur d'Ancenis. L'hégémonie des organisations économiques limite l'initiative des groupements de vulgarisation qui ne peuvent plus dissimuler leur embarras actuel : comment trouver un message technique qui intéresse des agriculteurs de plus en plus spécialisés, intégrés par les institutions économiques, sollicités par des courants idéologiques de plus en plus variés, sinon opposés ?

#### . au Plan intercommunal

Si le terrain professionnel est assez encombré, les forces agricoles montantes sont assez solides et organisées pour imposer leurs points de vue et leurs leaders dans les structures municipales et intercommunales. Elles profitent des diverses ramifications des associations familiales et culturelles, du passage d'une Eglise cléricale à un laïcat pour élargir leurs rangs, trouver des alliances, faire partager leurs objectifs : les organisations agricoles maîtrisent le foncier, freinent la croissance touristique, privilégient la population permanente au détriment de la clientèle saisonnière. Ce "pouvoir paysan" oblige les autres secteurs d'activité à s'organiser pour défendre leurs intérêts. Les décisions municipales apparaissent comme des compromis, au gré des rapports de forces variables selon les communes.

Ces mêmes réseaux ruraux ont su habilement exploiter la menace de l'attraction de Brest pour renforcer la cohésion du canton, susciter un pouvoir micro-régional reconnu, le SIVOM, lui conférer des compétences et des ressources assez larges, allant même jusqu'au recouvrement direct d'un impôt syndical. Les importantes réalisations de cet organisme nouveau veulent concilier une concentration des équipements pour assurer leur rentabilité et pour enrayer la fuite vers Brest, d'autre part un certain équilibre entre les diverses localités, entre le centre et les petites communes, entre le littoral et l'intérieur. Le SIVOM dispose d'un budget supérieur à celui de la plupart des communes, mais il continue de se vouloir au service des communes ; tous les travaux qu'il entreprend ne le sont qu'à la demande et pour le compte des communes. L'Association culturelle, suscitée et soutenue par le SIVOM, est dictée par la même volonté de renforcer la cohésion micro-régionale contre les tentatives d'éclatement qui apparaissent, de préparer les jeunes générations à poursuivre dans le même sens l'oeuvre communautaire amorcée.

### 333 - L'infléchissement

A Ploudalmézeau, le projet initial a su conserver la cohérence et la vigueur de ses débuts. L'effacement de quelques grandes familles, l'élimination de petites exploitations d'appoint, l'effort exceptionnel de formation ont plus augmenté qu'ébranlé l'homogénéité sociale. Ces couches moyennes de l'agriculture ont conservé la maîtrise du foncier et, par leur poids dans les conseils municipaux, maintenu la priorité de l'agriculture dans une zone côtière. Un véritable pouvoir intercommunal s'est imposé, est accepté, a préservé et renforcé la cohésion du canton ; il a permis de remarquables équipements. Le canton de Ploudalmézeau, qui aurait du devenir une zone dortoir pour les brestoises et les vacanciers, a assuré son autonomie. Mais quelle emprise a-t-il sur les agents économiques ? Comment intégrera-t-il les forces de rupture et de renouvellement ?

## 34 - LA HAUTE MAURIENNE

### 341 - Situation et projets

La Haute Maurienne doit restructurer ses activités : l'agriculture de montagne doit rechercher des revenus d'appoint ; les industries hydro-électriques se déplacent vers l'Ouest ; un tourisme de masse risque de déposséder la vallée de ses ressources. De jeunes ruraux, soutenus par des animateurs, décident d'entreprendre une modernisation des activités, tout en assurant à la population la maîtrise de son développement. Ici, pas de projet global manifeste ni d'autorité centrale reconnue, mais une forte volonté communautaire qui s'exprime à travers des actions institutionnalisées provenant des municipalités et des organisations socio-professionnelles. Cette détermination collective s'investit dans les structures qu'elle se donne et dans le contrôle des initiatives émanant de l'extérieur. Toutes visent le même objectif : entre la basse vallée de la Maurienne, depuis longtemps industrialisée et la vallée de la Tarentaise colonisée par les promoteurs du tourisme, la Haute Maurienne veut se développer à son rythme en restant "maître chez soi".

### 342 - Les actions retenues et leurs résultats

Les groupements de vulgarisation agricole, en s'élargissant aux autres secteurs d'activités dans ce petit monde où tout se tient, ont donc fourni l'ossature des réseaux d'animation qui ont mis toute la vallée en mouvement jusqu'en 1971, aboutissant même à un véritable plan de développement soutenu par les élus et les responsables professionnels. De là va naître la SICA qui apporte des solutions originales aux problèmes spécifiques de l'agriculture de montagne : restructuration foncière, regroupement des bâtiments d'élevage, commercialisation

des produits agricoles. Si les résultats actuels n'ont pas répondu aux espoirs initiaux, la SICA a démontré qu'une agriculture pouvait encore vivre en Maurienne et qu'elle était un facteur important dans l'aménagement régional.

Les groupements agricoles ont aussi contribué à la création de l'Association d'Animation. Des difficultés psychologiques et financières ont considérablement limité ses visées initiales ; elle a perdu son audience locale en échappant à ses racines populaires et aux rythmes des collectivités locales. Mais les activités qu'elle promeut (safari-photo) contribuent à structurer l'image de marque du tourisme original que veut la Haute Maurienne. L'impact d'une autre action institutionnalisée est beaucoup plus important : le syndicat de Valcenis est devenu le pôle moteur du développement touristique et le principal employeur de la vallée ; les communes associées démontrant ainsi qu'elles peuvent mettre en valeur leurs ressources naturelles sans se vendre à des promoteurs, qu'elles peuvent maîtriser efficacement certains éléments de l'activité touristique (hébergement, équipements, services).

La Haute Maurienne a une longue tradition de lutte et d'adaptation aux forces qui la menacent. Elle sait se protéger des intrusions qui attentent à son autonomie, s'adapter à ce qu'elle ne peut éviter, tirer profit d'apports extérieurs qu'elle n'a pas recherchés. Plutôt qu'une opposition radicale, elle a négocié son insertion dans le Parc National de la Vanoise, avant d'en retirer des avantages subventionnels. Le syndicat intercommunal d'études et d'aménagement a eu un rôle important tant qu'il a été l'œuvre des élus locaux soutenus par les groupes d'animation ; ses membres ne lui consentent plus que des attributions minimales quand il devient un district imposé par l'administration. En Haute Maurienne, c'est la collectivité elle-même qui choisit ses actions et les modèle selon la hiérarchie de valeurs du consensus communautaire.

### 343 - Infléchissement

Si l'on ne peut référer les réalisations actuelles à un projet initial qui n'a pas été explicité, on remarquera pourtant la grande cohérence et la constance du comportement de la société mauriennaise : être maître chez soi, contrôler ce qui vient de l'extérieur, disperser le pouvoir, freiner les réalisations trop rapides, assurer le pouvoir des élus locaux. L'évolution récente ne semble pas avoir diminué la capacité de la plupart des communes de conduire à leur guise leur développement : elles disposent d'importants moyens financiers ; de nouveaux élus raniment les ambitions et les rivalités communales. La dimension micro-régionale parvient plus difficilement à s'imposer durablement ; une croissance équilibrée, profitable à tous, semble avoir été réalisée : la mise en valeur des ressources n'est pas réservée à quelques privilégiés. Le syndicat de Valcenis démontre de manière éclatante cette capacité de maîtrise, mais sa réussite même devient menace pour l'équilibre de la vallée.

Par ces actions collectives, villageoises et intercommunales, la Haute Maurienne a su orienter son évolution d'une manière originale, qui ressort dès qu'on compare ses résultats à ceux de vallées voisines. Si la population continue de diminuer, elle ne connaît ni effondrement ni mutation radicale comme ailleurs. L'agriculture s'est maintenue, a conservé ses structures de production, son mode de vie, a su améliorer ses échanges. Surtout, l'aménagement touristique a échappé à l'emprise des firmes extérieures, s'est réalisé dans un ensemble équilibré, varié, tout en distribuant des emplois, des revenus, des responsabilités aux gens de la vallée et à eux seuls. La Haute Maurienne s'est modernisée sans se laisser coloniser. La logique de son développement déconcerté : capitaliste, pré-capitaliste, post-capitaliste, il y a de tout cela dans cette énergie des individus, des groupes des collectivités à grandir par eux-mêmes, selon leur propre échelle de valeurs. Mais combien de temps cette logique communautaire pourra-t-elle résister efficacement aux pressions du système dominant ?

35 - LE FENOUILLEDES351 - Situation et projets

Le Fenouillèdes est dans une situation particulièrement critique : une mono-production agricole fragile et marginale (la vigne) incapable de soutenir la concurrence d'autres régions, une activité industrielle extra réduite et non valorisée sur place, des centres de décision extérieurs, une assistance financière ponctuelle peu structurante, une hypertrophie du secteur tertiaire et surtout l'exode des jeunes, autant de handicaps qui semblent condamner à une agonie plus ou moins rapide ce pays fier de son passé et de sa nature.

Une poignée d'hommes, surtout des jeunes, refuse ce déclin, veut faire revivre le Fenouillèdes par un développement économique conforme à sa culture. Il semble que cette petite équipe, qui allait fonder le CAPEXE, n'avait pas à l'origine d'autre projet que de "faire quelque chose pour le pays". La réussite locale et l'audience extérieure du Son et Lumière de Caudiès paraissent avoir surpris : quelque chose est donc encore possible, que plusieurs initiatives vont amener à préciser.

352 - Les actions retenues

C'est la réussite initiale qui paraît avoir déterminé l'orientation des actions engagées, en privilégiant l'animation culturelle. Cette initiative trouve rapidement des appuis locaux et départementaux, d'autant qu'elle n'attend pas à l'équilibre des forces économiques et politiques de la région; elle acquiert rapidement une audience nationale, un prix dans un concours, des subventions ministérielles, l'appui d'un organisme parisien d'animation qui fait connaître l'expérience et stimule la réflexion des promoteurs. Ceux-ci élargissent la base de leur effort culturel, entreprennent de réaliser divers spectacles, activités culturelles et sportives à travers le pays, d'intégrer l'ensemble des fêtes et des manifestations locales dans un programme concerté d'animation et dans une publicité commune. Le succès aidant, le courant débouche sur un vaste projet de renaissance culturelle par la mise en valeur du patrimoine naturel, archéologique et historique, jusqu'à vouloir restaurer une identité culturelle, plus sensible aux vacanciers qu'à la population permanente.

Ces initiatives demeurant relativement exogènes, l'animation culturelle cherche à devenir facteur de développement économique. Une animation de qualité fera venir des touristes nombreux, connaître les produits locaux et par là contribuer à la relance de l'économie. L'initiative est bien accueillie par les deux courants professionnels qui contrôlent la totalité des caves-coopératives : celles-ci acceptent de se réorganiser pour mieux faire connaître et vendre leurs vins. Grâce à son réseau de relations et d'influences, le CAPEXE contribue à l'implantation d'une petite entreprise à Caudiès. Projet d'animation culturelle et perspectives de relance économique se relient dès lors dans un même programme de développement micro-régional qu'un PAR et une étude de contrat de pays tentent maintenant de préciser.

353 - Résultats et infléchissement

L'expérience du Fenouillèdes est beaucoup trop récente pour qu'on puisse apprécier l'infléchissement de l'action elle-même et de son influence sur l'évolution de la région. Après deux années de fonctionnement, les résultats s'avèrent encourageants dans le domaine culturel, plus indécis dans le domaine économique. Le CAPEXE a renforcé la cohérence de son programme culturel, lui a acquis une certaine notoriété, a élargi sa zone d'influence. Mais le Fenouillèdes

est-il un produit culturel, un mythe artificiellement restauré pour regrouper des forces, vendre du vin, ou au contraire un sentiment d'appartenance assez enraciné pour fonder des énergies et des solidarités ?

La réussite du CAPEXE est plus vague et limitée dans la restructuration des secteurs d'activité : les aménagements consentis par les caves-coopératives, quelques actions promotionnelles, la création de 15 emplois, surtout l'obtention d'un PAR lui permettront-ils de faire reconnaître et aboutir par les responsables de la région le type de développement original qu'il préconise ? Saura-t-il sauvegarder son autonomie face au courant corporatiste traditionnel ou sera-t-il un alibi dont le courant moderniste se servira pour faire accepter la restructuration de la production et de la commercialisation ? Comment pourra-t-il infléchir les décisions de centres qui sont tous extérieurs à la région ? Fera-t-il prendre en charge les destinées du Fenouillèdes par ses habitants, ou se comportera-t-il comme un pouvoir de nouveaux notables voulant imposer leurs projets ? La tentative est trop fraîche encore pour qu'un avenir lui soit prédit.

36 - LE MENE361 - Situation et projets

Alors que la plupart des cas partent d'initiatives sectorielles, professionnelles ou municipales qu'elles tendent d'élargir ou de coordonner dans une perspective globale de développement micro-régional, l'expérience du Mené présente, avec celle du Haut-Nivernais, l'originalité d'être d'emblée globale. Cette petite région de la Bretagne Centrale connaît une situation identique à celle du secteur d'Ancenis ou de Ploudalmézeau : le passage de la polyculture-élevage traditionnel à un élevage intensif à fort investissement, l'émergence d'entreprises agro-alimentaires créatrices d'emplois, la restructuration des équipements et des services.

L'absence de pôles urbains et d'actions structurantes importantes dans cette zone relativement délaissée oblige le Mené à compter sur ses propres forces dans un développement "endogène" et polyvalent. Son projet s'articule en quelques orientations majeures cohérentes, qui seront peu à peu précisées et partiellement réalisées au gré de l'expression des besoins, des moyens financiers, des appuis obtenus et des études élaborées. Depuis 1965, le Comité d'Expansion lutte pour faire reconnaître par les forces locales et les pouvoirs extérieurs l'unité de son projet. En 1975, le PAR reprend pour l'essentiel ses axes majeurs : lui apportera-t-il la reconnaissance officielle de son plan de développement global et endogène ?

A l'origine, les promoteurs de l'expérience du Mené, issus eux aussi des couches montantes du milieu rural, n'avaient d'autre visée que d'amener la population à exprimer ses aspirations, à dégager par elle-même les voies et moyens d'un développement conforme à son identité. La très large expression populaire des réunions locales, l'absence d'une organisation professionnelle ou d'une tendance politique prépondérante expliquent sans doute qu'aucun secteur ne soit privilégié et que l'ensemble des activités soient prises en compte. Il s'agit donc de favoriser le développement global du Mené en tous ses aspects complémentaires (économique, social, culturel), grâce à sa participation intense de la population et à la collaboration active de tous les services compétents. Ce développement est attendu de la conjonction de trois objectifs majeurs :

- . Créer et diversifier les emplois non agricoles par l'encouragement de l'artisanat et le passage de certaines entreprises au stade industriel.
- . Assurer au maximum d'agriculteurs des revenus suffisants et des conditions de vie normales, avant tout par la restructuration foncière, l'intensification de l'élevage, l'organisation collective.
- . Sortir le Mené de son isolement, de son complexe d'infériorité par l'animation permanente et par l'accueil touristique.

C'est dans chaque domaine d'intervention ou programme diversifié que l'on peut repérer la réalisation et l'infléchissement de ce projet (Cf. tableau ci-joint).

362 - L'agriculture

Pour permettre au maximum d'agriculteurs du Mené de combler leur retard, les promoteurs du CEM ont d'emblée dégagé quelques grandes actions prioritaires, choisies pour leurs effets d'entraînement : le remembrement et la restructuration foncière, l'intensification de l'élevage, l'encadrement technique et l'organisation économique.

Objectif général : favoriser le développement global du Mené, envisagé sous ses divers aspects complémentaires (économique, social, culturel), grâce à la participation intense de la population et à la collaboration active de tous les services compétents.

OBJECTIFS SECTORIELS	ACTIONS RETENUES	CHANGEMENTS EFFECTIFS
Agriculture : assurer au maximum d'agriculteurs des revenus suffisants et des conditions de vie normales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Accélérer le remembrement; passer du remembrement agricole à un aménagement global intégrant l'ensemble des besoins, l'aspect écologique</li> <li>Restructuration des exploitations (SAFER)</li> <li>Actions d'animation technique et économique pour intensifier l'élevage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Remembrement achevé ou en cours dans 13 communes</li> <li>Prise en compte de la maîtrise foncière, de la protection des sites; participation de la population</li> <li>superficie moyenne passe de 9,55 à 13,2 ha S.A.U.</li> <li>Cheptal bovin passe de 22 000 à 37 000 bêtes</li> <li>Cheptal porcin passe de 17 000 à plus de 90 000</li> </ul>
Artisanat - commerce - industrie : donner aux entreprises les moyens de s'adapter à l'évolution, créer des emplois (1000) et devenir responsables	<ul style="list-style-type: none"> <li>Formation des artisans et commerçants, création de l'association des artisans et commerçants.</li> <li>Actions promotionnelles, soutien aux entreprises qui créent des emplois et valorisent les produits</li> <li>Implantation de zones artisanales.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement de plusieurs entreprises agro-alimentaires, coopératives artisanales (environ 600 emplois)</li> <li>Formation de 200 artisans et commerçants</li> <li>Essor de l'artisanat de service</li> <li>Actions motrices de l'association des art. et com.</li> <li>3 zones artisanales réalisées, 3 en cours</li> </ul>
Tourisme - offrir à tous des loisirs adaptés au caractère de la région, mettre en valeur le patrimoine, désenclaver la région, apport d'un complément économique	<ul style="list-style-type: none"> <li>Actions symboliques engageant la population</li> <li>Chantiers de jeunes favorisant les échanges entre citadins et ruraux. Dépliants touristiques, calendrier des fêtes, Etudes d'aménagements ponctuels devant s'insérer dans un plan global</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Mené a fait connaître ses ressources (inventaires, expositions, balisage, sites, etc...) : le flux touristique s'est accru. Réalisation de gîtes ruraux, de terrains de camping, plans d'eau, aménagement de bourg, mais pas encore de schéma d'aménagement</li> </ul>
Action sociale : aider la population à prendre conscience et à résoudre les problèmes sociaux par des réponses collectives	<ul style="list-style-type: none"> <li>Engagement d'une animation sociale (M.S.A.)</li> <li>concertation entre les travailleurs sociaux;</li> <li>information sur l'éducation, l'orientation scolaire; enquêtes sur les personnes âgées, etc...</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Réalisation de 3 foyers-logements pour personnes âgées; aides ménagères à domicile. Projet d'un équipement intégré. Création de clubs Jeûnes Agés. Retards devenus conscients dans les équipements médicaux, sanitaires, sociaux, scolaires.</li> </ul>
Action culturelle : favoriser la promotion personnelle et communautaire, l'expression traditionnelle et moderne	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutien et concertation des associations; promotion d'activités culturelles, échanges avec l'extérieur, formation et information, soutien aux enseignants</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Développement de la vie associative, des fêtes, recueil de la culture populaire. 11 bulletins municipaux, sessions de formation, voyages</li> </ul>
Aménagement - Collectivités : Promouvoir un aménagement concerté par une coopération intercommunale;	<ul style="list-style-type: none"> <li>Soutiens techniques aux communes (dossiers, études, animations). Formation des élus. Aménagement concerté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Création de 2 SIVOM; concertation entre les élus</li> <li>Obtention de subventions, du PAR du Mené</li> </ul>

Certaines de ces actions ont abouti, d'autres ont eu des résultats indécis, quelques unes ont échoué.

Par sa relation directe avec le Ministère de l'Agriculture, par une pression constante sur la DDA, le CEM a obtenu un programme de remembrement global du Mené, qui se réalise avec quelque retard : en 1975, il est achevé dans 9 communes, en cours dans 4, en instance dans les autres. Surtout il a été amélioré dans ses objectifs et ses procédures : le remodelage foncier s'est ouvert à l'implantation des équipements collectifs et à la croissance des autres activités, à la protection de l'environnement et aux préoccupations écologiques, jusqu'à devenir l'outil d'une politique d'aménagement cohérent, maîtrisé par les communes. Les études-animation, les dossiers et les réunions de sensibilisation du CEM ont grandement contribué à ce passage du remembrement agricole à l'aménagement rural. La restructuration des exploitations qui devait l'accompagner n'a pas eu les résultats espérés, la SAFER n'ayant pu disposer des moyens suffisants. L'évolution des structures s'est accélérée : le nombre des exploitations (surtout inférieures à 15ha) a diminué annuellement de 1,5 % de 1955 à 1965, de 3 % de 1965 à 1970.

Le CEM souhaitait un meilleur encadrement technique pour intensifier l'élevage, une meilleure organisation économique pour garantir à l'ensemble des agriculteurs des revenus suffisants. D'incontestables progrès ont été accomplis : le cheptel bovin a augmenté de plus de 70 % et la production porcine a été multipliée par 5. Cette amélioration spectaculaire est due davantage au mouvement général de modernisation de l'agriculture bretonne, particulièrement à l'influence de groupements économiques, de firmes coopératives ou privées qu'à l'action propre du CEM. Celui-ci a bien organisé des sessions de formation, des campagnes d'information, mais il aurait fallu un soutien plus déterminé des organisations départementales pour que l'agriculture du Mené se prenne en main. Elle reste dépendante d'organismes économiques à sa périphérie; elle n'a pas su tirer profit de la croissance d'entreprises agro-industrielles locales. Quant aux bénéficiaires de ces actions, une progression d'ensemble de la production et des conditions de vie de l'agriculture du Mené est indéniable ; certains groupes, certaines communes même ont largement profité du progrès technique et économique, d'autres ont dû se contenter de quelques aménagements. La cassure entre agriculture modernisée et agriculture traditionnelle apparaît déjà dans le Mené, sans avoir l'ampleur qu'elle connaît en des régions voisines : s'agit-il d'un retard ou d'un infléchissement d'évolution ?

### 363 - Les activités non agricoles

Il fallait "décompresser" l'agriculture en créant des emplois sur place ou dans les centres avoisinants : le CEM réclamait 1000 emplois en 10 ans, à la fois par l'encouragement de l'artisanat et par le passage de certaines unités à la taille industrielle. Des industries agro-alimentaires, des coopératives artisanales ont connu depuis 1965 un essor remarquable ; quelques implantations ont eu lieu récemment. Le CEM y a sans doute contribué de façon limitée en provoquant le réveil d'un sentiment d'appartenance et du dynamisme régional, mais cette croissance dépend avant tout des facteurs économiques qui lui échappent.

L'impact et les interventions du CEM sont plus précises et déterminantes dans le secteur artisanal, moins organisé que le milieu agricole mais plus accessible que le monde industriel. Grâce à l'appui constant des Chambres des Métiers et de Commerce, plus de 200 artisans et commerçants ont bénéficié des cours de formation, d'actions publicitaires groupées. L'action du CEM est maintenant relayée par l'Association des Artisans et Commerçants, qui devient la base d'une

véritable animation socio-économique et d'une certaine coordination en ce domaine. La Rénovation Rurale venant consolider cette réussite, des zones artisanales sont constituées par plusieurs communes. Le secteur artisanal est devenu l'un des points forts du développement économique du Mené et de la politique du CEM.

#### 364 - Le tourisme

Conscient des richesses d'une région non encore dénaturée, le CEM a toujours conçu le tourisme comme un appoint qui apporte quelques ressources complémentaires mais surtout qui sorte la région de son isolement, de son complexe d'infériorité, notamment en favorisant les échanges entre citadins et ruraux. Au début, il a suscité des actions symboliques, des micro-réalisations locales qui devaient redonner confiance, éveiller la créativité populaire. L'enthousiasme retombant, des chantiers de travail et surtout des chantiers d'études ont multiplié les projets, provoqué quelques concours locaux, déclenché certaines réalisations communales, quand les subventions étaient promises. L'ensemble de ces études a fourni des éléments pour un schéma d'aménagement touristique en 1979, dont on attend encore qu'il soit reconnu par les autorités compétentes. Durant ce temps, la Commission Tourisme a publié des guides, un calendrier des fêtes, organisé diverses activités aux succès variables, sans parvenir à donner une dimension micro-régionale à ces différentes initiatives.

Le Mené est sorti de l'isolement, de l'anonymat ; la fréquentation touristique s'est accrue, mais reste freinée par les capacités d'accueil. Le CEM a fait connaître le Mené à l'extérieur et à l'intérieur, a aménagé certains sites éveillé la population et ses élus à l'ouverture aux citadins, tout en conservant les traditions hospitalières du pays. Le Mené apparaît pourtant comme un parent pauvre, quand on compare ses équipements et ses activités touristiques à ceux des zones du littoral voisin. Il a su préserver son équilibre naturel et ses chances pour l'avenir ; est-ce le poids d'un oubli, d'un retard ou l'affirmation de certains rythmes et valeurs ?

#### 365 - L'action sociale

Dans une région délaissée, écartelée en plusieurs découpages administratifs, le CEM a entrepris une action de concertation entre les services sociaux, d'éveil et d'organisation et la population, pour qu'elle passe de l'assistance individuelle à la maîtrise collective de ses problèmes sociaux. Il a obtenu, de 1969 à 1971, le financement d'une animatrice sociale par la MSA des Côtes-du-Nord, attentive à cette zone défavorisée. Une meilleure collaboration entre les travailleurs sociaux, plusieurs enquêtes-participation ont alors permis de mieux détecter les besoins de la population et de formuler des réponses adaptées. Le non renouvellement de ce poste a ensuite ralenti l'action sociale ; elle se concrétise cependant par des réalisations communales (foyers de personnes âgées, clubs de 3ème âge), par un important projet d'équipement intégré, ainsi que de nouvelles analyses du sous-équipement sanitaire, social, médical et scolaire de la région. Les efforts accomplis n'ont pas comblé les lourds retards du Mené en ce domaine : les cloisonnements administratifs se sont maintenus et une mentalité d'assistés persiste dans une fraction importante de la population.

#### 366 - L'action culturelle

Dans le Mené, une culture locale veut orienter un développement original. L'animation socio-culturelle, constamment poursuivie depuis 1965, avec l'aide du Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports et de divers organismes parisiens

ne vise pas à faire un musée à côté de la vie actuelle des hommes, mais à réactiver la culture locale traditionnelle, à assimiler les apports modernes et extérieurs, pour permettre aux habitants du Mené de promouvoir leur identité dans le développement. Cet objectif a emprunté différentes formules : soutien des associations locales, promotion d'actions culturelles, information de la population notamment par 11 bulletins communaux, formation des hommes en tant qu'agents économiques et citoyens, soutien aux enseignants, échanges avec l'extérieur. Le choix et le succès de ces initiatives dépendent du dynamisme des associations locales, de la volonté des municipalités et des aides financières qu'elles obtiennent. L'animation socio-culturelle voudrait se situer dans le long terme, faire émerger des réseaux associatifs, une culture populaire vigoureuse; mais elle doit composer avec la réalisation d'équipements apparents et de manifestations spectaculaires plus aisément finançables.

### 367 - Aménagement et collectivités

Tout développement s'inscrit dans un espace à modeler : un aménagement concerté, qui intègre les diverses activités et domaines d'existence, dans les meilleures conditions de coût et d'utilisation, suppose des équipements collectifs judicieusement répartis, mais au préalable des municipalités efficaces pour les entreprendre et les gérer. Le non fonctionnement des groupes locaux prévus à l'origine, la place prépondérante prise par les maires dans les structures et les décisions du CEM font que celui-ci apparaît souvent comme un bureau de prestation de services communaux, comme un agent de liaison entre la commune et les Ministères. Le CEM apporte aux élus locaux un soutien technique constant par ses études-animation, surtout par ses réseaux d'information et de relation qui facilitent, accélèrent l'obtention de crédits, l'administration départementale reprenant ses critères habituels dans l'usage de ces moyens.

Le CEM a depuis ses débuts, incité les communes à s'associer pour constituer des maîtres d'ouvrage adaptés à la réalisation des équipements nécessaires. Deux SIVOM sont nés de cet effort, dont les initiatives encore limitées devraient s'élargir, quand le PAR aura déterminé les voies et moyens de l'aménagement micro-régional.

### 37 - LE HAUT NIVERNAIS

L'exécution du programme du PAR est beaucoup trop limitée pour qu'on puisse apprécier l'infléchissement de l'action et son influence sur le développement micro-régional. Il faudrait comparer :

- les objectifs de la campagne de sensibilisation : apporter une information sur l'aménagement rural, pour amener la population à s'exprimer et à dégager des groupes de travail.

- les aspirations prioritaires qui émergent des réunions de base : création d'emplois en des entreprises diversifiées et moyennes, assurant sécurité de l'emploi et qualité de la vie, équipements et services mettant les habitants à parité avec les urbains, amélioration des activités existantes dont l'agriculture, essor d'activités nouvelles dont le tourisme.

.../...

- la hiérarchie des stratégies dégagées et retenues par la Commission officielle du PAR : priorité aux équipements créateurs d'emplois, développement du tourisme, amélioration de la rentabilité de l'agriculture et de la forêt, préservation de l'environnement.

- la traduction de ces priorités dans la version approuvée du PAR.

- la réalisation de certains de ces objectifs par les organisations agricoles, la DDA et les autres services, les premières décisions du syndicat mixte. En toutes ces évolutions, quelle est la part de proposition, d'interprétation des animateurs et des experts de la phase d'étude, les modifications apportées par le sous-préfet et l'administration, les concessions faites aux élus pour obtenir leur adhésion ou vaincre leur opposition, la reprise de ces objectifs par les organismes et les services qui ont commencé à réaliser le contenu du PAR ?

### 38 - QUELLE DYNAMIQUE DU DEVELOPPEMENT ?

Quelques conclusions provisoires paraissent se dégager de ces analyses juxtaposées, suggérant une dynamique commune à ce genre de développement.

- dans une petite région en difficulté, où le laisser faire apparaît comme dangereux, des acteurs prennent des initiatives pour renverser cette tendance, soit par des actions ponctuelles, à implications successives, articulées autour d'un projet global plus ou moins explicite et perçu, soit par un projet global explicite, à la recherche d'actions motrices.

- le choix et l'efficacité de ces initiatives dépendent pour une large part du degré de contrainte, de pression ou de tolérance des forces économiques, sociales et culturelles dominantes de la société globale. Elles ont une influence minime sur les grands acteurs sociaux et politiques dont l'action dépend des rapports de forces locaux, notamment en matière d'équipements collectifs, de vie culturelle et sociale, d'aménagement global. L'originalité et l'efficacité de ces initiatives dépendent aussi de la capacité de création du système local, du degré de cohésion et d'engagement dans une stratégie commune que permet la base socio-économique de départ, de sa solidité et de la formulation des projets qui s'en dégagent, des alliances qui se concluent, de l'appui des instances départementales et nationales, des types d'intervention et des méthodes utilisées.

- il en résulte un certain infléchissement de l'évolution en cours : une émergence parfois surprenante de nouveaux groupes sociaux qui sortent la région de la passivité et de l'oubli, une atténuation des effets inégalitaires de la modernisation selon le mode sélectif, l'affirmation de forces intermédiaires entre les groupes de pointe et les couches traditionnelles, un aménagement de l'espace souvent contrôlé par les collectivités locales, un sentiment d'appartenance, une culture, une histoire parfois retrouvées et souvent reformulées pour les besoins de l'action.

Mais ces conclusions restent tributaires d'une méthode d'analyse qui manque de rigueur scientifique, demeure trop approximative, manque d'indicateurs d'écart, ne parvient pas à isoler des variables. Elles sont également tributaires d'une problématique par trop endogène : elle part d'une petite région délimitée en fonction d'une intervention volontariste, tente de fonder l'efficacité de cette intervention et postule pour cela l'existence d'une entité, d'une influence micro-régionale qui reste à démontrer.

39 - 2ème hypothèse : VERS UNE IDENTIFICATION DE L'INFLUENCE MICRO-REGIONALE

391 - Le principe d'analyse

C'est à cette identification de l'influence micro-régionale que s'attache une autre méthode d'analyse, plus théorique proposée à titre expérimental au cours du séminaire de février 1976 et appelée à être amendée durant la prochaine étape de la recherche.

Cette méthode d'analyse reformule l'hypothèse centrale de la recherche. Les interventions repérées au niveau intermédiaire micro-régional mettent en oeuvre :

- des relations entre les activités appartenant aux divers secteurs de la vie micro-régionale.

- des relations entre des actions institutionnalisées d'organismes territoriaux, professionnels, culturels, etc...

- des relations entre les éléments constitutifs de l'identification de la population à la "micro-région" comme acteur de transformation. L'identification et l'efficacité du pouvoir micro-régional né de ces interventions résultent du renforcement mutuel des articulations à l'intérieur de chacun et entre ces trois types de relations.

La vérification de cette hypothèse implique un dispositif d'information destiné à examiner les correspondances postulées pour l'existence de cette influence et les relations effectivement observées dans chaque cas.

<p><u>modèle invariant</u> : renforcement mutuel de :</p> <div style="text-align: center;"> <pre> graph TD     A[structuration des activités] --&gt; B[structuration des actions]     B --&gt; A     A --&gt; C[structuration de l'identification]     C --&gt; A     B --&gt; C     C --&gt; B           </pre> </div>	<p><u>modalités variables</u> (observées) de l'évolution dans chacun des ensembles et à leurs articulations :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- évolution et projections d'activités</li> <li>- évolution et projections d'actions</li> <li>- évolution de projections d'identité</li> </ul>
---	---

Afin de recueillir les informations relatives aux évolutions dans chacun des trois ensembles et de repérer leurs articulations, il est proposé un tableau à double entrée, comportant de gauche à droite :

- une zone "situation et transformations observées", sans frontière nette (pointillé sur le schéma), où l'on dispose vers la droite la restructuration d'activités, d'actions et de représentations de l'identité locale.

- une zone "protection"; nettement séparée, car de principe différent ce qui y est noté ne résulte pas directement d'observations, mais d'évaluations sur les effets à moyen ou plus long terme du jeu des forces et des pouvoirs repérés, compte tenu des jugements formulés par les auteurs des études.

Dans la partie droite de la zone "protection", est figuré un schéma très simplifié du système des relations successives entre "activités", "actions institutionnalisées" et "identification", qui paraît caractériser le "déroulement" des articulations pour le cas en question.

Les flèches qui figurent sur le schéma désignent toutes sortes d'articulations, à ne pas interpréter comme des causalités ; de même les numéros notés rappellent un ordre chronologique et non de causalité. L'état actuel des informations recueillies et de la problématique ne permet pas d'aller au-delà d'un repérage de correspondances ni d'établir une pondération rigoureuse.

	SITUATION ET TRANSFORMATIONS OBS.	PROJECTION	TYPE CAS
Activités économiques	- Processus de structurations d'activités Articulations activités		Activités
Actions institutionnalisées	- Processus de structurations, d'actions Articulations actions	Articulations Activités Identité	Institutions
Projection d'identité locale	- Processus de structuration d'identité locale		Identité

### 392 - Application aux différents cas

En rappelant que cette méthode d'analyse fera l'objet d'approfondissements ultérieurs, on trouvera ci-après, à titre d'ébauches, des tableaux d'application de cette analyse à chacun des cas.

#### La Haute Maurienne

##### 1. Evolution et transformation des activités économiques

De toutes les activités citées (agriculture de montagne, commerces et artisanats, transports, industries, utilisant la force hydro-électrique, tourisme), deux sont présentées comme en voie d'organisation ou de réorganisation :

- agriculture spécialisée (élevage-lait-fromage), sous conditions d'aménagements fonciers, investissements en bâtiments, organisation de la commercialisation.
- tourisme d'hiver (Hotellerie, métiers de la neige), sous conditions d'aménagements et d'investissements.

Parmi les sources de financement des investissements nécessaires, les redevances EDF aux communes ont une place importante.

Il existe plusieurs liaisons entre ces deux types d'activités, qui justifient une projection de renforcement mutuel : double activité compatible avec l'organisation de travail des agriculteurs ; maîtrise du foncier nécessaire aux aménagements ; rôle des communes comme points de passage des financements ; mais en même temps le "contre modèle" de l'aménagement touristique Tarentais, avec pression de capitaux extérieurs retirant leurs pouvoirs aux agents locaux, exerce des forces centrifuges qui peuvent faire basculer les rapports agriculteurs-entrepreneurs touristiques.

## 2. Actions institutionnalisées

a) deux institutions ont structuré leurs actions en relation directe avec les activités économiques en voie de réorganisation :

- la SICA en ce qui concerne la coordination des moyens nécessaires à l'activité agricole spécialisée (restructuration foncière, regroupement des bâtiments, commercialisation)

- le syndicat de Valcenis en ce qui concerne l'activité tourisme d'hiver (combinaison du domaine skiable, des équipements d'accueil et des sources de financement).

Leur naissance, la forme qu'elles ont prise et l'orientation de leurs actions paraissent donc à la fois effet et cause de la réorganisation des activités économiques projetées comme "viables" ; et en même temps comme ces activités sont elles-mêmes liées, il y a renforcement mutuel et alliance sans qu'une "super-institution" apparaisse nécessaire, du moins tant que les forces centrifuges déjà notées ne sont pas dominantes, il y a eu zone d'intérêts communs, donc alliance, en matière d'aménagement et d'investissements.

b) Deux autres institutions sont moins directement liées aux activités économiques, mais leurs actions évoluent progressivement vers une liaison plus stricte avec celles qui les réalisent :

- le Parc, d'une part comme fournisseur d'emplois et d'autre part comme fournisseur d'activités pour les touristes (principalement touristes d'été) ;

- l'Association d'animation, d'une part comme fournisseur d'activités pour les touristes et d'autre part comme agent facilitateur de la création d'une "image de marque" (qui peut jouer ici comme force centripète face au "contre modèle" des stations de type "capitaliste").

Projection des activités et projection des actions institutionnalisées s'ajustent donc mutuellement, et semble-t-il se renforcent ; le couple Parc-animation jouant dans l'espace des "institutions" un rôle compensateur de la logique de la rentabilité des investissements dans l'espace des activités économiques.

## 3. Projections d'identités locales

A partir d'identités de type "commune-élan" présentées comme "juxtaposées" paraît émerger une identité élargie à la "Haute Maurienne", avec deux pôles de force expliquant sa configuration :

- négatif : double opposition avec la Basse Maurienne (industrialisée et polluée) et avec la Haute Tarentaise (également industrialisée et polluée par un "tourisme capitaliste") ;

.../...

- positif : les réorganisations d'activité agriculture-tourisme permettent de projeter une image d'"harmonie avec la nature" et de "continuité d'aménagement de leur espace par ceux qui l'occupent"(qui compense efficacement le fait que cet aménagement n'a rien de "naturel" et est réalisé pour "d'autres").

Or l'évolution des actions des institutions "animation" et "parc" (liée comme on l'a vu aux activités économiques) participe à cette transformation, en passant en quelque sorte d'une identification intra-vertie (tournée vers soi-même, type "clan") à une identification extra-vertie (tournée vers l'extérieur, type "station"). Il y a de ce fait renforcement de la projection d'identité et ses activités économiques, puisque la diffusion de cette image est une condition de réussite des activités projetées (tourisme fournissant des emplois impliquant une clientèle).

Le cas "Haute Maurienne" semble donc bien correspondre à l'hypothèse selon laquelle lorsqu'elles peuvent s'ajuster mutuellement (ce qui dépend à la fois des caractéristiques "propres" à la région et de ses relations avec l'extérieur), l'évolution des activités, les actions institutionnalisées et les projections d'identités concourent à l'émergence d'un certain pouvoir "local", c'est-à-dire d'un pouvoir des habitants d'une petite région sur la réorganisation de leurs conditions de production et d'existence.

Pour les raisons notées, ce "pouvoir" apparaît ici sans que soit nécessaire une institution coordinatrice, leurs relations et leurs intérêts communs suffisant à ce que les forces "centripètes" équilibrent les forces centrifuges. Mais ce n'est évidemment qu'un pouvoir relatif au cours d'un processus de transformation en cours, la principale "menace" étant évidemment constituée par la pression des capitaux extérieurs qui en provoquant le développement touristique selon une logique proprement capitaliste, détruirait sa liaison avec l'activité agricole. Il n'est donc pas du tout exclu qu'un renforcement institutionnel soit à un moment de cette évolution la condition de continuité d'une maîtrise au moins relative de processus par des agents locaux.

### 393 - Essai de pondération de l'emprise micro-régionale

Le recours à l'analyse formelle de l'influence micro-régionale déjà présentée et rappelée par les divers tableaux offre des éléments provisoires de comparaison entre les diverses expériences. Une quantification encore sommaire et expérimentale, ne retenant que 3 positions par critère, dégage la typologie suivante (cf. schéma p. 50)

- |                                   |   |   |
|-----------------------------------|---|---|
| I. Structuration<br>des activités | { | (1) Projection dominante structurée : Ancenis, Haute Maurienne                        |
|                                   |   | (2) Interactions à effets de transformation sans pôle dominant : Mené, Ploudalmézeau. |
|                                   |   | (3) coexistence d'activités séparées: Forez, Nivernais, Fe<br>nouillèdes.             |

2. Articulation activités actions institutionnalisées	<ul style="list-style-type: none"> <li>(1) Renforcement mutuel</li> <li>(2) Diversification à effets de transformation des activités</li> <li>(3) Juxtaposition sans effet de transformation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>: Ancenis, Maurienne.</li> <li>: Mené, Ploudalmézeau</li> <li>: Forez, Nivernais Fenouillèdes.</li> </ul>
3. Structuration des actions	<ul style="list-style-type: none"> <li>(1) Institution dominante</li> <li>(2) Absence de structuration</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>: Maurienne, Ancenis, Mené, Ploudalmézeau.</li> <li>: Nivernais, Forez, Fenouillèdes.</li> </ul>
4. Articulations actions identité	<ul style="list-style-type: none"> <li>(1) Unipolaire - territoriale</li> <li>(2) Multipolaire territoire/classes</li> <li>(3) Sans relation explicitée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>: Maurienne, Fenouillèdes</li> <li>: Ploudalmézeau, Mené, Forez.</li> <li>: Ancenis, Nivernais.</li> </ul>
5. Structuration d'une identité locale	<ul style="list-style-type: none"> <li>(1) Présente</li> <li>(2) Absente</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>: Mené, Maurienne, Fenouillèdes, Ploudalmézeau.</li> <li>: Forez, Nivernais, Ancenis.</li> </ul>
6. Articulation identité activité	<ul style="list-style-type: none"> <li>(1) Renforcement</li> <li>(2) Interactions transformantes</li> <li>(3) Sans relation opérante</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>: Maurienne, Fenouillèdes</li> <li>: Mené, Ploudalmézeau.</li> <li>: Forez, Nivernais, Ancenis.</li> </ul>

Ce premier essai de quantification encore sommaire permet cependant de classer en 3 catégories les 7 expériences retenues, selon leur degré de conformité (minimum de points) au modèle postulé d'émergence d'un pouvoir local :

- 1- forte émergence : Haute Maurienne (6)
- 2- moyenne émergence : Mené (10), Ploudalmézeau (10)  
Ancenis (11), Fenouillèdes (12)
- 3- Faible émergence : Monts du Forez (15), Haut Nivernais (16)

C'est sans doute par le croisement de cette analyse théorique, plus sensible aux grands facteurs de la vie économique et sociale environnante, et de l'analyse empirique à approfondir, plus sensible aux forces et facteurs internes, que l'action micro-régionale révélera sa nature et sa portée.

SITUATION ET TRANSFORMATIONS OBSERVEES

PROJECTIONS TYPE

HAUTE MAURIENNE

Activités Economiques

Agriculture/montagne

Industries Hydro-électriques

Transports-Tourisme

Restructurations compatibles avec la double activité

Déplacement vers pôle plus à l'Ouest ?

Equipements et activités touristiques (logt, restaurants)

Actions Institutionnelles

Communes

SICA

VALCENIS

ASSOCIATION D'ANIMATION

Parc Vanvoies

Structuration des actions

Structuration des éléments de l'activité touristique

Structuration de l'image de marque "Tourisme Maurienne"

- Foncier
- Bâtiment
- Commercialisation

- Hébergement
- Equipements
- Services

Projections d'identité locale

Communes Classé

(Basse Vallée industrialisée)

Actions diversifiées à base d'expressions de "besoins locaux"

(Val d'Isère "industrialisé")

Actions restructurées par le développement des activités

Structuration d'identité extravertie liée au complexe touristique (image de marque)

INVESTISSEURS

INVESTISSEURS

AMENAGEURS

Agriculture à temps partiel

Activité Touristique

Maîtrise Foncier et Capitaux

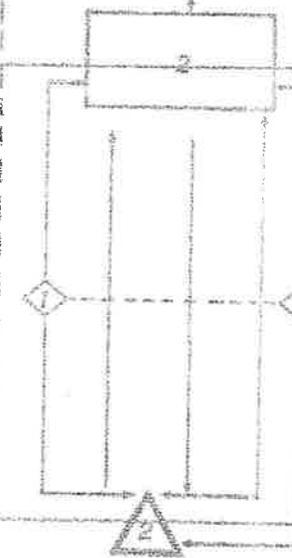
Clientèle

Forces Centripètes

Forces Centrifuges

Pression "Capitaux Extérieurs"

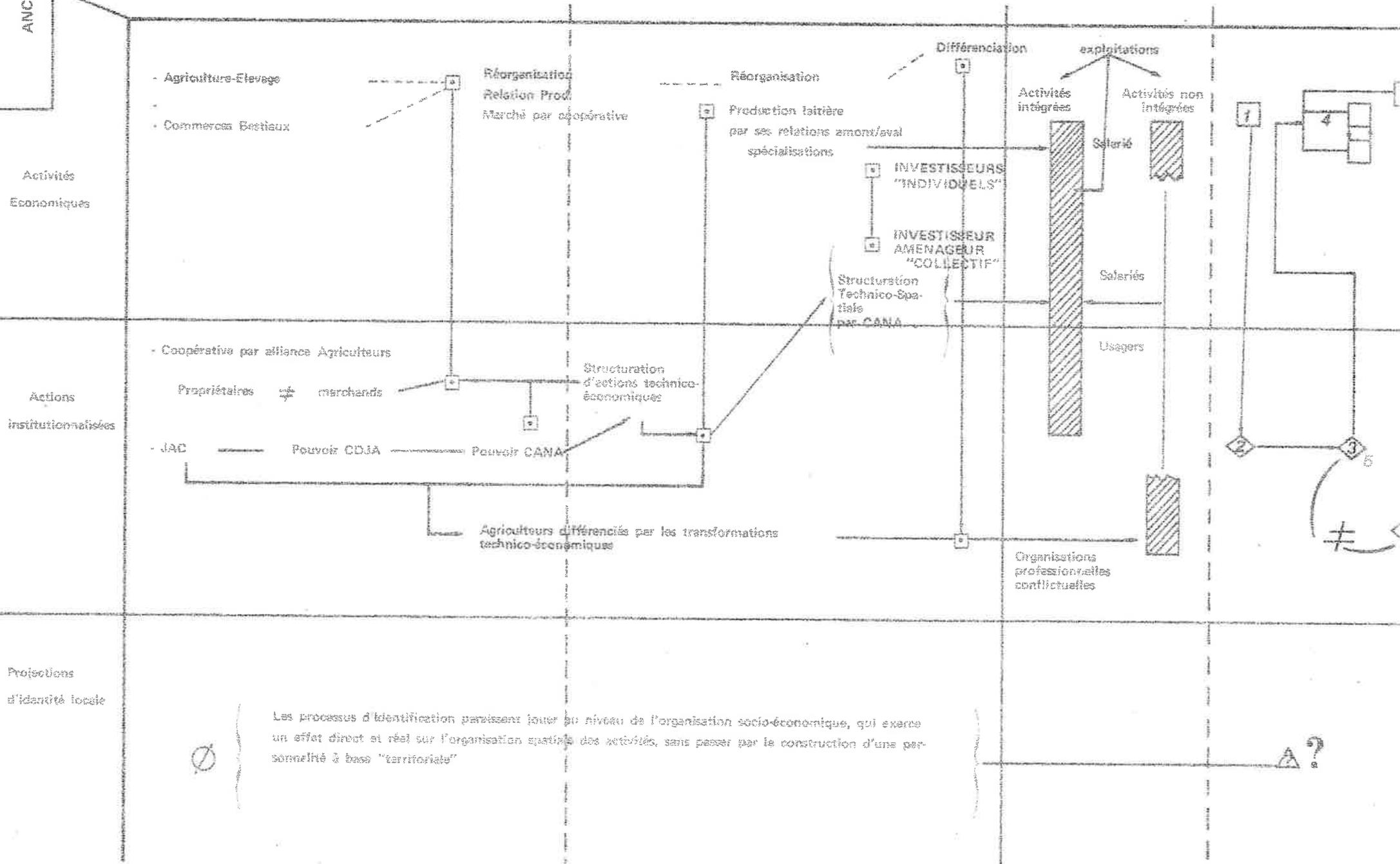
Contrôle Capitaux "Intérieurs"



ANCENIS

SITUATION ET TRANSFORMATIONS OBSERVEES

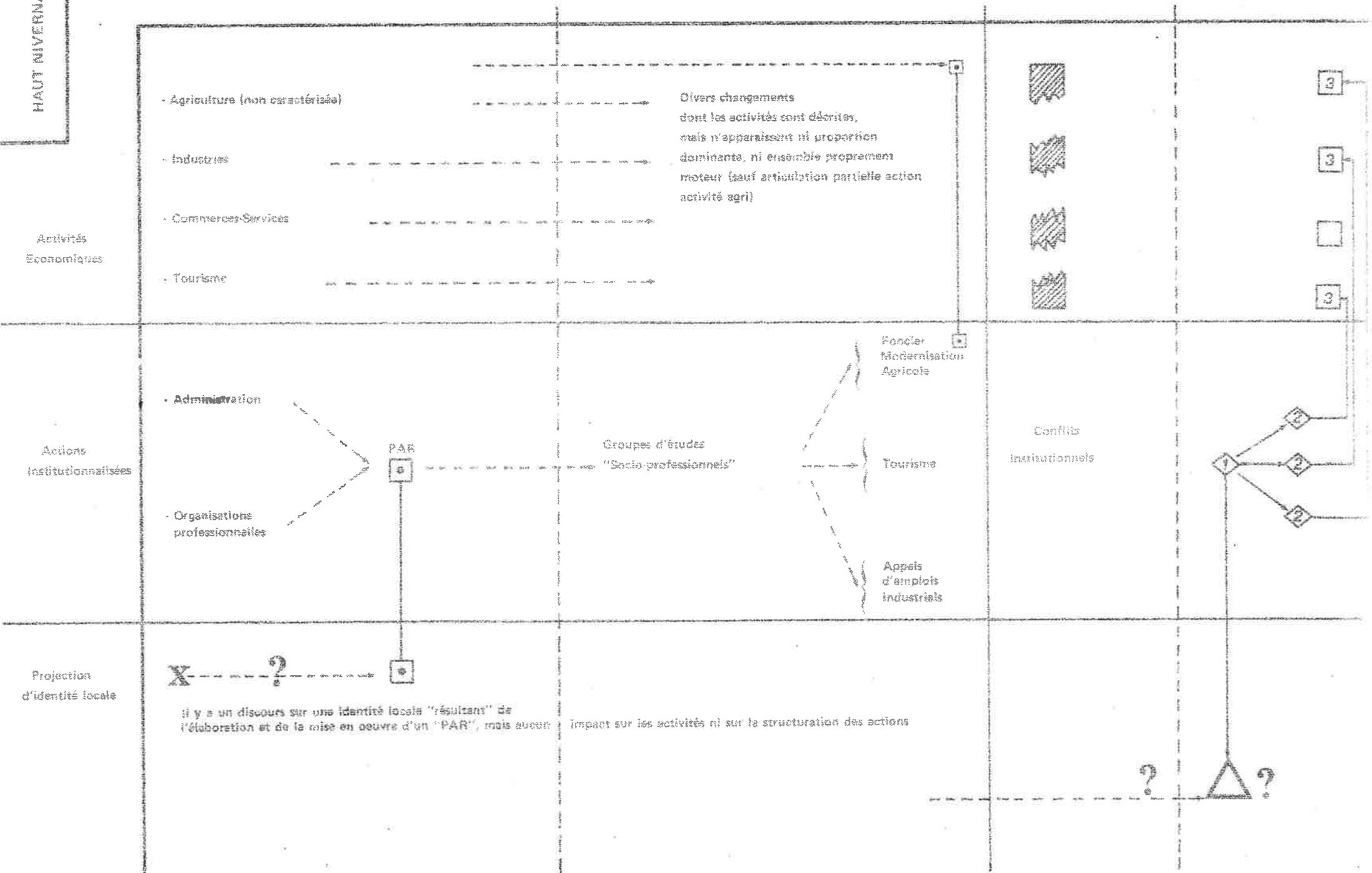
PROJECTIONS



SITUATION ET TRANSFORMATIONS OBSERVEES

PROJECTIONS

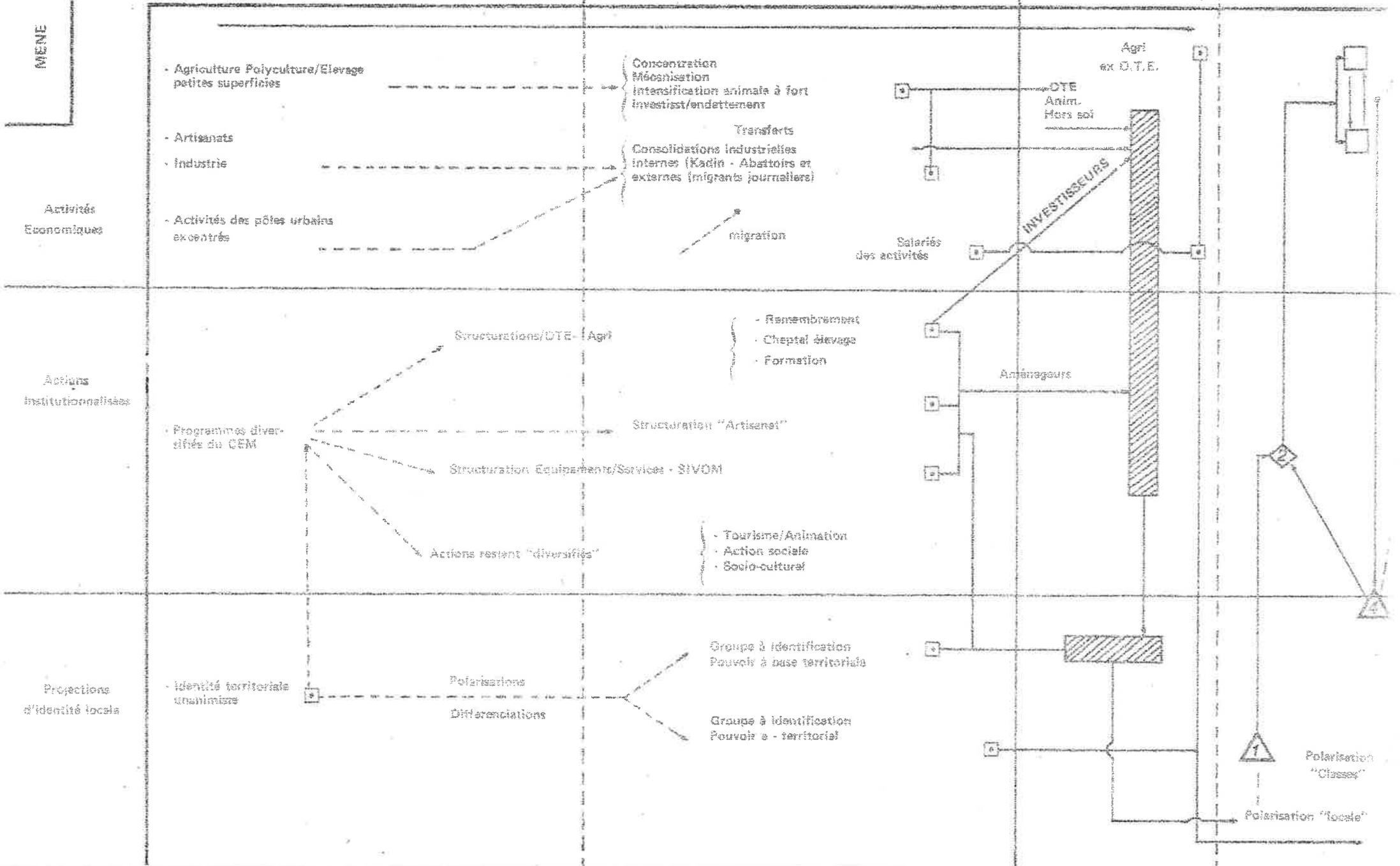
HAUT NIVERNAIS



SITUATION ET TRANSFORMATIONS OBSERVEES

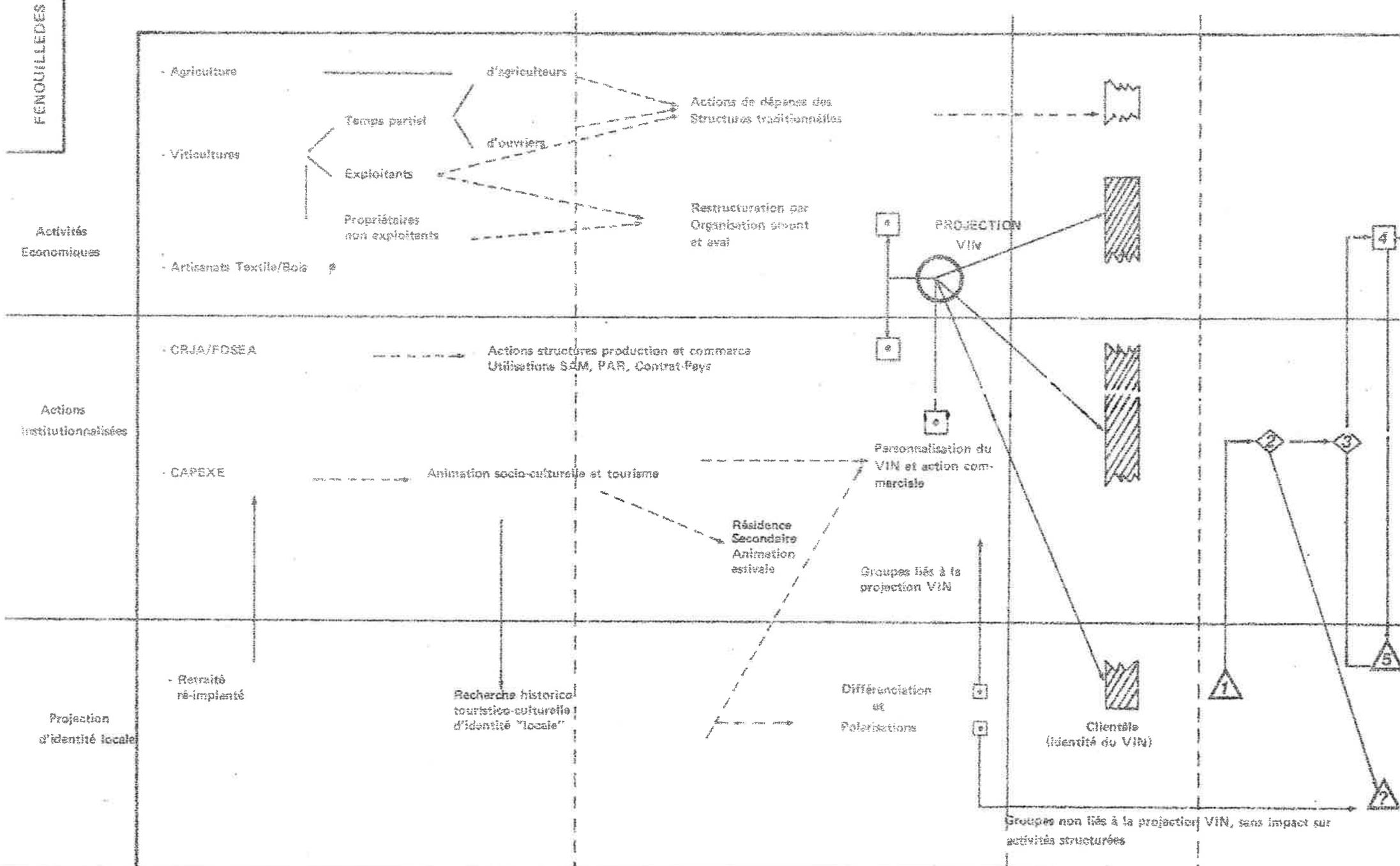
PROJECTIONS TYPE

MENE



SITUATION ET TRANSFORMATIONS OBSERVEES

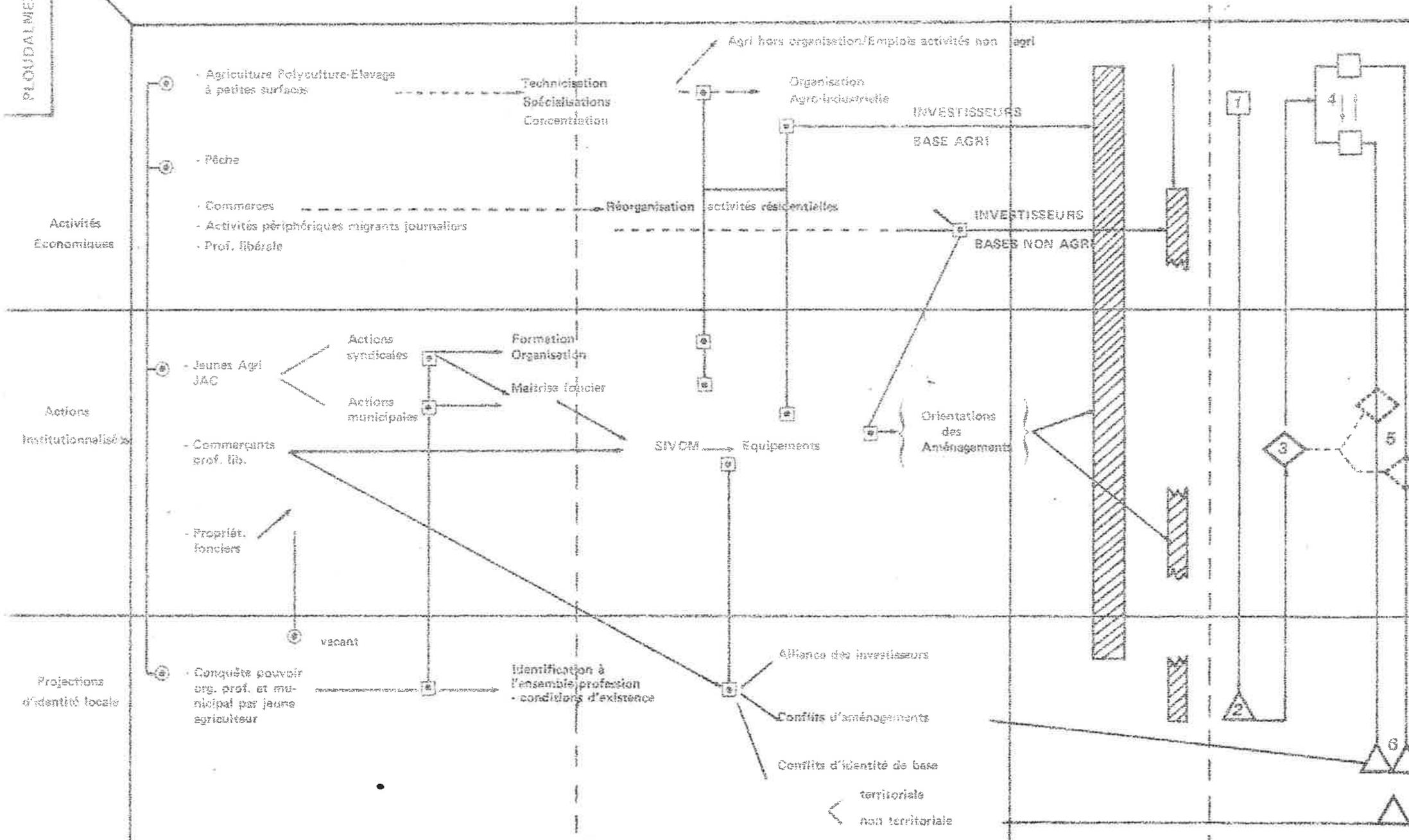
PROJECTIONS TYPE



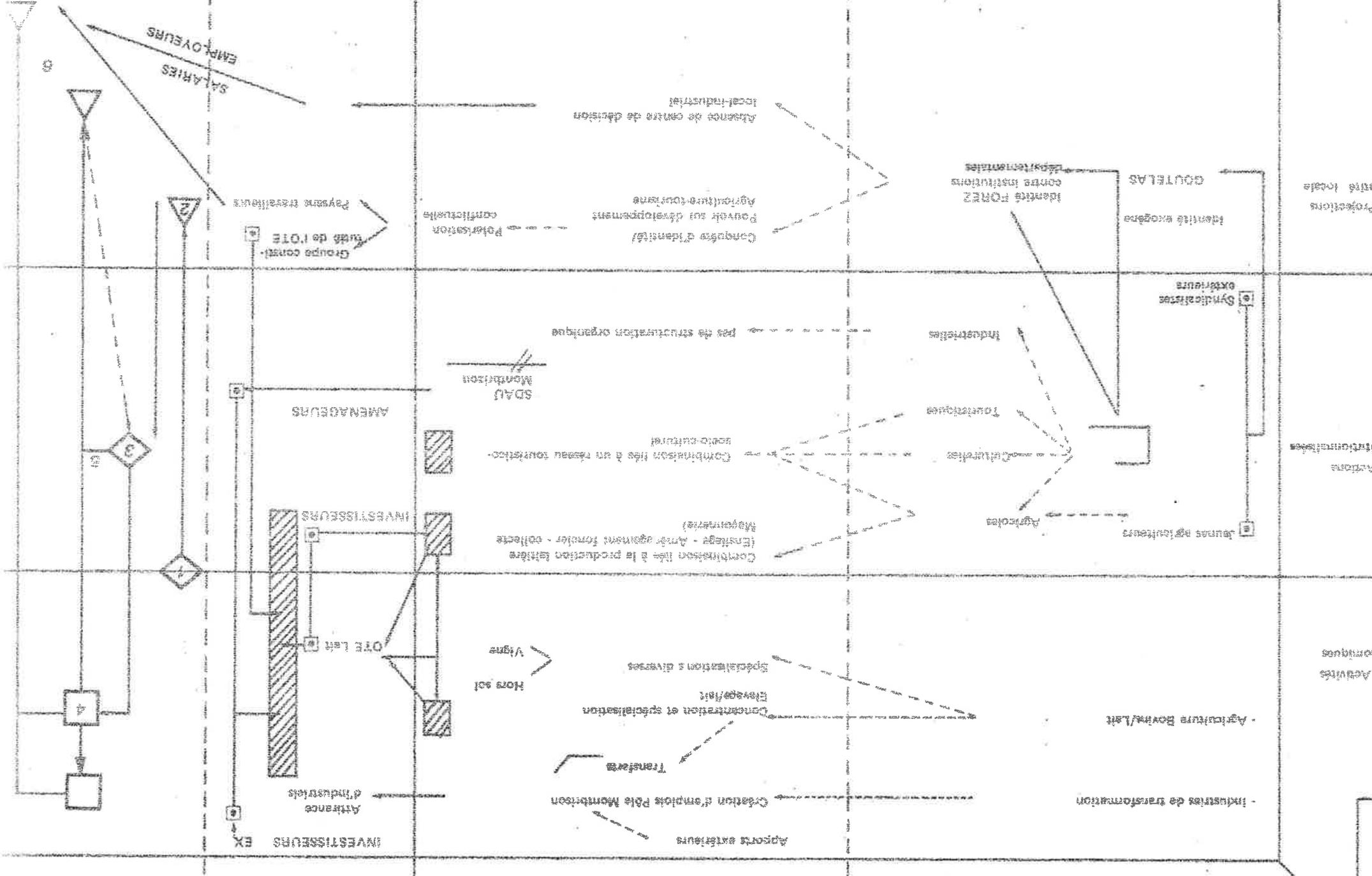
PLOUDALMEZEAU

SITUATION ET TRANSFORMATIONS OBSERVEES

PROJECTIONS TYPE



SITUATION ET TRANSFORMATIONS OBSERVEES



PROJECTIONS TYPE

#### IV - ASPECTS INSTITUTIONNELS DU DEVELOPPEMENT MICRO-REGIONAL

La dynamique du développement des petites régions étudiées fait donc apparaître à ce niveau intermédiaire des forces et des objectifs nouveaux, qui infléchissent partiellement l'évolution résultant du jeu des forces dominantes du système socio-économique français. Ces pouvoirs ainsi fondés se consolident dans des institutions, tendent à s'insérer dans le dispositif institutionnel et à en renouveler la pratique. L'expérience démontre que le mouvement de développement micro-régional, même fortement animé et enraciné, devient vite flambée sans lendemain s'il n'accepte pas l'épreuve de l'institutionnalisation. A côté de tant de structures lourdes et sclérosantes, une diversité et un jaillissement institutionnels sont signes de santé et de vitalité sociales : l'organisation est aussi un moyen d'action pour les groupes locaux qui veulent atteindre certains objectifs et la formation à la pratique institutionnelle l'un des dimensions de l'animation du développement.

Pour introduire une prochaine recherche sur l'usage des pouvoirs locaux et des institutions micro-régionales, on soulèvera déjà quelques questions essentielles :

- Quel support institutionnel emprunte l'influence micro-régionale ?
- Comment ce jeu d'influences nouvelles s'insère-t-il dans le dispositif institutionnel ?
- En quoi renouvelle-t-il la pratique institutionnelle ?

#### 41 - LE SUPPORT INSTITUTIONNEL

Le mouvement micro-régional emprunte largement dans la diversité de la panoplie du phénomène associatif et de l'appareil juridique à sa disposition.

##### 411 - Les partenaires institutionnels locaux

Dans les expériences étudiées, on rencontre partout, en des combinaisons variées, les trois grandes familles d'institutions locales, avec leurs caractéristiques, leurs avantages et inconvénients, avec lesquels les acteurs doivent jongler pour parvenir à leurs objectifs.

4111 - Les associations de personnes physiques ou morales, selon la loi de 1901, que l'on trouve dans la plupart des cas, se caractérisent par leur grande souplesse ; elles facilitent le jaillissement d'idées et d'initiatives, la diffusion de la formation et de l'information, l'émergence de responsables et de réseaux d'animation ; mais elles manquent de moyens pour la réalisation de leurs objectifs.

4112 - Les collectivités locales (communes, syndicats intercommunaux) se caractérisent par leur légitimité, leur sécurité, leur capacité d'investir ; elles permettent la mise en place d'équipements, la gestion du quotidien et souvent un fonctionnement démocratique de base ; mais elles sont limitées par la tutelle de l'administration, par leur composition exclusive d'élus attentifs aux arguments électoraux.

4113 - Les organisations économiques (groupements de producteurs, coopératives, SICA) ont pour elles la capacité d'investir, de procurer des emplois et des revenus ; elles peuvent maîtriser la vie économique d'une région, mais elles sont prisonnières des contraintes que leur impose le système socio-économique, en opposition avec les aspirations de leurs membres.

Le mouvement micro-régional tente de se frayer un chemin, de faire reconnaître l'originalité de son inspiration dans cet ensemble étroitement imbriqué d'associations, de collectivités et d'organisations économiques, usant des avantages des uns, limitant la pesanteur des autres, tirant le maximum de profit de cette gamme d'expressions du phénomène associatif local, base de tout développement. Une analyse micro-sociologique plus fine serait nécessaire pour mesurer l'importance de ces racines locales.

#### 412 - Les formes d'institutions micro-régionales

L'influence micro-régionale emprunte aussi plusieurs combinaisons organisationnelles et modalités juridiques :

- Une institution unique qui noue des alliances avec des organisations qu'elle n'a pas suscitées et qu'elle ne contrôle pas totalement. Ainsi, en Fenouillèdes, le CAPEXE est actuellement la seule institution qui consolide son influence en collaborant avec des associations culturelles et sportives locales, avec les organisations économiques en place, avec les collectivités locales. A Ancenis, la CANA s'impose comme la grande organisation économique, intéressée au maintien du CRDA qui relève d'instances départementales. Dans le Haut Nivernais, le syndicat mixte garantit le pouvoir des élus et n'a créé une commission consultative que pour mieux limiter la participation nécessaire des organisations professionnelles jugées trop envahissantes.

- Une institution centrale qui s'entoure de satellites plus ou moins autonomes. Le SIVOM de Ploudalmézeau est le maître d'oeuvre du développement de son canton, mais il a provoqué la naissance d'une association culturelle qu'il contrôle et encouragé les professions à s'organiser. Le comité d'expansion du Mené est la structure d'animation, de proposition et de rencontre, d'où émanent les 2 SIVOM, l'Association des Artisans et Commerçants, l'Association Culturelle, toutes structures plus ou moins autonomes rejoignant les objectifs du CEM. Dans le Forez, le GIRAF est le centre d'initiative et de coordination d'où jaillissent les organisations de base à mesure qu'une réponse est trouvée à un besoin : groupements et syndicats de producteurs, CUMA d'ensilage, de maçonnerie, d'aménagement, SICA GIE, Société D'Economie Mixte...

- Pas d'institution centrale - En Haute Maurienne, aucune institution ne peut prétendre coordonner l'ensemble des initiatives ; l'individualisme communal et l'égalitarisme de la vallée ne le permettraient pas. Le district a des attributions réduites ; l'Association d'Animation n'a pu réaliser ses vastes ambitions ; la SICA demeure agricole ; le Syndicat de Valcenis doit freiner ses entreprises pour ne pas liguier la Haute Maurienne contre lui.

La configuration institutionnelle choisie dépend donc avant tout du système social, de l'équilibre des forces à un moment donné et aussi du mode d'action privilégié ; la dynamique du développement ne s'accomode guère de cadres rigides et de démarches uniformes ; elle est aussi souple que créative.

Ces institutions n'hésitent pas à puiser dans la variété des statuts juridiques : l'organisme central est le plus souvent une association privée selon la loi de 1901 (Mené, Fenouillèdes), parfois un syndicat intercommunal (Ploudalmézeau, Haut-Nivernais), à Ancenis une coopérative, dans le Forez un GIE. Tout dépend des objectifs poursuivis et des partenaires associés.

Une typologie sommaire distingue :

- Le fond institutionnel : communes, organisations professionnelles, associations volontaires.
- Les institutions "parachutées", imposées de l'extérieur.
- Les institutions que la petite région secrète elle-même.

Certaines institutions provoquent le mouvement, suscitent les initiatives, coordonnent les efforts et confient la plupart des réalisations aux organisations qu'elles animent : ainsi, le Comité du Mené, le GIRAF ; d'autres gèrent elles-mêmes les activités qu'elles promeuvent : ainsi, la CANA, le SIVOM de Ploudalmézeau.

A l'exception de la Haute Maurienne qui dispose encore d'une cohérence des comportements suffisante pour garantir son fonctionnement, l'action d'un organisme de coordination et de promotion semble nécessaire pour assurer l'originalité et la pérennité de l'effort entrepris ; quand cet organisme animateur disparaît, ou s'étiôle, les actions sectorielles et les pouvoirs habituels imposent rapidement leurs démarches cloisonnées. Si un modèle standard n'est ni possible ni souhaitable, on voit se dessiner une double structuration du mouvement, en tension constante :

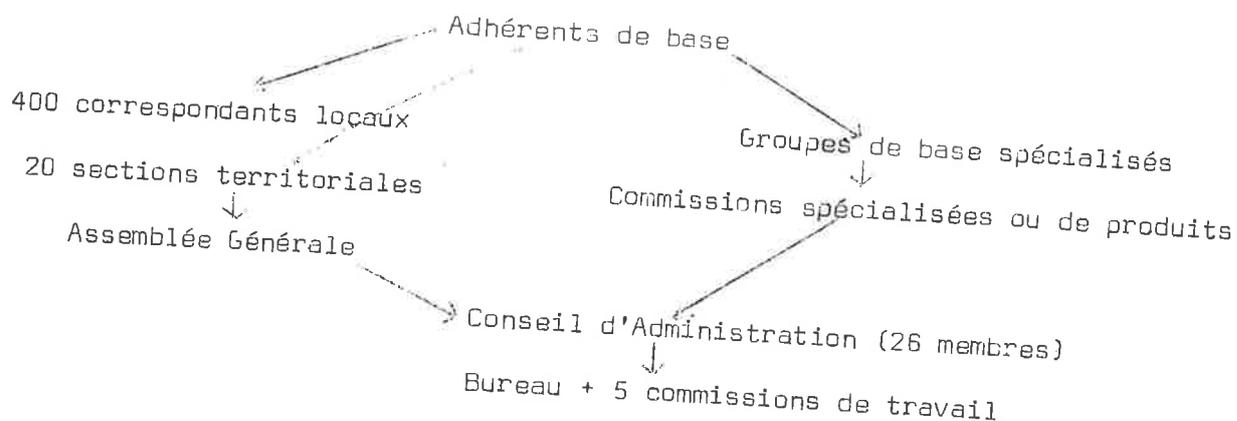
- Un organisme de promotion, d'étude, d'animation et de coordination pour l'ensemble des secteurs d'activité et domaines de la vie collective.
- Une ou plusieurs structures de réalisation des équipements qui émanent des collectivités et des organisations économiques.

#### 413 - La composition et le fonctionnement de ces institutions

Deux catégories dominantes apparaissent dans les Conseils d'Administration de l'institution centrale et de ses filiales : les élus locaux, les agriculteurs. Les délégués communaux détiennent la totalité ou la majorité des sièges dans les syndicats intercommunaux (Ploudalmézeau, Haut Nivernais, Haute Maurienne, Mené) dans le CAPEXE : ils ont un rôle important dans les organisations de la Haute Maurienne et dans le Comité du Mené. Les représentants de l'agriculture ont la totalité ou la majorité des sièges dans les organisations agricoles (CANA, CRDA), dans les organismes du Forez et de la Haute Maurienne. A l'exception d'institutions exclusivement agricoles ou municipales, les représentants des communes et de l'agriculture se retrouvent dans toutes les structures micro-régionales ; s'y adjoignent souvent des représentants d'autres catégories socio-professionnelles rurales, plus rarement des citadins (GIRAF, CAPEXE).

La plupart des institutions ont une Assemblée générale annuelle, un Conseil d'Administration, un Bureau et plusieurs Commissions de travail plus ou moins actives. On manque de précision sur les modes de désignation, de contrôle, de renouvellement de ces représentants, sur la fréquence et la conduite des réunions.

Le fonctionnement de ces institutions est marqué par un souci d'allier l'efficacité et la participation démocratique. Pour y parvenir, le GIRAF peut se contenter d'une structure légère de coordination, car les responsabilités sont largement décentralisées. Il en va autrement d'un appareil aussi lourd et complexe que la CANA d'Ancenis, qui doit multiplier les rouages, doubler les structures statutaires par d'autres relais plus souples et différenciés pour associer ses 35.000 adhérents à la marche d'une entreprise ayant 750.000 millions de F. de chiffre d'affaires.



#### 414 - Les moyens de ces institutions

L'autonomie et la reconnaissance de l'influence micro-régionale dépendent en grande partie des moyens qu'elle se donne : personnel d'animation, moyens d'information, ressources financières.

#### 4141 - Le personnel de ces institutions micro-régionales

Il convient de distinguer les personnels qui assurent le fonctionnement des entreprises et services suscités ou animés par l'institution micro-régionale : salariés de la coopérative, de la station de ski, des CUMA, employés des SIVOM. On ne retiendra que le personnel qui est recruté pour des tâches d'animation, de proposition et d'information au niveau micro-régional. Plusieurs situations se présentent, certaines pouvant coexister dans le même organisme :

- Les animateurs sont les salariés de l'institution micro-régionale, sous sa seule responsabilité, soit de manière continue, soit durant les phases d'animation intensive. Ainsi, le canton de Ploudalmézeau emploie un animateur au SIVOM et un autre à l'association culturelle ; le GIRAC a un animateur permanent ; le Haut Nivernais a eu un animateur depuis la fin du PAR ; le Mené a eu de un à trois animateurs permanents selon les années. A cette catégorie, peuvent être assimilés les animateurs coopératifs que la CANA engage depuis 1973 dans les secteurs territoriaux.

- Les animateurs sont détachés d'une autre organisation, mais consacrent une part importante de leur travail à l'animation de la structure micro-régionale dont-ils dépendent. Ainsi, les techniciens et techniciennes des Groupements de vulgarisation, CRDA de Haut Nivernais, de la Haute Maurienne, de Ploudalmézeau, d'Ancenis, du Forez : ils sont salariés du SUAD, de la Chambre d'Agriculture, mis à la disposition de la structure micro-régionale. La Haute Maurienne a bénéficié, durant la phase d'animation, de l'aide d'un urbaniste financé par l'Etat puis par les collectivités locales ; le Haut Nivernais de l'appui d'animateurs-experts de l'ARER de Bourgogne ; au Mené, une animatrice sociale a été détachée par la MSA départementale ; en Fenouillèdes, l'animateur relève de l'association Education et Vie Sociale de Pa is.

- Les animateurs relèvent d'autres instances mais interviennent fréquemment sur la zone, en collaboration avec l'institution micro-régionale. Ainsi, dans le Mené, les animateurs du Comité d'Expansion départemental, des Chambres des Métiers et de Commerce, les techniciens de la DDA, de la DDE notamment à l'occasion d'un PAR, les animateurs de la SEMENF à Ploudalmézeau, etc...

#### 4142 - Les moyens d'information

Le contrôle de l'information est indispensable en amont et en aval de la structure micro-régionale : être bien relié aux sources du savoir et du pouvoir, capter en temps opportun les renseignements appropriés, diffuser l'information descendante, faire remonter et traiter l'information ascendante. Des bulletins locaux ou micro-régionaux existent dans plusieurs expériences (Mené, Ancenis, Ploudalmézeau notamment) ; mais il conviendrait de mieux connaître les réseaux et mécanismes d'information, système nerveux de ces actions.

#### 4143 - Les moyens financiers

Le budget d'une institution micro-régionale, la part effectivement consacrée aux tâches d'animation, de coordination, d'information, sont des critères de vitalité de la structure, comme la provenance de ces ressources indique son degré d'autonomie. Ces moyens financiers proviennent :

- des ressources locales : cotisations des municipalités, des organismes membres, produits des activités et services rendus.
- des aides de l'échelon départemental : Conseil Général, Chambres consulaires, M.S.A., C.A.F.
- de contrats d'études, subventions et aides diverses de l'Etat, dont une part importante transite par la Rénovation Rurale, provenant notamment du FIC (CAPEXE, Mené), du FAR, du FIANE, etc...

La part de ces moyens qui provient des collectivités locales et la diversification de ces sources déterminent assez bien l'autonomie effective de l'institution. Ainsi, sur un budget de 429.0000 F en 1975, le CAPEXE reçoit :

- 190.000 F des Ministères, dont 140.000 F par le FIC
- 190.000 F des collectivités, dont 100.000 F des communes
- 49.000 F des cotisations et produits d'activité.

Le Comité du Mené reçoit en 1975 :

- 50.000 F des communes (2,50 par habitant et par an, 2 F en 1966)
- 20.000 F du Conseil Général
- 65.000 F des Ministères de l'Agriculture, de la Qualité de la Vie, du Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports, sous forme de contrats d'étude.

A cela, s'ajoutent certaines années, des subventions ponctuelles du FIC, de la Rénovation Rurale. Si cette recherche de financement garantit l'autonomie, enrichit les démarches, élargit les collaborations, elle accapare une grande partie des énergies des animateurs et des responsables, crée une insécurité permanente, rend difficile l'élaboration d'une politique pluri-annuelle. Combien d'actions n'ont eu d'autre objet que de justifier l'octroi d'une subvention, de venir en aide à un budget toujours précaire !

#### 42 - L'INSERTION INSTITUTIONNELLE

Le nouveau venu doit se faire reconnaître et accepter, trouver sa place dans un maillage institutionnel déjà dense. Cela oblige la structure micro-régionale à tisser un réseau de relations souvent très variées (Cf. en annexe une représentation des relations du Comité du Mené), où l'on peut distinguer les relations de ces structures intermédiaires :

- En amont, avec les structures locales
- En aval, avec les structures départementales, régionales et nationales.

#### 421 - Structures micro-régionales et municipalités

La commune n'a sans doute plus, en général, le poids démographique et financier suffisant pour financer les équipements nécessaires à la vie courante ; elle demeure cependant le niveau nécessaire pour la gestion du quotidien, le palier de départ qu'aucune institution ou initiatives de développement micro-régional ne peut ignorer. On a déjà dit la place importante, souvent majoritaire, parfois exclusive occupée par les représentants des communes dans les conseils d'administration de l'institution micro-régionale. Le plus souvent, les élus locaux ont repris le contrôle d'un mouvement qui était né en dehors d'eux (Mené, Fenouillettes) sinon contre la majorité d'entre eux (Haut-Nivernais) ; ils ont accepté que la structure s'ouvre à des représentants professionnels, à des associations volontaires, crée des commissions de travail ; mais cette influence parallèle ne doit pas empiéter sur leurs attributions : "Toutes les idées sont bonnes à prendre, d'où qu'elles viennent, mais des groupes non élus ne peuvent engager les finances communales... ; il convient que les élus puissent décider séparément et souverainement".

L'emprise de la structure micro-régionale sur les municipalités est très variable. A Ploudalmézeau où elle est la plus forte, le SIVOM veille attentivement à ne pas se substituer aux communes, malgré l'importance de ses moyens : il n'intervient qu'à la demande et pour le compte des communes, ne finance que 20 à 30 % des investissements décidés en commun, ne recouvre les centimes syndicaux qu'après vote des conseils municipaux. Un peu partout, en Haut Nivernais, dans le Mené, à Ploudalmézeau, le syndicat intercommunal apparaît sollicité par les communes les plus importantes ou les plus entreprenantes, doit trouver des mesures correctives pour réduire ce glissement partout esquissé. Le syndicat intercommunal, l'organisme micro-régional est-il l'association des petites communes pour lutter contre la domination des grosses communes, ou un moyen de concentration, de constitution de centres ruraux ou une restructuration de la vie collective ? Une analyse approfondie manifesterait cette ambiguïté. On verra ci-après en quoi le courant micro-régional renouvelle la pratique des municipalités.

#### 422 - Structure micro-régionale et groupements locaux organisés

Les relations entre l'institution centrale et les groupements locaux organisés varient évidemment selon la nature de l'institution, ses origines et ses objectifs, selon le poids de ces groupements dans la vie économique, sociale et politique locale. On a déjà souligné le rôle souvent déterminant joué par les organisations agricoles dans la constitution de ces structures micro-régionales, en passant de l'animation technique au développement économique et à l'aménagement de la région. A Ancenis, une inspiration syndicale commune a longtemps relié l'action économique de la CANA et la volonté d'élargissement du CRDA ; mais les divisions syndicales actuelles, l'inévitable sélection des initiatives coopératives augmentent les divergences entre la CANA, capable d'encadrer la fraction modernisée de l'agriculture, de reprendre le découpage même du CRDA et ce CRDA sans autre appui important que l'échelon départemental.

Les organisations agricoles locales (syndicats, coopératives, caisses de crédit, mutualité, etc...) s'intègrent facilement dans les Commissions de travail et parfois dans les structures de décision de l'institution micro-régionale. Quand celle-ci est d'origine agricole (GIRAF, SICA de Haute Maurienne) ou que les agriculteurs y sont représentés (Ploudalmézeau, CAPEXE, Mené), tout dépend de l'intérêt qu'y portent les organismes agricoles et de la place que leur accordent les élus locaux. Quant aux organisations industrielles, elles sont le plus souvent absentes : est-ce désintéressement de leur part ou impuissance des forces locales à les saisir ?

La même analyse vaut pour les organisations sociales, culturelles, sportives. En Fenouillèdes, leur importance dans le CAPEXE est à la mesure des origines et des activités de celui-ci. On les retrouve à Ploudalmézeau où l'ensemble des associations familiales, culturelles, sportives participent au Comité de coordination de l'Union cantonale d'animation (ULAMIR), à égalité avec les représentants des collectivités locales :

- 14 représentants des associations culturelles, sportives, familiales.
- + 10 délégués des conseils municipaux (1 par commune) plus 4 délégués du SIVOM.
- Le Directeur départemental de la Jeunesse et des Sports.

Les forces culturelles participent aussi, de manière moins importante et précise, mais réelle, au fonctionnement du GIRAF, du Comité du Mené, de l'Association d'animation de Maurienne, à la fois dans les commissions de travail, les organisations familiales, parfois dans l'instance centrale.

Une articulation des municipalités, des organisations professionnelles, des groupements sociaux et culturels se dessine ainsi peu à peu au niveau micro-régional. Tantôt elle s'effectue autour d'une structure intercommunale, tantôt autour d'une structure agricole ou d'une action culturelle : elle aboutit parfois à un équilibre entre plusieurs organismes oeuvrant ensemble, rarement à une structure unique où les uns et les autres seraient représentés proportionnellement à leur influence respective. Cela débouchera-t-il sur une institution unique, ouverte aux élus et aux responsables professionnels comme le permet le syndicat mixte ? L'institution empruntera-t-elle le schéma régional, en distinguant un conseil des élus (type SIVOM) et un comité économique, social et culturel ? L'articulation entre les organisations agricoles et les structures territoriales entre l'économique, le culturel, le "global" demeure l'une des tensions permanentes du développement micro-régional et sans doute la condition principale pour l'émergence d'un réel pouvoir à ce niveau.

#### 423 - Structure micro-régionale et administrations départementales

Quelle que soit l'ouverture ou sa sphère de relations, la structure micro-régionale doit composer avec les rouages de l'administration départementale.

L'institution doit se couler dans le jeu complexe du "Préfet et ses notables". Les préfets appuient l'initiative qui a la caution des élus locaux : ainsi, à Ploudalmézeau, dans le Mené, en Fenouillèdes. Des raisons politiques peuvent l'amener à soutenir l'initiative contre la majorité (Haut Nivernais) ou à invoquer des arguments techniques pour imposer une structuration administrative (district de Haute Maurienne). La dimension globale, la complémentarité des interventions qu'exigent ces actions permettent au Préfet, et plus encore au sous-Préfet de se présenter comme les garants de la cohérence, du bien commun, face au cloisonnement des services et de leurs procédures ; les sous-préfets y accordent généralement un intérêt soutenu. Celui-ci peut aller jusqu'à un autoritarisme ombreux, comme à Clamecy, où un jeune sous-Préfet a voulu faire du PAR son affaire exclusive, dictant les conclusions de l'étude, monopolisant les relations avec les collectivités, contrôlant rigoureusement l'action de l'animateur ; il a voulu profiter du PAR pour affirmer sa fonction de synthèse, intermédiaire entre les élus défenseurs des intérêts locaux et les directives des services administratifs départementaux.

Parmi ces administrations départementales, la DDA joue par tout un rôle privilégié, puisqu'il s'agit le plus souvent d'aménagement rural. Elle intervient dans l'attribution, l'animation, l'approbation et l'exécution du PAR (Cf. ci-après) d'où son influence à Ploudalmézeau, en Haute Maurienne et surtout en Haut Nivernais. Elle intervient encore dans l'octroi de subventions, de contrats d'étude, dans l'attribution des travaux et équipements collectifs, faisant de la DDA le partenaire privilégié de la structure micro-régionale. Certains rapporteurs s'interrogent sur le rôle excessif ainsi dévolu à la DDA : pourquoi attribuer une fonction de synthèse à un service spécialisé ? Le rôle de la DDE est évidemment plus effacé en ces actions rurales. Si elles reflètent souvent les rivalités de services, l'expérience de la Haute-Maurienne, à un degré moindre celle de Ploudalmézeau, de Clamecy et du Mené, démontrent que les agents de ces administrations peuvent se passionner pour une oeuvre menée conjointement sur le terrain. Mais ces services restent avant tout respectueux de la situation économique, sociale et électorale, locale et des équilibres à conserver entre l'avancée de cette région et celle de l'ensemble du département. Quant au Conseil Général, son intérêt et sa participation dépendent de la place de la petite région dans l'échiquier départemental et de l'insertion de ses objectifs dans les préoccupations départementales : la collaboration va du soutien financier, sous forme de subventions annuelles d'importance variable, à l'aide technique constante qu'apporte par exemple le Comité d'Expansion des Côtes-du-Nord à l'expérience du Mené.

#### 424 - Structure micro-régionale et organisations professionnelles départementales

Alors que les organisations économiques (coopératives, crédits, etc...) se situent avant tout comme des entreprises dans le développement micro-régional, les organisations professionnelles à vocation générale jouent souvent un rôle déterminant dans ces courants, à la fois par leurs instances locales (Cf. groupements professionnels locaux) mais aussi par leur échelon départemental. Les Chambres d'Agriculture se retrouvent dans toutes les expériences avec tout l'éventail possible des attitudes, de la prise en charge permanente à l'opposition momentanée.

La Chambre d'Agriculture de la Nièvre a eu le rôle principal tout au long de l'expérience du Haut Nivernais. Ce sont ses techniciens et ses responsables qui ont choisi la région de Clamecy pour y appliquer la formule nouvelle de PAR. Avec l'appui d'un bureau d'étude agricole (ARER de Bourgogne) la Chambre d'Agriculture a conduit ou soutenu les différentes phases de l'étude-animation, associée la DDA et l'administration départementale à sa démarche. Cette prédominance, jointe à l'appartenance politique de certains responsables, a sans doute renforcé la confiance de nombreux élus locaux : aux instances professionnelles le contrôle de leur secteur, aux collectivités locales la responsabilité des équipements et des objectifs politiques. N'ayant pu se faire accepter par le syndicat mixte, la Chambre devrait se faire entendre dans la commission consultative. En créant une structure micro-régionale (CRDA) et en engageant un animateur pour coordonner les interventions agricoles dans l'arrondissement, la Chambre démontre sa détermination et laisse espérer que le PAR qu'elle a voulu et conduit débouchera, au moins dans le domaine agricole.

La Chambre d'Agriculture de la Savoie est également à l'origine de plusieurs initiatives en Haute-Maurienne ; mais sa collaboration avec les communautés locales lui a valu des résultats plus positifs qu'en Haut-Nivernais. La phase d'animation la plus féconde jusqu'en 1971 a été financée, encouragée par elle, réalisée par ses animateurs (un technicien, une conseillère) qui ont progressivement ouvert les groupes de vulgarisation à l'animation régionale, jusqu'à

s'identifier eux-mêmes aux aspirations de la population. La direction de la Chambre a créé un climat de collaboration confiante entre les organisations professionnelles, les administrations (DDA, DDE, Préfet) et les collectivités locales. Avec l'appui technique de l'ARER Rhône-Alpes, elle a soutenu les recherches et les essais qui visent à concilier activité agricole et tourisme hôtelier, mais elle n'a pu faire aboutir l'audacieux projet de regroupement des bâtiments d'élevage. Les méthodes d'élaboration et les conclusions du PAR n'ont sans doute pas répondu à ses attentes, mais elle seule paraît aujourd'hui en mesure de relancer l'animation micro-régionale sur des bases plus solides parce que plus endogènes.

La Chambre d'Agriculture du Finistère a appuyé les "pauvres du Nord" quand le canton de Ploudalmézeau, moins soumis que d'autres à l'influence de grandes organisations économiques du Nord Finistère, a emprunté à son tour les chemins du progrès. Sans doute la Chambre a-t-elle joué un rôle important dans le choix des actions techniques des groupements, dans l'élaboration du PAR, dans la politique foncière du syndicalisme agricole et du SIVOM. Tout laisse deviner une coopération discrète, relativement facile mais efficace, entre la Chambre et le groupe de militants agricoles qui a pris le contrôle de l'évolution du canton : le leader de ce courant est aujourd'hui Maire et Conseiller Général, Président du SIVOM du canton de Ploudalmézeau, et en même temps Président très actif de la Chambre d'Agriculture du Finistère.

A Ancenis, la Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique, doit composer avec la force économique de la CANA : elle ne peut qu'appuyer officiellement les efforts d'une entreprise coopérative efficace, dans la mouvance du syndicalisme. Sa représentativité plus large l'empêche à se démarquer de la CANA, aussi bien pour ne pas se couper de l'agriculture traditionnelle que pour tenir compte des critiques d'un certain nombre d'agriculteurs. Le CRDA éprouve des difficultés à trouver de nouvelles racines locales et à affirmer son originalité, sa raison d'être face à la puissante coopérative. C'est soulever le problème fréquent des relations entre une grande organisation coopérative et les structures à vocation générale (Chambre, syndicalisme) : que peut faire une Chambre d'Agriculture dans une région à fort contrôle coopératif ? Vers quelles initiatives peut-elle s'orienter pour favoriser le développement micro-régional, sans cautionner ni réduire l'action d'une coopérative, véritable moteur de ce développement ?

Face à l'expérience du Mené, la Chambre d'Agriculture des Côtes-du-Nord a eu plusieurs comportements. Elle a été étroitement associée à la phase préalable d'études qu'elle a financées. Puis l'ampleur prise par le mouvement, les modalités de l'animation, le caractère global et nouveau des propositions et des démarches lui ont posé quelques questions : elle ne pouvait cautionner immédiatement pareille entreprise qui modifiait ses orientations et le découpage de ses zones d'intervention. Le Comité du Mené ayant démontré qu'il pouvait durer et agir, la prudence a fait place à des collaborations ponctuelles, maintenant à un appui déterminé dans l'élaboration du PAR. Il faut ainsi plusieurs années pour qu'une grande organisation professionnelle à vocation générale puisse trouver sa place dans une institution micro-régionale dirigée par les élus. La comparaison entre l'expérience du Mené et celle du Haut-Nivernais, qui relèvent l'une et l'autre de la même approche globale et des mêmes techniques d'animation, démontre la difficulté de concilier dimension verticale (professionnelle) et dimension horizontale, pouvoir économique et pouvoir intercommunal. Parce qu'elles avaient moins d'emprise locale, les Chambres de Métiers et de Commerce ont eu moins de difficultés à situer leur apport propre.

Dans le Forez, l'action du GIRAF est née en grande partie de l'opposition de jeunes agriculteurs à la Chambre d'Agriculture de la Loire, à sa politique jugée par eux trop modérée. Ils entreprennent donc d'organiser leur petite région de manière autonome, par une multiplication de structures légères et souples. En 1965, ce courant conquiert la F.D.S.E.A. qui soutient le GIRAF ; en 1972, les leaders du GIRAF accèdent à la direction de la Chambre départementale : sa démarche est désormais reconnue et la collaboration entière.

#### 425 - Structures micro-régionales et instances régionales

Les institutions régionales sont de fondation trop récente et d'attributions trop limitées pour entrer dans cet écheciveau de relations ; mais les premières relations semblent prometteuses. En Bretagne, où le mouvement régional est plus enraciné et les comités de "pays" plus nombreux qu'ailleurs, le Comité du Mené a trouvé ce relais régional, de 1968 à 1972 dans un CELIB à la recherche d'une nouvelle audience, depuis peu dans la Fédération des Pays de Bretagne et surtout près de l'Etablissement Public Régional.

#### 426 - Structures micro-régionales et pouvoir central

La structure micro-régionale trouve une partie de son efficacité et de sa légitimité dans l'audience qu'elle acquiert au niveau national, dans l'accès direct aux administrations centrales. Longtemps négligée par l'échelon départemental, la petite région qui veut sortir de l'oubli doit se faire connaître par des articles de presse, par des démarches susceptibles d'intéresser les instances parisiennes, et par contre-coup, d'actionner leurs services départementaux. Qu'une petite région démontre son dynamisme, élabore un plan raisonnable cadrant assez bien avec les objectifs de la politique d'aménagement, elle aura de sérieuses chances de s'inscrire en bonne place dans les programmations budgétaires et d'attirer l'attention de jeunes cadres désireux de contourner les pesanteurs de l'administration traditionnelle.

La structure micro-régionale a plus de succès près de l'Administration de mission que de l'Administration de gestion. Les services administratifs classiques sont tributaires de leurs circuits cloisonnés, de leurs procédures complexes et lentes, des habitudes et des intérêts de leurs instances départementales pour acquérir la confiance de leurs ressortissants ; la structure micro-régionale ne peut s'accomoder de ces délais et de ces dédales. En se présentant comme expérience-pilote, en proposant un programme qui contraste avec la demande de subventions au coup-par-coup, en apportant des solutions concrètes et inédites, l'initiative micro-régionale intéressera les chargés de mission de la DATRA, de la Rénovation Rurale, des services nouveaux de certains ministères (en particulier, la Direction de l'Aménagement Rural, le Secrétariat à la Jeunesse et aux Sports, le Ministère de la Qualité de la Vie, etc...), les organismes interministériels, partout où des failles s'ouvrent dans une administration bloquée par son hyper-organisation. La plupart des subventions, contrats d'étude, aides diverses dont bénéficient les organisations micro-régionales proviennent de la Direction de l'Aménagement Rural, de la Rénovation Rurale, de fonds interministériels d'intervention (PAR, FIAT, FIANE, FIC). Initiatives locales et réformes administratives nationales se rejoignent ainsi dans une même tentative de renouvellement, de décloisonnement, de globalité.

#### 43 - LE RENOUVELLEMENT DE LA PRATIQUE INSTITUTIONNELLE

En quoi les initiatives micro-régionales renouvellent-elles la pratique institutionnelle ? Ce thème semble être l'un des dossiers prioritaires pour la prochaine étape de la recherche commune. Les documents actuellement rassemblés ne permettent que de poser quelques jalons.

#### 431 - Le renouvellement au niveau local

La structure micro-régionale renouvelle en amont la pratique institutionnelle des collectivités locales :

- par des modifications dans la gestion et la vie communale
- par l'ouverture à une dimension micro-régionale
- par de nouvelles relations avec les instances supérieures.

##### 4311 - Changements dans la gestion et la vie communales

Quand le courant de développement micro-régional accède aux responsabilités municipales, il entraîne des modifications profondes de mentalité et de comportement du personnel dirigeant. A Ploudalmézeau, on est passé du maire, notable local représentant une classe sociale au maire, chef d'entreprise, chargé de gérer et de faire prospérer une collectivité. Les militants ruraux appliquent à la gestion communale la logique moderniste qu'ils ont éprouvée dans leurs entreprises : maîtrise du foncier, modernisation des équipements collectifs, prévisions, création d'emplois et de services, aménagement du cadre de vie. On passe ainsi d'une gestion "artisanale" à une gestion moderne, technicienne, plus éprise d'efficacité que d'honorabilité.

Il en résulte aussi un élargissement des perspectives et des forces associées. Le Conseil Municipal ne peut plus se contenter d'entretien de voirie, de bâtiments communaux et de quelques réalisations de prestige. Il lui faut fixer la population en favorisant la création d'emplois par l'aménagement de zones artisanales ou industrielles, en implantant des services diversifiés d'accès facile, nécessaires à la satisfaction des besoins courants, en soutenant les initiatives sociales et culturelles. Une municipalité ainsi conçue ne peut plus agir seule : des campagnes d'information, des commissions extra-municipales, des groupes de travail, des bulletins communaux, des assemblées communales cherchent à associer la population à la vie communale autrement que par une adhésion formelle lors des élections : de telles démocraties locales modernisées existent dans le canton de Ploudalmézeau, dans le Mené, près d'Ancenis (la Rouxière), dans le Forez, en Haute Maurienne. En quoi ces nouvelles pratiques ont-elles été induites par l'animation micro-régionale ?

##### 4312 - Ouverture à une dimension micro-régionale

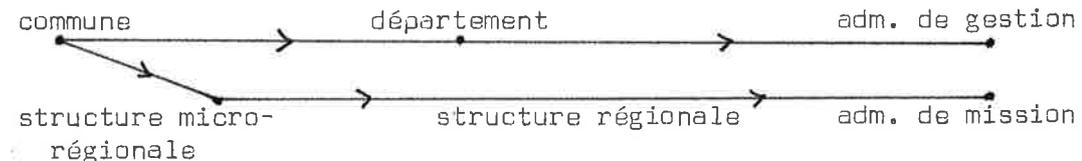
Un mouvement se dessine vers une "administration à deux niveaux" :

- le niveau communal, chargé de la gestion, de l'animation et de la vie locale
- le niveau intercommunal, chargé de l'aménagement de l'avenir, par la prise en charge des équipements les plus importants et l'élaboration de projets à long terme, assez cohérents et rigoureux pour être acceptés des autorités de tutelle. Le SIVOM de Ploudalmézeau offre un exemple remarquable de cette dissociation, où les investissements cantonaux viennent épauler les efforts communaux par une solidarité volontaire, mais limitée ; il démontre aussi les difficultés et les lenteurs de cette avancée : le SIVOM apparaît vite menaçant, au service des communes principales, au détriment des petites localités. Le rapport du Mené souligne aussi la tentation pour les élus "d'avoir plus et plus rapidement pour leur commune que de faire plus ensemble pour la région" : participer à l'organisme micro-

régional devient ainsi un moyen pour les maires de glaner des subventions, des informations, de faire accélérer l'acheminement d'un dossier, de consolider ainsi l'avance de leur commune et leur influence personnelle. La Haute Maurienne manifeste encore mieux la portée et les limites de cette coopération intercommunale : en conjuguant leurs ressources, deux communes ont pu réaliser la station de Valcenis, dont la réussite démontre la possibilité qu'ont les montagnards de bénéficier de l'aménagement de l'espace ; mais cette réussite même inquiète les autres communes et paralyse les germes de développement intercommunal qui naissaient dans la vallée.

#### 4313 - De nouvelles relations avec les instances supérieures

Mieux formés et informés, aidés par un personnel compétent, soutenus par la structure micro-régionale, les maires ne sont plus des vassaux qui vous demandent l'aumône, mais des responsables qui font reconnaître la valeur de leurs programmes. Une dépendance se relativise parce que les circuits administratifs deviennent plus connus et plus accessibles; une capacité de proposition succède à une longue tradition de soumission ; un desserrement de l'emprise de certaines administrations devient possible, parce que d'autres pratiques s'ouvrent aux élus. Un double circuit semble en effet se profiler à la lecture de certains rapports :



Une municipalité peut toujours emprunter le circuit habituel : Maire Administration départementale Ministères ; mais la constitution de l'organisme micro-régional lui offre désormais un circuit parallèle, plus technocratique, qui transite par la structure micro-régionale, trouve parfois un appui à l'échelon régional et atteint les experts des administrations de mission. On peut cependant s'interroger sur l'autonomie de ce nouveau circuit face aux récupérations permanentes des administrations traditionnelles.

#### 432 - Le renouvellement au niveau départemental

##### 4321 - PAR et pratique administrative départementale

Puisque six des sept expériences retenues ont élaboré ou élaboreront actuellement un PAR, on pourra, dans l'étape ultérieure, rechercher comment cette nouvelle procédure a modifié les pratiques institutionnelles et les relations des différents partenaires au niveau local et départemental.

L'influence du PAR sur le processus micro-régional varie selon les moments où il se situe et les modalités de son élaboration. A Ploudalmézeau, le PAR était une étude d'aménagement qui a reçu l'appellation PAR après le décret de juin 1970 : c'est donc une analyse relativement sommaire qui n'a pas bénéficié de la méthodologie en usage dans les PAR, mais qui a pourtant fourni aux responsables locaux des objectifs et des moyens capables de souder leur volonté de coopération intercommunale. En Haute Maurienne, le PAR paraît avoir entraîné plus d'effets négatifs que positifs au plan local comme au niveau départemental. Il a été

imposé par l'administration départementale dans la zone périphérique du parc de la Vanoise : une partie de cette zone, la Haute Maurienne, avait déjà une démarche vigoureuse d'animation ascendante. Le PAR a voulu s'inscrire dans cette lancée ; mais il n'a apporté aux groupes d'animation que lenteurs et contraintes administratives. Des conflits ont surgi entre DDA et DDE, entre les équipes de terrain et les services départementaux. Si le PAR, finalement approuvé en 1974, a déçu les uns et les autres, il apporte à la Haute Maurienne une caution publique, garantie d'une concertation intercommunale, un document officiel auquel pourront se référer les divers projets communaux et professionnels.

L'expérience du Haut Nivernais se confond avec la préparation, l'élaboration, l'approbation et les suites d'un PAR. On a déjà souligné à plusieurs reprises la méthodologie remarquable utilisée durant l'étude-animation, mais aussi les erreurs de préparation, d'insertion, dans le système social et politique local qui expliquent en partie l'échec relatif de cette tentative connue. Comparée à la conduite d'autres PAR, l'expérience du PAR de Clamecy bien archivée et analysée, offre une base excellente pour un essai de renouvellement des pratiques institutionnelles à partir de l'échelon départemental.

Il serait également intéressant de suivre la progression des PAR de Fenouillèdes, du Mené, d'Ancenis actuellement en cours. Comment ces PAR, conduits par les DDA, se situent-ils par rapport à un processus d'animation globale amorcé depuis dix ans (le Mené), depuis quatre ans (Fenouillèdes) ou par rapport à l'animation économique d'une grande coopérative (Ancenis) ? En quoi cette deuxième génération de PAR diffère-t-elle de la première, en des régions qui ont prouvé leur dynamisme ?

#### 4322 - Changements dans la pratique administrative départementale

La réalisation d'un PAR ou d'un programme micro-régional perturbe le fonctionnement habituel des services administratifs habitués à agir au coup-par-coup, commune par commune pour réaliser leurs objectifs. Un certain décroisement se manifeste durant les premières phases de l'expérience, chaque organisme y trouvant des projets d'équipements possibles à une nouvelle échelle ; mais dès que l'on s'achemine vers l'exécution, le fonctionnement administratif habituel retrouve ses divisions, ses opérations précises, ses règlements étroits faisant éclater la globalité du projet et sa dimension micro-régionale. "Il semble bien que l'administration ne puisse aller trop loin vis-à-vis des expériences intercommunales" : elles seront approuvées et promues pour leurs effets techniques immédiats (capacité de financement, simplification des mécanismes et circuits), mais on ne pourra tolérer qu'elles aient une volonté politique propre, appuyée sur une capacité technique indépendante.

La structure micro-régionale est à l'image du mouvement qu'elle exprime au plan institutionnel : multiforme, indéfinie, fragile, sans cesse sollicitée par les rouages sécurisants du système bien en place ou au contraire guettée par la tentation de la contestation radicale, de la marginalité et de la rupture. Elle est en tension permanente entre l'apparition de besoins, de projets et d'acteurs nouveaux, et la nécessité de les intégrer dans des organisations qui assurent l'efficacité et la poursuite de l'opération ; elle ne peut éviter la double exigence des militants et des gestionnaires. "Toute action de développement sera un affrontement de savoir, de vouloir et de pouvoir : le savoir seul, ce sont les dossiers qui dorment dans les tiroirs ; le pouvoir seul, c'est la gestion des affaires courantes sans prévision ; le vouloir seul, c'est la retombée ou la révolution".

La tension dialectique entre l'institution et l'animation n'est-elle pas essentielle à la dynamique du développement ?

## C O N C L U S I O N

Ce premier inventaire d'expériences de développement micro-régional, né de l'action et réalisé avec des hommes d'action, ouvre un chantier pour une recherche plus approfondie et quelques principes d'action. Il permet déjà de dégager certaines conclusions, assez rigoureuses et fondées concernant les conditions d'émergence et le déroulement des initiatives, moins élaborées et établies s'agissant de la dynamique même de ces initiatives et de l'influence des structures qui en résultent. On a assez d'éléments pour conclure que ces actions micro-régionales ne sont pas réductibles à des facteurs externes à la région; on n'a pas assez de critères précis pour en déterminer la nature et l'exacte portée.

Une évidence s'impose: une petite région ne se réveille pas de manière artificielle, par une décision administrative ou une opération magique. Plusieurs facteurs expliquent la créativité collective: une situation géographique, économique et sociale assez difficile, un certain sentiment d'appartenance capable de susciter des solidarités, la conscience d'un retard à combler, autant d'éléments qui provoquent assez d'inquiétude pour percevoir la nécessité d'un changement mais qui motivent assez de cohésion pour relever le défi d'une évolution. Mais ces facteurs resteraient comme autant de malaises accumulés s'ils n'étaient captés, transformés en volontés d'agir par des acteurs, des réseaux de novateurs individus, groupes informels ou organisations, qui offrent à ces régions inquiètes une expression, des projets, des modes d'intervention inédits, adaptés aux aspirations et aux moyens de la population. Un évènement marquant ou une série d'évènements allant dans le même sens opèrent souvent la mise en relation de ces facteurs, de ces acteurs et de ce climat, comme une catalyse de ces divers éléments: un seuil est franchi dans la prise de conscience collective, la maturation des forces et de leurs objectifs, qui transforme l'inquiétude en espoir, la résignation en volonté d'agir, l'initiative limitée en courant plus ou moins généralisé.

Le mouvement micro-régional ainsi déterminé peut se dérouler de manière progressive par un enchaînement d'actions ponctuelles qui s'appellent et s'amplifient ou au contraire de manière discontinue par une succession de temps forts d'intensité et de longs moments de latence. On y repère généralement.

- une phase de gestation où des forces neuves s'enracinent dans une histoire commune pour élargir les horizons; explorer des possibles, mettre la population en éveil.
- une phase de rassemblement de forces et de projets autour de la promotion d'une activité essentielle ou du sauvetage de l'ensemble de la petite région.
- Une phase de différenciation des intérêts et des énergies, provoquée par les anciens clivages, un moment estompés ou par les nouveaux antagonismes que l'action entreprise a éveillés.
- Une phase de maturité faite d'écueils et de déséquilibre partiellement surmontés, de compromis acceptés, d'objectifs et de méthodes renouvelés dans une démarche où le résultat est toujours ambivalent et l'opération jamais achevée.

La dynamique de ce développement apparaît comme une intersection permanente de projets d'actions et de résultats. Face à une évolution micro-régionale qui leur paraît dangereuse, des groupes sociaux élaborent des projets qui expriment leurs analyses de situation, leurs intérêts et leurs conceptions du devenir-collectif; ces projets se concrétisent par des actions déjà plus limitées dans leurs ob-

jectifs et leurs bénéficiaires; ces actions se traduisent par des résultats réferables dans l'ensemble des changements qui modifient la région. L'infléchissement des projets aux actions retenues et des actions aux résultats attribuables permet d'observer le processus de développement, alors que l'analyse plus méthodique des interactions entre les secteurs d'activités socio-économiques, les interventions des institutions concernées et les éléments constitutifs de l'identification micro-régionale détermine le degré de renforcement mutuel de ces actions et par là la nature et l'impact exact du pouvoir qui en résulte.

Sous réserve d'investigation plus élaborée, cette première étude révèle déjà que les actions micro-régionales ont une influence minime sur les grands acteurs écono-politiques dont l'action dépend des rapports de forces locaux. L'originalité et l'efficacité de ces initiatives dépendent pour une large part du degré de contrainte, de pression ou de tolérance des forces dominantes de la société globale: mais elles dépendent aussi de la vitalité, du système local, du degré de cohésion et d'engagement dans une stratégie commune, des projets qui s'en dégagent, des alliances qui se nouent, des types d'intervention et des méthodes utilisées. Il en résulte un certain infléchissement de l'évolution en cours: l'émergence des nouveaux groupes sociaux qui sortent de la région de l'oubli et s'affirment comme des forces intermédiaires entre les éléments de pointe et les couches traditionnelles, une relative atténuation des effets par les pouvoirs locaux, un sentiment d'appartenance, une culture, une histoire retrouvées, capables d'influer dans le long terme.

Ce jeu de projets, d'actions et de résultats, de forces internes et de forces externes se traduit au plan institutionnel par l'apparition de nouvelles structures et de collectivités locales, d'organisations professionnelles, de pouvoirs publics et d'associations volontaires selon les modalités d'agencement et de fonctionnement étonnamment variées: structure unique de coordination, structure centrale et organes satellites, concertation informelle; la composition et les moyens de ces appareils marquent la volonté d'allier efficacité et participation démocratique. Ce nouvel échelon de décision doit se faire reconnaître et accepter dans le réseau déjà dense du maillage institutionnel, en amont par sa relation avec les structures territoriales, professionnelles et associations locales, en aval par sa collaboration avec les instances départementales, régionales et nationales. L'articulation entre les organisations professionnelles et les structures territoriales, entre l'économie et la politique demeure l'une des tensions permanentes du développement micro-régional et sans doute la condition principale pour l'émergence d'un réel pouvoir à ce niveau; l'accès direct et rapide aux instances nationales d'information et de décision constitue l'autre source de validation et de pérennité de ce pouvoir. Malgré la modestie de ses moyens et de ses réalisations, ces initiatives micro-régionales portent en germe un renouvellement des pouvoirs locaux par des modifications dans la gestion et la vie communale; par l'ouverture des élus à une dimension micro-régionale, par de nouvelles relations avec les instances supérieures; leur portée apparaît plus limitée dans le renouvellement des pratiques administratives départementales. Mais quel appareil pourra jamais totalement canaliser cette émergence de forces et d'idées que constitue ce type de développement ?

Cette première investigation soulève plus de questions qu'elle n'apporte de réponses. La deuxième phase de l'étude devra être poursuivie dans une double question :

-de recherche méthodologique afin de cerner avec plus de vigueur les processus d'identification micro-régionale qui paraissent jouer un rôle important dans la mise en mouvement et la stratégie des forces à l'oeuvre à ce niveau.

-de recherche appliquée à l'action, afin de dégager des éléments pédago-

giques, des principes d'intervention et des orientations, notamment en ce qui concerne le renouvellement des pouvoirs locaux et des institutions micro-régionales, les collaborations possibles entre structures territoriales et organisations professionnelles, les pratiques de l'animation et leur impact sur les actions de développement, enfin des outils d'analyse permettant d'appréhender avec plus de vigueur et d'efficacité les facteurs économiques et démographiques (dans l'emploi) qui favorisent le développement et un certain équilibre des petites régions rurales. Un prochain document annexe traduira en termes opératoires les conclusions qui découlent déjà de cette première étape.

Cette étude ouvre enfin sur une interrogation plus fondamentale concernant la place et la signification de ces actions de développement. Un triple scénario campe sommairement les positions et perspectives en présence :

-un système libéral tolère et maintient sans risque à sa périphérie de telles initiatives qui mobilisent les énergies, les ressources de sociétés villageoises condamnées, qui permettent aux forces dominantes d'imposer habilement leur modèle en le faisant désirer par les volontés locales. Le développement micro-régional est-il autre chose qu'une transition irréversible vers l'absorption des sociétés rurales, camouflée par le mirage d'une autonomie possible ?

-Ces initiatives micro-régionales se multiplient, se coordonnent, s'organisent, acquièrent droit de cité en s'alliant à d'autres forces, jusqu'à obliger les pouvoirs publics et les agents économiques à composer avec leurs propositions et modes d'intervention. L'aménagement rural devient l'aménagement micro-régional, dans les zones à l'écart des grandes agglomérations; Un équilibre précaire s'établit entre ces deux types d'aménagement et de développement.

-Ces initiatives sont les ébauches encore balbutiantes d'un autre mode de développement plus décentralisé, plus ascendant, qui, partant de nombreuses initiatives dans les lieux de travail et de résidence, va renouveler l'organisation de la vie collective.

Ces actions de développement micro-régional sont-elles les soubresauts de sociétés villageoises retardées ou des tentatives d'avant garde, des signes porteurs d'une autre forme de civilisation ?

Paul HOUÉE.

RECAPITULATIF DES EXPERIENCES ANALYSEES

Expérience	Début	Département	Population 1975	Collectivités locales	Structures micro-régionales
Haute Maurienne	1960	Savoie	2 253	8 communes	Groupements agricoles, syndicats d'aménagement, assoc. d'animation
Fenouillèdes	1970	Pyrénées Orient.	11 293	3 cantons : 32 communes	CAPEXE
Monts du Forez	1961	Loire	40 000	7 cantons : 80 communes	GIRAF
Haut-Nivernais	1971	Nièvre	31 300	6 cantons : 87 communes	PAR - Syndicat Mixte
Ploudalvezau	1959	Finistère	15 508	1 canton : 10 communes	SIVOM - assoc. d'animation
Mené	1965	Côtes du Nord	24 154	23 communes	Comité Expansion du Mené
Ancenis-Varades	vers 1960	Loire-Atlantique	28 927	3 cantons : 20 communes	Coopérative CANA, CRDA



## PRINCIPAUX SIGLES UTILISES

- A.C.E.A.R. : Atelier Central d'Etudes d'Aménagement Rural.  
A.F.P.A. : Association de Formation et de Perfectionnement Agricoles  
A.P.C.A. : Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture.  
A.R.E.R. : Association Régionale d'Economie Rurale.
- C.A.N.A. : Coopérative Agricole Noelle Ancenis  
C.A.P.E.X.E. : Comité d'Animation pour l'Expansion Economique de Fenouillèdes.  
C.E.M. : Comité d'Expansion du Mené  
C.E.T.A. : Centre d'Etudes Techniques Agricoles  
C.N.A.R. : Confédération Nationale pour l'Aménagement Rural  
C.N.J.A. : Centre National des Jeunes Agriculteurs  
C.N.R.S. : Centre National de la Recherche Scientifique.  
C.R.D.A. : Comité Régional de Développement Agricole  
C.U.M.A. : Coopérative d'Utilisation du Matériel Agricole.
- D.A.T.A.R. : Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale  
D.D.A.(D.D.E.) : Direction Départementale de l'Agriculture, (de l'Equipement).
- E.P.H.E. : Ecole Pratique des Hautes Etudes
- F.N.S.E.A. : Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles.  
F.O.R.S. : Fondation pour la Recherche Sociale.
- G.I.R.A.F. : Groupement d'Innovation Rurale pour l'Avenir du Forez  
G.V.A. : Groupement de Vulgarisation Agricole.
- I.N.R.A. : Institut National de la Recherche Agronomique  
J.A.C. : Jeunesse Agricole Catholique  
M.F.R. : Mouvement Familial Rural.  
P.A.R. : Plan d'Aménagement Rural.  
S.I.VO.M. : Syndicat Intercommunal à Vocation Multiple  
S.U.A.D. : Service d'Utilité Agricole de Développement.  
Z.E.D.E. : Zone d'Etudes Démographiques et d'Emploi.

UNE APPROCHE ORIGINALE

I - Les promoteurs de l'étude	2
2 - Les expériences retenues	2
3 - Le dispositif de la recherche	4
4 - La méthodologie de l'étude	7
5 - La réalisation de l'étude	7

INTRODUCTION

01 - La problématique de l'étude	9
02 - Développement micro-régional ?	10

I - QUELLES CONDITIONS D'EMERGENCE ?

11 - Une situation initiale problématique	11
111 - Des régions marginales en difficulté	11
112 - Vers un sentiment d'appartenance collective	12
113 - La conscience d'un retard à combler	13
12 - Les pionniers et leurs projets	14
121 - L'émergence de réseaux novateurs	14
122 - Projets et thèmes mobilisateurs	17
13 - Un évènement déclenchant	19

II - LES PHASES DE L'ACTION

21 - Une gestation de forces et de projets	21
211 - Une tradition de libération collective	21
212 - L'élargissement des perspectives	22
213 - La provocation de la prise de conscience	22
22 - Un rassemblement de forces et d'objectifs	23
221 - Se rassembler pour sauver la région	24
222 - Se rassembler autour de l'agriculture	25
23 - La phase de différenciation	26
24 - Phase de maturité	29
241 - Les écueils à surmonter	29
242 - La mouvance des objectifs et des actions	30

III - DYNAMIQUE DU DEVELOPPEMENT MICRO-REGIONAL

30 - Observation empirique du processus de développement	32
31 - Le secteur d'Ancenis	33
311 - Situation et projets	33
312 - Les actions retenues	33
313 - Les résultats constatables	34
314 - Inflexion et réactions	34

32 - Les Monts du Forez	35
321 - Situation et projets	35
322 - Les actions retenues	35
323 - Infléchissement	36
33 - Le canton de Ploudalmézeau	36
331 - Situation et projets	36
332 - Les actions retenues	37
333 - L'infléchissement	38
34 - La Haute Maurienne	38
341 - Situation et projets	38
342 - Les actions retenues et leurs résultats	38
343 - Infléchissement	39
35 - Le Fenouillèdes	40
351 - Situation et projets	40
352 - Les actions retenues	40
353 - Résultats et infléchissement	40
36 - Le Mené	
361 - Situation et projets	42
362 - L'agriculture	42
363 - Les activités non agricoles	44
364 - Le tourisme	45
365 - L'action sociale	45
366 - L'action culturelle	45
367 - Aménagement et collectivités	46
37 - Le Haut Nivernais	46
38 - Quelle dynamique du développement ?	47
39 - Vers une identification de l'influence micro-régionale	48
391 - Le principe d'analyse	48
392 - Application aux différents cas	49
393 - Essai de pondération de l'emprise micro-régionale	51
Situation et transformations observées de chaque région (graphiques)	54 à 59

#### IV - ASPECTS INSTITUTIONNELS DU DEVELOPPEMENT MICRO-REGIONAL

41 - Le support institutionnel	60
411 - Les partenaires institutionnels locaux	60
412 - Les formes d'institutions micro-régionales	61
413 - La composition et le fonctionnement de ces institutions	62
414 - Les moyens de ces institutions	63
42 - L'insertion institutionnelle	64
421 - Structures micro-régionales et municipalités	65
422 - Structure micro-régionale et groupements locaux organisés	65
423 - Structure micro-régionale et administrations départementales	66
424 - Structure micro-régionale et organisations professionnelles départementales	67
425 - Structures micro-régionales et instances régionales	69

426 - Structures micro-régionales et pouvoir central	69
43 - Le renouvellement de la pratique institutionnelle	69
431 - Le renouvellement au niveau local	70
432 - Le renouvellement au niveau départemental	71
<u>CONCLUSION</u>	73
<u>RECAPITULATION DES EXPERIENCES ANALYSEES</u>	76
<u>RELATIONS DU C.E.M. AVEC "L'EXTERIEUR"</u>	77
<u>PRINCIPAUX SIGLES UTILISES</u>	
<u>TABLE DES MATIERES</u>	79 à 81